

La construction du canal Rhin-Rhône est repoussée au-delà de 1980

LIBRE PAGE 17

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F
Abonnés: 1,20 Bfr. Maroc, 1,80 Bfr. Tunisie, 1,20 Bfr. Algérie, 1,20 Bfr. Belgique, 1,20 Bfr. Suisse, 1,20 Bfr. Espagne, 48 Bfr. Grande-Bretagne, 25 F. Italie, 25 F. France, 25 F. Liban, 200 P. Luxembourg, 12 F. Pays-Bas, 3 Bfr. Portugal, 24 Bfr. Espagne, 2,00 Bfr. Grèce, 1,10 Bfr. U.R.S.S. et Chine, 1,00 Bfr. Israël.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Une première politique à Copenhague

Quelques cris de désapprobation dans les tribunes et des tracts de protestation dans l'assemblée ont marqué, jeudi 31 août, la présentation au Parlement danois du nouveau gouvernement de coalition formé par M. Joergensen. Cette équipe réunit en effet pour la première fois deux formations traditionnellement ennemies: les sociaux-démocrates et les libéraux (ex-agriculteurs), ces derniers trouvant toujours l'essentiel de leur clientèle dans le monde paysan.

Un entretien avec M. Bergeron

Chemise claire, col ouvert, M. André Bergeron, secrétaire général de Foros ouvrière, a accepté d'accorder une interview au Monde à l'occasion de son séjour au Lot où il termine ses vacances. Détendu mais sans illusion, il ne croit guère à un changement d'esprit notable du patronat. M. Bergeron entend pourtant maintenir plus que jamais sa revendication sur la reconnaissance de la cinquième semaine de congés payés, quitte à porter cette revendication au niveau des entreprises, et le patronat persiste dans son refus d'une acceptation générale.

La préparation du sommet de Camp David
Les États-Unis ne veulent pas d'une solution au Proche-Orient, nous déclare M. Arafat

La préparation du sommet israélo-égypto-américain qui aura lieu le 5 septembre à Camp David continue de dominer l'actualité au Proche-Orient. A Jérusalem, M. Begin, premier ministre israélien, a annoncé jeudi 31 août qu'il était opposé à toute présence militaire américaine ou des Nations unies à Gaza et en Cisjordanie. Il a indiqué toutefois qu'il était prêt, le cas échéant, à signer un pacte de défense mutuelle avec Washington. Il a annoncé, enfin, qu'il avait conclu un accord avec l'opposition travailliste sur les principes de base qu'il défendrait à Camp David. Selon ces principes, Israël ne retournera jamais aux frontières d'avant 1967, n'acceptera que des vérifications mineures de ses frontières, et continuera à faire stationner son armée en Cisjordanie.

Un entretien avec M. Bergeron

En dépit des difficultés économiques et des menaces d'aggravation du chômage, pensez-vous que la rentrée sociale sera sous le signe de la déception, dans la mesure où les négociations amovables au début de l'été doivent se poursuivre? Autrement dit, constatez-vous l'apparition, tant au gouvernement qu'au C.N.P.F. d'un nouvel esprit de dialogue?

La nouvelle « ligne » de Pékin
Ancien rival de Mao Tse-toung Liu Shao-chi pourrait être réhabilité

Par le biais d'une polémique politico-littéraire sur une pièce de théâtre, le quotidien pékinois « Clarité » du 31 août semble avoir entamé le processus de réhabilitation de l'ancien président de la République, Liu Shao-chi. Linogé au début de la révolution culturelle par Mao Tse-toung, succéda au P.C., l'ancien « Krouchtchev chinois » avait, à l'époque, pour adjoint M. Teng Hsiao-ping, l'actuel vice-premier ministre. Si sa réhabilitation officielle n'a pas encore été annoncée, de nombreux indices permettent de penser qu'elle est proche.

Un entretien avec M. Bergeron

Le leader de F.O. entend aussi réclamer une réduction tous azimuts de la durée du travail. « Il faut que les employeurs acceptent l'idée d'une réduction progressive de la semaine de travail. » Il ajoute qu'il est tout à fait « utopique » de penser que les salariés accepteraient une telle réduction sans compensation des salaires. Pour combler le déficit du régime d'assurance-chômage (Unedic), M. Bergeron demande à l'État de prendre en charge un tiers des prestations versées aux retraités et aux licenciés pour cause économique.

RENCONTRE DE CAMP DAVID
ul pas l'hypothèse militaire américaine
ilitaire américaine
itoires occupés

1066 et la suite

Je suis Boeving, voyez mes ailes. Je suis Airbus, vous la SNIASI. Le séculaire compromis britannique ne s'est jamais si bien porté, et les bêtisseurs de l'Europe devront compter avec lui. La Grande-Bretagne n'a jamais eu de tels succès attachés au continent où un drakkar ancoré au large de ses côtes. Cela a fait sa grandeur splendide et insulaire.

LES QUARANTE ANS DU FESTIVAL DE LUCERNE

Rendez-vous célèbres
En traversant la Suisse pour aller au Festival de Lucerne, on se prépare déjà à une fête romantique. Les lacs où plongent les sommets à pic, les montées de vallées en vallées où la verdure légendaire des prairies résonne des cloches des troupeaux, les sommets abrupts enveloppés de brouillard où scintille le soleil comme une pluie de lumière, les chalets qui mettent dans ce paysage leur note de bois et de fleurs, les torrents aux gerbes de mousse coulant ensuite rapides et frémissants comme des truites, composent une immense symphonie alpestre, à la manière, tour à tour, de Brückner, Schubert et Strauss, dont l'immense panorama du lac des Quatre-Cantons devrait constituer le plus majestueux des finals, si la brume n'en faisait trop souvent une symphonie inachevée.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE
objet: secrétariat de direction, secrétariat médical
note confidentielle: L'École assure les connaissances professionnelles indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'une secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse: 40, rue de Liège - Paris 8e tél. 387.58.83 • 387.52.90

Mais c'est la première fois que les anciens sont présents dès le début de...

PARTICIPATION

Impératif social, nécessité économique

par PHILIPPE LUC-VERBON (\*)

Le président de la République a annoncé le 14 juin l'extension de l'actionnariat au secteur privé. Des distributions importantes d'actions doivent être effectuées pour le 1er mars 1979.

En présence de l'échec collectiviste étonnant à l'inverse de son but et des graves inadéquations du système libéral (aliénation des travailleurs par des tâches parcellaires, inégalités, chômage, sous-développement et même recul des peuples de la faim), engager dans une troisième voie : celle prônée par l'Eglise catholique depuis près d'un siècle, faire ce que voulait le général de Gaulle (le grand projet), donner un contenu à la R.P.A., les démocraties scandinaves et, de façon différente, la Yougoslavie, l'Algérie et certains autres pays où le bien-être, la propriété et le pouvoir sont à tous personnellement.

Les dispositions législatives et les incitations financières ou fiscales ne sont que des moyens ; le but, c'est, en diffusant les responsabilités, de rendre un sens au travail et à la vie des êtres, de permettre l'accomplissement de « tout à moi » et de « tout à l'autre », selon l'expression de Paul VI.

C'est la seule réponse à l'interrogation des jeunes, plus généreux et même au Québec du spirituel, mais lucides et qui ne se paient pas de mots.

Depuis les années 60, on a surtout selon le mot de Marcel Lichstein, fait de la participation au baratin. La participation doit enfin sortir des dossiers, surtout des discours, pour passer dans la vie. Certes, un certain nombre de mesures ont été prises (comités d'entreprise, 1945 ; intéressement à la productivité, 1953 ; participation à l'expansion, 1967 ; droits sociaux, 1968). Sur ce point, nous sommes en mesure d'affirmer que la volonté du général de Gaulle fut formelle. Il donna des directives précises, suivit le débat au Parlement de très près, s'engagea comme il ne l'avait jamais fait, aidé et financé en tant que M. Maurice Schumann, en vue d'obtenir un vote unanime de la représentation nationale.

Comme les réformes de struc-

tures de la libération qui ont modifié le système par la création d'un vaste secteur public et de la sécurité sociale, la réforme-ci que constitue celle de l'entreprise ne saurait être menée à bien sans la participation de la gauche et la concertation entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, dans l'esprit des « contrats de progrès » imaginés par MM. Jacques Chaban-Delemas et Jacques Delors.

Ainsi pourra être établi un compromis social historique : un consensus de fait susceptible d'améliorations constantes, laissant le champ libre à des tensions humaines, dans les mentalités, qu'il y a lieu de transformer. L'objectif à court terme est d'obtenir qu'un pas irréversible soit effectué sans attendre.

L'occasion est fournie par la directive du chef de l'Etat au sujet de l'actionnariat. Les projets annoncés par M. Lionel Stoléru en vue d'étendre les expérimentations de gestion autonome des ateliers devraient permettre de faire participer la base.

Il ne faut pas non plus laisser à l'écart les P.M.I. et P.M.E. Il y aurait lieu de prendre en considération la proposition de loi déposée par le groupe R.P.R. le 16 mai dernier, visant à généraliser, dans les entreprises de plus de cinquante personnes, la cogestion aux niveaux des conseils de surveillance et des directeurs (par la modification de la loi sur les sociétés commerciales de 1966, que le voulait notre ami René Capitant).

Rien de sérieux ne se fera sans un développement accru de la formation et de l'information, la réduction des « goulets », notamment au niveau des directions de services.

Le Parlement pourrait poser les principes dans une loi-cadre, laissant au gouvernement et aux partenaires sociaux le soin des modalités et la préparation des textes d'application, avec le concours de la commission supérieure des conventions collectives, et

branches par branche, et région par région, de régler les problèmes concrets. Ainsi les organisations représentatives seraient associées non seulement à l'application des textes, mais aussi à leur élaboration.

Cependant, l'entreprise ne peut être séparée de son contexte social et culturel ; on ne décourage pas l'homme en branches comme dans les pays nordiques et aux Pays-Bas, afin de développer dès l'enfance l'esprit de responsabilité.

C'est à juste raison que M. Valéry Giscard d'Estaing a émis le très prochain troisième ministre. Il est essentiel de se situer dans la perspective à moyen et

long terme, en fonction des progrès prévisibles des sciences, de la médecine et de la technologie (allongement de la vie, automatisation accélérée).

Impératif social, la participation est aussi une nécessité économique. Il faut mobiliser les cerveaux pour répondre à l'agressivité étrangère. L'indépendance nationale est à ce prix. D'autre part, un projet européen de société, à partir des travaux de la commission spécialisée de la C.E.E., peut constituer une approche réaliste de la construction de l'Europe : l'Europe des travailleurs, donc des peuples, et non la seule Europe des affaires.

Ainsi élargie, notre continent peut offrir au monde un modèle ; agir en force pour un nouvel ordre économique mondial indispensable à la paix.

Réplique à...

J.-H. Brunn

Le docteur Patrice Krivsky, ancien attaché des hôpitaux de Paris, nous écrit :

« Normis quelques épiphonèmes, les grandes batailles politiques se sont tuées. Les convictions cependant demeurent. M. le professeur J.-H. Brunn tente ainsi d'explorer de nouvelles voies (le Monde du 17 août 1978).

Trois points se dégagent, sur lesquels on peut être d'accord ; — on ne voit apparaître aucune perspective nouvelle à gauche ; — la lutte de classe est tragique ; — la participation n'est pas un phénomène économique, mais politique.

Pour ce qui est de la gauche, il est navrant de constater tant d'inertie, d'absence d'imagination, d'excès de complication, et, aux fins de favoriser quelque source et maladroite alliance, tant d'aveuglement. Lesdits espoirs du programme commun n'auront été qu'une cascade d'impossibilités, sans et si bien que l'utopie d'une alliance social-communiste s'est envolée, et que les résultats des législatives ont fait fuir...

C'est peut-être que, au fond, il s'agit d'un autre problème que celui posé par les divergences actuelles gauche-droite, bourgeoisie-prolétaire, etc.

Sans mettre en doute l'existence des classes et des inégalités, l'information est largement répandue, déversée, qu'un répertoire d'idées ne se fige pas dans un camp ou dans un autre. L'aspect manichéen s'est éteint ou, à défaut, endormi. D'autant que l'information est largement répandue, déversée, qu'un répertoire d'idées ne se fige pas dans un camp ou dans un autre.

Dans sa conscience d'homme dit de gauche, le professeur Brunn nous demande d'explorer la voie « nouvelle » de la participation. Dans sa conscience d'homme dit d'individue et nous déclare, nous propos des syndicats : « Ils croquent quelle (la participation) n'aient la lutte des classes. »

Ce qui lui permet d'écrire que la participation est le pilier, le cœur de la philosophie gaulliste, est subsidiaire. Et que les grands d'ironie sur les rêves d'unanimité nationale du général de Gaulle, j'avoue en être resté pantalois et m'être demandé si je ne confondais pas tout !

C'est que, en fait, envisager la participation en tant que principe économique rend en effet tout à fait subsidiaire la conscience gaulliste de ce sujet, en élargissant dans le domaine du mal administrable.

Un « subsidiaire » essentiel

La participation n'est pas le On s'est discuté dans l'entreprise, mais la prise en charge de l'entreprise, non par les ouvriers, mais par tous ceux qui y travaillent, tant au niveau économique, mais aussi organisationnel et prévisionnel. En n'y ne s'agit pas que de l'entreprise... Mais, s'il s'agit des rapports de classe, fortifier l'individu dans son épaulement, réver d'unanimité nationale, nécessite la participation des hommes à tous les domaines de leur vie quotidienne.

Aucun patronat n'octroie la participation, car la participation, c'est un acte, ce n'est pas un phénomène passif.

De Gaulle, élu au suffrage universel, représentant du peuple tout entier, a proposé au peuple la participation. Celui-ci l'a fallé refusée, et de Gaulle est parti !

C'est en ce sens que le « subsidiaire » de tout à l'heure me stupéfie, car en fait c'est l'essentiel ; la participation est la seule qui ne soit utopique ! Et ce sont les gaullistes qui l'ont proposée au peuple français et qui, démocratiquement, ont accepté leur refus. La liberté, l'égalité, la fraternité, il est écrit au fronton de nos édifices républicains ? La participation en est, au sens gaulliste, sûrement l'une des pierres angulaires. Alors prière de ne pas confondre participation et intéressement !

LE TRAVAILLEUR

par GABRIEL MATZNEFF

PLUTARQUE raconte qu'un Spartiate, ayant entendu le discours d'un Athénien condamné pour crime d'oisiveté, demanda à l'orateur : est-ce un homme « qui d'avoir vécu un esprit libre ». A cette ana, j'avais recopié ce passage de mon cher Plutarque sur un carton, où je notais quelques règles de vie essentielles, et que je portais toujours sur moi.

Dès mon adolescence, j'avais en effet compris que le travail est le pilier cardinal que nous tenons la société pour nous élever. Bénédictin a écrit que la société totalitaire constitue un mensonge asservissant. Pour moi, c'était toute société, qu'elle fût totalitaire ou libérale, qui constituait un mensonge asservissant. Mon sentiment sur ce point n'a guère évolué avec l'âge : aujourd'hui comme hier, la société demeure à mes yeux l'ennemi dont je cherche surtout à me préserver.

Le mensonge social ne cessera de nous subjuguier que s'il se

métamorphosait en une alliance communautaire. A l'encontre de la société, il n'est qu'un conglomérat de solitudes ennemies, la communauté, elle, est fondée sur la solidarité des êtres et sur leur consubstantialité. Ce n'est que dans cette dimension organique de la vie communautaire que le travail cesse d'être, au sens étymologique du terme, une aliénation, et qu'il peut devenir une aventure féconde.

La maîtrise de la terre et du cosmos — en quel Heidegger voit l'aboutissement de la métaphysique occidentale — n'a aucun intérêt, si elle n'est capable de préserver le travailleur de l'atomisation schizo-phrénique. La seule issue créatrice pour le travailleur est sa participation organique au bien commun et à la vie de la cité. Mais une telle participation ne peut être le fruit de simples réformes économiques et sociales. Elle exige aussi une renaissance spirituelle.



FEUILLETON 41
Pour mettre fin aux fanatismes des-...
« Je n'ai pas hésité à risquer ma vie, monsieur, reprit-il. Si vous pouvez repartir à l'instant même. Appelez-moi comme vous voulez — renégat, coquin, criminel, meurtrier, homme dépourvu de scrupules, vous l'avez déjà dit — mais mon intégrité personnelle, ma parole d'honneur, même si ce sont celles d'un homme que vous désignez sous le terme de bandit international, ne sauront être mises en question. Vous ne pourriez être plus en sécurité, monsieur le président, même si vous vous trouviez dans le salon ovale de la Maison Blanche.
« Quel est ce monsieur Hillary en rougissant de colère. Du diable si je crois un mot de ce que vous dites ! »
Morro s'inclina. Ce n'était pas une révérence très profonde, deux ou trois centimètres au maximum, mais ce n'en était pas moins un signe de respect.
« Vous me faites beaucoup d'honneur, monsieur le président. Abraham ! Les photographes ont pris plusieurs instantanés représentant les membres de la délégation. Morro les prit et passa instantanément d'un des hommes à l'autre en commentant les traits de son visage et son image. Une fois l'inspection terminée, il revint vers Hillary. Introduite dans le bureau privé de Morro, la délégation put avoir l'impression de se prélasser dans le confort raffiné d'un des clubs les plus sélects du pays. Deux des acolytes de Morro, en habit et cravate noire (ce qui était fort inhabituel pour eux) servaient des boissons. Morro conservait toute son impassibilité, éclairée ici et là d'un léger sourire ; s'il vivait un des grands moments de son existence, il ne le laissait pas voir. Il était assis à côté de Hillary.
« Je suis le président des Etats-Unis, dit celui-ci.
« Je ne l'ignore pas.
« Mais je suis aussi un homme politique ; je suis sûr, du moins je l'espère, un homme d'Etat. J'ai appris à m'accommoder de l'inévitable. Vous vous rendez compte que je suis dans une situation extrêmement embarrassante.
« Je ne l'ignore pas non plus.
« Je suis venu négocier avec vous. Un célèbre ministre britannique des affaires étrangères, ajouta Hillary après un long silence, a demandé une fois : « M'excuserez-vous tout ne à la table de conférence ? »
Morro ne répondit rien.
« Une requête, reprit Hillary. Avant que je ne m'engage publiquement, et même face à mon conseil restreint, puis-je vous parler en privé ? Je n'ai pas d'armes, vous le savez, ajouta-t-il en voyant Morro hésiter. Faites-vous

Advertisement for 'ADIEU CALIFORNIE' by Alistair MacLean, including a signature 'Alistair MacLean' and a small graphic.



# PROCHE-ORIENT

## LA PRÉPARATION DU SOMMET DE CAMP DAVID

### Les déclarations de M. Ararat

(Suite de la première page.)

« Mais il est remarquable de constater qu'au lendemain du fameux « Bye bye O.L.P. » de Bresinski, Israël lançait son invasion du Sud-Liban en mars dernier ; c'était le seuil de notre échec. En résistant durant huit jours à l'armée des supermen et en conservant intactes nos forces — car nous avons perdu beaucoup moins que les quatre cents hommes que l'on prétend, alors qu'Israël a perdu beaucoup plus que les vingt-deux morts qu'elle annonce — nous avons faussé tous les calculs. Sur ce, les États-Unis obtiennent d'Israël l'exécution de la majeure partie des résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité du Sud-Liban, qui ressemblent pourtant à la résolution 242. Pourquoi est-ce possible dans un cas et non l'autre ? Simplement parce que les Israéliens ne veulent pas d'une solution au Proche-Orient. Ils ne cherchent qu'à épouser le monde arabe. Kissinger avait déjà osé tenter de tromper à son égard en prétendant qu'il voulait rassurer Israël en lui procurant des armes que l'armée américaine elle-même n'avait jamais utilisés. Ce fut un piège à fragmentation. Lasser, hommes à fragmentation. M-15. Mais Kissinger, en se retirant, a pu dire : « L'histoire prouve que je n'ai pas trahi mon peuple. » Son peuple, c'est-à-dire Israël, pas son pays, les États-Unis.

« L'Arabie Saoudite, dit-on, a obtenu l'assurance des États-Unis d'être démantelés exprès Israël si Begin maintenait son intransigence et la promesse du président Sadat qu'il abandonnerait la fin de son tributaire en cas d'échec à Camp David. Est-ce exact ?

« Je ne suis pas au courant. Si cela était, je le saurais.

« Quelles pourraient être les répercussions de ce sommet au Liban même ?

« Israël tentera probablement de provoquer des troubles dans ce pays pour disposer d'une carte supplémentaire. Un foyer de tension dans le monde arabe constitue pour Israël un atout dans toute négociation.

« Une insulte à notre peuple »

« Dans quelles conditions accepterez-vous les résultats du Camp David ?

« Le commandement de l'O.L.P. — qui d'ailleurs n'est pas reconnu par les interlocuteurs de Camp David — ne peut abandonner aucun des droits du peuple palestinien. En conséquence, toute déclaration qui ne mentionne pas expressément ces droits ne peut être que rejetée. Le président Carter quand il a demandé la participation d'un palestinien à la détermination de son avenir est déjà rétracté par rapport à ses premières positions. Le président Sadat a proposé une tutelle tripartite égypto-jordanienne en contrepartie d'une évacuation de la Cisjordanie et de Gaza.

« De tels projets sont une insulte à notre peuple. On nous propose moins que ce qui est déjà accordé aux Noirs dans les États-Unis, ou nous offre de nous « associer » à notre autodétermination, ou qui implique d'autres partenaires associés à notre décision. Nous ne pouvons négocier même du principe de l'autodétermination, de la charte et des résolutions des Nations unies, ainsi que du communiqué soviéto-américain d'octobre 1972. Ainsi, le Polonais Begin et la junte militaire au pouvoir en

Israël, qui ne sont même pas des Hébreux, auraient plus de droits que moi en Palestine ?

« Mais Washington a besoin de sauver le président Sadat ?

« Les Américains ne lui fourniront au mieux qu'une vague déclaration de principe.

« Une quelconque restitution de territoire est-elle possible ?

« A mon avis, pas.

« Revenons au Sud-Liban que vous avez évoqué tout à l'heure en termes de « victoire ». L'installation de la FINULE et le maintien d'une ceinture de sécurité sous contrôle des troupes arabes ne constituent-ils pas une restriction importante des possibilités d'action de la résistance ?

« La FINULE ne nous gêne pas. Nous sommes toujours présents dans la zone où elle est déployée, car nous ne l'avons jamais quittée, même quand les Israéliens étaient là. Le général Gour l'avait reconnu. J'ai été très strict pour régler les problèmes avec la FINULE et tous les fauteurs de troubles ont été sévèrement punis. Les derniers en date qui ont causé des incidents avec le contingent arabe ont été traduits devant une commission d'enquête présidée par un officier du Front du refus. Notre comportement a été exemplaire à ce sujet. Nous avons démontré que la résistance palestinienne tenait ses engagements.

### Les « provocations irakiennes »

« C'est dans ce cadre que des condamnations à mort ont été prononcées et exécutées ?

« Non, c'était des mesures disciplinaires qui ont été montées en épingle par l'Irak. J'aurais souhaité que les Irakiens ne soient pas si sourcilieux de nos massacres et des équipements de droit commun alors qu'ils ne se sont pas gênés pour exécuter cent trente-deux personnes pour des raisons politiques.

« Pourquoi votre conflit avec l'Irak s'est-il endormi de cette façon dernièrement ?

« Notre conflit remonte à 1970, lorsque l'armée irakienne qui avait soixante-dix mille hommes en Jordanie, mise en principe à notre disposition, a permis aux troupes du roi Hussein de nous massacrer. Nous avons essayé durant des années d'étouffer le conflit malgré les provocations irakiennes : fermeture de nos bureaux, saisie de quinze mille pièces d'armes et des équipements pour trente mille combattants que la Chine nous avait adressés, saisie d'usines d'armement que nous avions créés en commun. Mais que nous les Irakiens ont passé à l'assassinat politique, il n'était plus possible de se taire.

« Bagdad vous met au défi de prouver sa participation aux attentats.

« Il suffit que la radio palestinienne émettant de Bagdad — soit à l'antenne soit par satellite — ait fait plusieurs tentatives contre nos hommes. L'Irak prétend n'avoir rien à faire avec ce qui s'est passé. Que nous le livre-t-elle puisqu'il est condamné à mort par l'O.L.P. comme elle vient de livrer à l'Iran un suspect dans l'incendie d'Abadan ? L'Irak dont le régime se dit le porteur du drapeau du nationalisme et de l'unité arabe serait-il plus proche du chah d'Iran que de la résistance palestinienne ?

« Je vous dirai plus : lui-même à Beyrouth, un responsable irakien dont je n'ai pu nommer le nom me dit : « Sali Hammani a été tué parce qu'il méritait de mourir. » « Qui l'a donné pour sûr en la matière, lui a-t-il répondu, s'il ne s'agit pas de l'assassinat de Hammani ? » « Non, mais pas de la vie de Hammani. »

« Quel est l'intérêt de l'Irak de vous combattre ?

« Régler une « facture » politique. Tout comme le roi Hussein en 1970, pour payer sa dette envers les États-Unis.

« Le roi Hussein avait des intérêts directs évidents ?

« Bien d'autres qui nous contentent de proclamer. Des Don direct : Oman, l'Iran, l'Allemagne fédérale et même les États-Unis. Pourtant il le font. On en revient à la même équation : Palestine = pétrole. Pourquoi Sadat a-t-il écarté l'O.L.P. ?

« Parce que vous le gênez dans sa négociation.

« Cela au moins serait dû reconnaître les Irakiens que nous appliquons la politique qu'ils se contentent de proclamer. Des Don Quichotte... Y a-t-il une seule résolution de l'ONU que l'Irak ait refusée et que j'ai acceptée. Après tout, est-ce moi qui ai brisé le chah et le roi d'Irakistan ?

« Bagdad prétend vous avoir tués des armes chimiques et qu'elles n'existaient pas dans ses arsenaux. C'est une mensonge. Que les Irakiens produisent un reçu. D'ailleurs, savez-vous ce qu'ils nous ont proposé ? Une compensation... Quelle sorte !

(1) Dirigeant irakien assassiné au Koweït.

Une compensation entre les fonds qu'ils ont octroyés à la révolution palestinienne et les armes chimiques. Quant on donne à l'O.L.P. ces dix milliards de dollars de revenus pétroliers par an ? 70 à 80 millions de dollars en tout et pour tout. Une misère. Les richesses de Bagdad, la révolution palestinienne y a droit. Je leur ai demandé un jour de prendre en charge les pensions des familles de Palestiniens victimes de la guerre et qui nous coûtent 27 millions de dollars par an. Ils nous ont répondu qu'ils n'ont que un million de dollars. De bons payeurs, les Irakiens ? Oui, pour leurs agents et leurs propagandistes. Pas pour la révolution palestinienne.

« Et les combattants qu'ils vous ont envoyés au Sud-Liban ?

« Rien que de la démagogie. Ce n'est pas avec sept cent quatre-vingt hommes que l'on s'oppose à l'armée israélienne. J'avais reçu quatre mille volontaires palestiniens et arabes. De purs militants.

« Pourquoi, alors, avez-vous accepté des volontaires irakiens ?

« D'un point de vue nationaliste arabe, je ne peux refuser quelque se propose de combattre Israël.

« Vous avez déjà eu des conflits aigus avec d'autres régimes, notamment celui de Damas.

« C'est exact. Mais la Syrie n'a jamais procédé à l'assassinat de nos cadres ; même nos délégués à Damas n'ont pas été inquiétés.

« Il y a eu des hostilités en règle entre les Palestiniens et l'armée syrienne.

« J'en étais affligé. Dieu merci, nous sommes parvenus à un accord avec nos frères syriens.

« Quels sont les résultats de l'enquête que l'attentat qui a provoqué l'effondrement de tout un immeuble ?

« L'Irak s'est empressé d'accuser le Fat'h dès le premier instant. Dire que je me trouvais à 35 mètres du lieu de l'explosion, que le Fat'h y a perdu quinze hommes et que la plupart des civils tués sont liés à ces militants.

« L'enquête n'a pas encore déterminé s'il s'agit d'un attentat ou d'un accident. C'était en tout cas un drame. On indique dans les mêmes lieux qu'une offre de médiation, dont la possibilité a été révoquée à Washington mercredi soir, n'est que l'une des hypothèses envisagées.

« Parmi les autres possibilités, précisez-vous de même source, figure la tentative de convaincre le président Somosa de céder le pouvoir à une coalition d'éléments modérés, ou au contraire de renforcer le gouvernement Somosa par un « appui économique », mais qui serait toutefois assortie de « échanges d'une libéralisation du régime ».

« Une intervention de l'organisation des États américains (O.E.A.) semble exclure, pour l'instant du moins. Jusqu'à présent, le président Carter, Andréo Ferra de Venezuela, et le seul à avoir préconisé une telle possibilité, l'initiative vénézolienne a provoqué une certaine surprise au sein de l'O.E.A. et de l'O.A.S. sur ce point. Mais, en privé, de hauts fonctionnaires ne cachent pas leur conviction que toute médiation dans le conflit nicaraguayen, ne soit sollicitée que par les autorités du pays, serait un désastre pour l'O.E.A.

« L'attitude du gouvernement Somosa à l'égard de la proposition vénézolienne a été définie sans équivoque jeudi à Washington par une personnalité très proche du dictateur nicaraguayen. « Que le président de Venezuela mette sa propre maison en ordre avant de prétendre s'ériger en un autre Simon Bolivar », a lancé, au cours d'une conférence de presse, M. Luis Fallas Debray, vice-président du Congrès nicaraguayen et conseiller du président Somosa.

« Il a également affirmé que le chef d'État du Nicaragua n'avait « pas la moindre intention de se retirer avant six élections libres en 1981 ». Sans aller jusqu'à prétendre que le gouvernement Carter avait décidé d'appuyer le régime Somosa dans les circonstances actuelles, M. Fallas a cependant indiqué que Washington « se rend compte des réalités » : « Les États-Unis savent que le président Somosa restera au pouvoir et que le gouvernement est disposé à entamer un dialogue avec une opposition divisée et sans direction », a-t-il dit.

« La situation demeure tendue dans le pays. A Matagalpa, la garde nationale a lancé jeudi soir une attaque pour prendre le contrôle de la ville, où les insurgés ont décidé de « mourir sur leurs positions ». Des troupes des

ces politiques existent entre nous, et c'est normal : je ne suis pas à la tête d'un troupeau. Les maillottes du Front du refus attaquées, celles que Liu Shao-chi avait été critiqué, au début des années 60, pour ses interventions dans le « mouvement d'éducation socialiste à la campagne ». Mais il laisse entendre que ce sont les traits des personnages politiques de la pièce ont pu être inspirés par les principes énoncés par l'ancien président de la République dans son livre Pour être un bon communiste, cela ne les empêche pas, au contraire, de pratiquer justement un « style communiste ». Au demeurant, les modèles proposés aujourd'hui aux communistes chinois — aux autres particulièrement — ne diffèrent guère de ceux qui étaient en honneur avant la révolution culturelle. Enfin, et peut-être surtout, l'article de Claret n'est pas un fait isolé. Jusqu'au mois de juin dernier, l'usage voulait que, dans les discours des dirigeants du parti, l'action de « sabotage » de Liu Shao-chi soit régulièrement évoquée, d'un même souffle et au même temps que celle de Lin Biao et de la « bande des quatre ». M. Teng Hsiao-ping a été le premier, parlant le 2 juin devant la conférence sur le travail politique dans l'armée, à substituer de toute référence négative à l'ancien président de la République — alors que le président Hua Kuo-feng et le maréchal Yeh Chien-ying, lors de la même conférence, le mettaient tout au contraire au premier plan que Lin Biao et les « quatre ». Depuis cette date, le nom de Liu Shao-chi est cité ou omis d'un discours à l'autre et parfois par le même orateur, sans qu'une règle bien nette paraisse à cet égard unaniment acceptée. Compte tenu du formalisme du régime, on ne saurait voir là le

« Vous avez changé d'attitude à l'égard des attentats terroristes à l'étranger ?

« Non. Toutes les organisations affiliées conformément à la décision de la suspension et aucune n'est impliquée dans l'attentat de Londres. C'est une fois de plus un groupe relevant de l'Irak qui y est impliqué.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.

# ASIE

## Chine

### La nouvelle « ligne » de Pékin

(Suite de la première page.)

« Ensuite, parce que l'article paru jeudi exprime implicitement les jugements politiques. Il rappelle, certes que Liu Shao-chi avait été critiqué, au début des années 60, pour ses interventions dans le « mouvement d'éducation socialiste à la campagne ». Mais il laisse entendre que ce sont les traits des personnages politiques de la pièce ont pu être inspirés par les principes énoncés par l'ancien président de la République dans son livre Pour être un bon communiste, cela ne les empêche pas, au contraire, de pratiquer justement un « style communiste ». Au demeurant, les modèles proposés aujourd'hui aux communistes chinois — aux autres particulièrement — ne diffèrent guère de ceux qui étaient en honneur avant la révolution culturelle. Enfin, et peut-être surtout, l'article de Claret n'est pas un fait isolé. Jusqu'au mois de juin dernier, l'usage voulait que, dans les discours des dirigeants du parti, l'action de « sabotage » de Liu Shao-chi soit régulièrement évoquée, d'un même souffle et au même temps que celle de Lin Biao et de la « bande des quatre ». M. Teng Hsiao-ping a été le premier, parlant le 2 juin devant la conférence sur le travail politique dans l'armée, à substituer de toute référence négative à l'ancien président de la République — alors que le président Hua Kuo-feng et le maréchal Yeh Chien-ying, lors de la même conférence, le mettaient tout au contraire au premier plan que Lin Biao et les « quatre ». Depuis cette date, le nom de Liu Shao-chi est cité ou omis d'un discours à l'autre et parfois par le même orateur, sans qu'une règle bien nette paraisse à cet égard unaniment acceptée. Compte tenu du formalisme du régime, on ne saurait voir là le

résultat d'un hasard encore moins d'inadvertance. La politique des réhabilitations se développe en ce moment à grande vitesse et l'on a même un exemple récent d'une ancienne direction provinciale du parti — celle du Heilongkiang — lavée en bloc des accusations de révisionnisme portées contre elle il y a douze ans. Le cas de l'ancien ministre de la défense, le maréchal Feng Teng-hual a, lui aussi, été évoqué par un biais historico-littéraire mais d'une limpidesse parfaite pour tout Chinois.

Le personnage de Liu Shao-chi soulève toutefois un problème plus grave et plus profond car l'ancien président de la République occupa un rôle central dans le déclenchement de la révolution culturelle dont il fut la victime la plus noire. « Réviser la Révolution » qui fut alors prononcée contre lui — et qui entraîna à la différence de M. Teng Hsiao-ping (1), son exclusion du parti — reviendrait à mettre officiellement en cause la révolution culturelle elle-même, et son artisan principal Mao Tse-toung. C'est l'équilibre actuel des forces politiques chinoises qui pourrait en souffrir.

ALAIN JACOB.

(1) M. Teng Hsiao-ping était à l'époque secrétaire général du P.C. chinois.

« L'AGENCE VIETNAMIENNE D'INFORMATIONS A DÉMENTI, mercredi 30 août, les accusations chinoises selon lesquelles des militaires vietnamiens auraient occupé une colline située en territoire chinois (le Monde du 31 août). Il s'agit, pour l'agence officielle, d'une pure invention, d'une « justification visée à dissimuler les actes criminels » et « antiviétnamiens de la partie chinoise ».

« Je ne suis pas à la tête d'un troupeau »

« Un attentat d'origine irakienne est-il possible en plein camp palestinien ?

« Nous commettons bien des attentats en Israël. Lorsqu'un échec a lieu, on peut chercher à infiltrer jusqu'aux lieux où l'on veut frapper. Je métonne de la campagne de tendanciosité de la presse occidentale interprétant cet attentat comme un règlement de comptes inter-palestinien.

« Cet attentat a relancé le dialogue en vue d'une unification de la résistance palestinienne.

« Ce dialogue est entériné et remonte à 10 juillet, sur la base d'une résolution du comité central émettant une proposition de Fat'h. Mais soyons réalistes pour un pas de côté des châteaux de cartes : il n'y aura pas unité sur la scène palestinienne, mais coordination optimum. Il est impossible, par exemple, d'unifier aujourd'hui la Salika, qui est affiliée au Baas syrien, et le F.I.A. (Front de libération arabe), qui est affilié à Baas irakien. Ce ne serait pas le cas de l'union avec le Fat'h. C'est déjà beaucoup de les réunir autour d'une même table, au sein de l'O.L.P., pour traiter avec les Palestiniens, une tradition pluraliste bien ancrée. Des divergences

« Quelles pourraient être les répercussions de ce sommet au Liban même ?

« Israël tentera probablement de provoquer des troubles dans ce pays pour disposer d'une carte supplémentaire. Un foyer de tension dans le monde arabe constitue pour Israël un atout dans toute négociation.

« Une insulte à notre peuple »

« Dans quelles conditions accepterez-vous les résultats du Camp David ?

« Le commandement de l'O.L.P. — qui d'ailleurs n'est pas reconnu par les interlocuteurs de Camp David — ne peut abandonner aucun des droits du peuple palestinien. En conséquence, toute déclaration qui ne mentionne pas expressément ces droits ne peut être que rejetée. Le président Carter quand il a demandé la participation d'un palestinien à la détermination de son avenir est déjà rétracté par rapport à ses premières positions. Le président Sadat a proposé une tutelle tripartite égypto-jordanienne en contrepartie d'une évacuation de la Cisjordanie et de Gaza.

« De tels projets sont une insulte à notre peuple. On nous propose moins que ce qui est déjà accordé aux Noirs dans les États-Unis, ou nous offre de nous « associer » à notre autodétermination, ou qui implique d'autres partenaires associés à notre décision. Nous ne pouvons négocier même du principe de l'autodétermination, de la charte et des résolutions des Nations unies, ainsi que du communiqué soviéto-américain d'octobre 1972. Ainsi, le Polonais Begin et la junte militaire au pouvoir en

« Une inhumanité à notre peuple »

« Dans quelles conditions accepterez-vous les résultats du Camp David ?

« Le commandement de l'O.L.P. — qui d'ailleurs n'est pas reconnu par les interlocuteurs de Camp David — ne peut abandonner aucun des droits du peuple palestinien. En conséquence, toute déclaration qui ne mentionne pas expressément ces droits ne peut être que rejetée. Le président Carter quand il a demandé la participation d'un palestinien à la détermination de son avenir est déjà rétracté par rapport à ses premières positions. Le président Sadat a proposé une tutelle tripartite égypto-jordanienne en contrepartie d'une évacuation de la Cisjordanie et de Gaza.

« De tels projets sont une insulte à notre peuple. On nous propose moins que ce qui est déjà accordé aux Noirs dans les États-Unis, ou nous offre de nous « associer » à notre autodétermination, ou qui implique d'autres partenaires associés à notre décision. Nous ne pouvons négocier même du principe de l'autodétermination, de la charte et des résolutions des Nations unies, ainsi que du communiqué soviéto-américain d'octobre 1972. Ainsi, le Polonais Begin et la junte militaire au pouvoir en

# AMÉRIQUES

## Nicaragua

### Les États-Unis étudieraient les moyens d'éviter une guerre civile

« Les États-Unis étudieraient les moyens d'éviter la guerre civile et un « possible coup communiste » au Nicaragua, apprenent dans les meilleurs brefs informés de Washington le vendredi 1er septembre. On indique dans les mêmes brefs qu'une offre de médiation, dont la possibilité a été révoquée à Washington mercredi soir, n'est que l'une des hypothèses envisagées.

« Parmi les autres possibilités, précisez-vous de même source, figure la tentative de convaincre le président Somosa de céder le pouvoir à une coalition d'éléments modérés, ou au contraire de renforcer le gouvernement Somosa par un « appui économique », mais qui serait toutefois assortie de « échanges d'une libéralisation du régime ».

« Une intervention de l'organisation des États américains (O.E.A.) semble exclure, pour l'instant du moins. Jusqu'à présent, le président Carter, Andréo Ferra de Venezuela, et le seul à avoir préconisé une telle possibilité, l'initiative vénézolienne a provoqué une certaine surprise au sein de l'O.E.A. et de l'O.A.S. sur ce point. Mais, en privé, de hauts fonctionnaires ne cachent pas leur conviction que toute médiation dans le conflit nicaraguayen, ne soit sollicitée que par les autorités du pays, serait un désastre pour l'O.E.A.

« L'attitude du gouvernement Somosa à l'égard de la proposition vénézolienne a été définie sans équivoque jeudi à Washington par une personnalité très proche du dictateur nicaraguayen. « Que le président de Venezuela mette sa propre maison en ordre avant de prétendre s'ériger en un autre Simon Bolivar », a lancé, au cours d'une conférence de presse, M. Luis Fallas Debray, vice-président du Congrès nicaraguayen et conseiller du président Somosa.

« Il a également affirmé que le chef d'État du Nicaragua n'avait « pas la moindre intention de se retirer avant six élections libres en 1981 ». Sans aller jusqu'à prétendre que le gouvernement Carter avait décidé d'appuyer le régime Somosa dans les circonstances actuelles, M. Fallas a cependant indiqué que Washington « se rend compte des réalités » : « Les États-Unis savent que le président Somosa restera au pouvoir et que le gouvernement est disposé à entamer un dialogue avec une opposition divisée et sans direction », a-t-il dit.

forces spéciales, unités dont le plus de deux cents blessés. Le Croix-Rouge n'a pas pu intervenir, réduisant le décompte des blessés très difficile. D'autres part, plusieurs bombes de forte puissance ont été explosées dans la capitale. Cinq autobus ont été incendiés et des tirés sporadiques ont été entendus.

« A Matagalpa, à 70 kilomètres de Matagalpa, la population s'est également soulevée et cinq militaires ont été grièvement blessés. Des renforts ont été envoyés de Managua et de Matagalpa pour aider la garnison locale, qui aurait été désarmée par un groupe de civils. A Estelí, à l'ouest de Managua, secourue également par l'insurrection, l'armée a envoyé de nouvelles unités.

« Le porte-parole n'a donné aucune précision sur l'identité des prisonniers, mais a estimé qu'un petit nombre d'entre eux pourraient être relâchés à court terme. Les négociations de la base des Cochons, en 1961, la Havane a récemment libéré des Américains emprisonnés à La Havane.

« A Washington, on se félicite de l'initiative prise par le gouvernement cubain et on la qualifie de « mesure favorable à l'amélioration de la situation des droits de l'homme ». Le porte-parole du département d'État a indiqué que d'autres prisonniers politiques cubains au nombre d'un millier, pourraient être libérés à leur tour, dans un avenir indéterminé. Il a souligné que la décision cubaine avait été prise « unilatéralement » sans aucune contrepartie américaine et a ajouté que les États-Unis espèrent pouvoir obtenir un jour la libération des prisonniers américains encore détenus à Cuba.

DIX PERSONNES AURAIENT ÉTÉ TUÉES LORS DE NOUVELLES ÉMEUTES À MACHAD

Téhéran. — Des émeutes ont éclaté jeudi soir 31 août dans la ville de Machad, située dans l'est du pays, à la suite d'une manifestation réunissant quarante mille personnes rassemblées à la mémoire des victimes des troubles des 22 et 23 juillet dans cette ville. Dix personnes sont mortes au cours d'un affrontement avec la police a annoncé un porte-parole du Front national, la plus importante parti de l'opposition.

D'autre part, le président Hua Kuo-feng a quitté Téhéran ce vendredi matin pour regagner Pékin. L'ingérence des grandes puissances dans les affaires des pays en voie de développement en particulier dans la région du golfe Persique et de l'Océan Indien a été au centre des conversations entre le chah et le président Hua, déclaré-on jeudi 31 août de source informée. Au cours d'une conférence de presse, le président Hua a déclaré qu'il avait eu des échanges de programme de radio et de télévision. Il a accordé à la Chine les mêmes facilités en Iran qu'aux États-Unis et à l'U.R.S.S.

« Bien d'autres qui nous contentent de proclamer. Des Don direct : Oman, l'Iran, l'Allemagne fédérale et même les États-Unis. Pourtant il le font. On en revient à la même équation : Palestine = pétrole. Pourquoi Sadat a-t-il écarté l'O.L.P. ?

« Parce que vous le gênez dans sa négociation.

« Cela au moins serait dû reconnaître les Irakiens que nous appliquons la politique qu'ils se contentent de proclamer. Des Don Quichotte... Y a-t-il une seule résolution de l'ONU que l'Irak ait refusée et que j'ai acceptée. Après tout, est-ce moi qui ai brisé le chah et le roi d'Irakistan ?

« Bagdad prétend vous avoir tués des armes chimiques et qu'elles n'existaient pas dans ses arsenaux. C'est une mensonge. Que les Irakiens produisent un reçu. D'ailleurs, savez-vous ce qu'ils nous ont proposé ? Une compensation... Quelle sorte !

(1) Dirigeant irakien assassiné au Koweït.

« Bien d'autres qui nous contentent de proclamer. Des Don direct : Oman, l'Iran, l'Allemagne fédérale et même les États-Unis. Pourtant il le font. On en revient à la même équation : Palestine = pétrole. Pourquoi Sadat a-t-il écarté l'O.L.P. ?

« Parce que vous le gênez dans sa négociation.

« Cela au moins serait dû reconnaître les Irakiens que nous appliquons la politique qu'ils se contentent de proclamer. Des Don Quichotte... Y a-t-il une seule résolution de l'ONU que l'Irak ait refusée et que j'ai acceptée. Après tout, est-ce moi qui ai brisé le chah et le roi d'Irakistan ?

« Bagdad prétend vous avoir tués des armes chimiques et qu'elles n'existaient pas dans ses arsenaux. C'est une mensonge. Que les Irakiens produisent un reçu. D'ailleurs, savez-vous ce qu'ils nous ont proposé ? Une compensation... Quelle sorte !

(1) Dirigeant irakien assassiné au Koweït.

## Cuba

### Quarante-huit prisonniers politiques sont autorisés à demander le droit d'asile aux États-Unis

Washington (A.F.P., U.P.I.). — Le gouvernement de La Havane a autorisé quarante-huit prisonniers politiques cubains (il n'y a aucun ressortissant américain parmi eux) à bénéficier du droit d'asile aux États-Unis, a annoncé le jeudi 31 août M. Griffin Bell, attorney général (ministre de la Justice) des États-Unis. L'administration américaine va immédiatement commencer à étudier les dossiers de ces prisonniers pour déterminer ceux qui seront admis aux États-Unis, a déclaré M. Griffin Bell. Certains d'entre eux ont déjà été remis en liberté à Cuba et d'autres le seront prochainement, a-t-il ajouté.

« Un porte-parole du département de la Justice, M. Terence Adamson, a indiqué que l'étude des dossiers vise à s'assurer que les prisonniers ne sont pas « des espions, des terroristes ou des criminels de droit commun ». Une trentaine de parents des prisonniers ont déjà demandé l'égalité de traitement à venir aux États-Unis, a-t-il ajouté.

« Bien d'autres qui nous contentent de proclamer. Des Don direct : Oman, l'Iran, l'Allemagne fédérale et même les États-Unis. Pourtant il le font. On en revient à la même équation : Palestine = pétrole. Pourquoi Sadat a-t-il écarté l'O.L.P. ?

« Parce que vous le gênez dans sa négociation.

« Cela au moins serait dû reconnaître les Irakiens que nous appliquons la politique qu'ils se contentent de proclamer. Des Don Quichotte... Y a-t-il une seule résolution de l'ONU que l'Irak ait refusée et que j'ai acceptée. Après tout, est-ce moi qui ai brisé le chah et le roi d'Irakistan ?

« Bagdad prétend vous avoir tués des armes chimiques et qu'elles n'existaient pas dans ses arsenaux. C'est une mensonge. Que les Irakiens produisent un reçu. D'ailleurs, savez-vous ce qu'ils nous ont proposé ? Une compensation... Quelle sorte !

(1) Dirigeant irakien assassiné au Koweït.

« Bien d'autres qui nous contentent de proclamer. Des Don direct : Oman, l'Iran, l'Allemagne fédérale et même les États-Unis. Pourtant il le font. On en revient à la même équation : Palestine = pétrole. Pourquoi Sadat a-t-il écarté l'O.L.P. ?

« Parce que vous le gênez dans sa négociation.

« Cela au moins serait dû reconnaître les Irakiens que nous appliquons la politique qu'ils se contentent de proclamer. Des Don Quichotte... Y a-t-il une seule résolution de l'ONU que l'Irak ait refusée et que j'ai acceptée. Après tout, est-ce moi qui ai brisé le chah et le roi d'Irakistan ?

« Bagdad prétend vous avoir tués des armes chimiques et qu'elles n'existaient pas dans ses arsenaux. C'est une mensonge. Que les Irakiens produisent un reçu. D'ailleurs, savez-vous ce qu'ils nous ont proposé ? Une compensation... Quelle sorte !

(1) Dirigeant irakien assassiné au Koweït.

**ODOUL**  
*Garde-meubles*

208 10-30

16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

Handwritten mark: 1978

EUROPE

Union soviétique

« Le mouvement dissident est indestructible car la société soviétique a perdu sa virginité » nous déclare le philosophe Alexandre Zinoviev

Le 29 juillet dernier, le philosophe soviétique Alexandre Zinoviev recevait, alors qu'elle lui avait toujours été refusée auparavant, l'autorisation de se rendre pour un an à l'université de Munich et de se faire accompagner par sa femme et sa fille. On lui a délivré un passeport valable pour trois ans, mais son visa de sortie n'est que d'un an : il devra solliciter le renouvellement auprès d'un consulat soviétique.

Ce logicien, connu jusqu'en 1976 de ses seuls confrères, est devenu célèbre dès la parution de son premier ouvrage littéraire - les Hauts lieux béotiques -, féroce description de la société soviétique contemporaine. Avant de se rendre à Düsseldorf au congrès international de philosophie (Le Monde) du 1er septembre, il était venu passer quelques jours à Paris.

Un retour au stalinisme est impossible

« Je ne vois aucune possibilité de modifier l'essence de ce régime, mais des améliorations sont possibles. Elles seront possibles grâce aux efforts héroïques du mouvement d'opposition, de ses sacrifices. Je n'exclus pas aussi la possibilité d'une activité reformatrice des dirigeants. Cette possibilité est faible, mais elle existe. En tout cas, pour l'instant, c'est l'action des dissidents qui force la direction soviétique à tenir compte parfois des circonstances et non uniquement des dogmes.

« L'impossibilité de l'atténuation portée par l'Occident à ce qui se passe en U.R.S.S. est évidente. Pour que ce qui fait le plus peur aux dirigeants du pays, c'est le jugement de l'histoire ? Ils ne veulent pas être dénoncés comme le fut, par exemple, le docteur de Staline. Ils voudraient avoir l'air de dirigeants normaux d'un Etat normal.

Islande

M. JOHANNESON CHEF DU PARTI DU PROGRÈS FORME UN GOUVERNEMENT CENTRE-GAUCHE

Reykjavik. — M. Olafur Johannesson, chef du Parti du progrès (ex-agricarien), a annoncé jeudi 31 août, dans l'après-midi, qu'il avait réussi à former un gouvernement de coalition tripartite avec le parti social-démocrate et l'Alliance populaire (communistes nationaux et socialistes de gauche). Le nouveau gouvernement disposera de quarante des soixante sièges de l'Althing. Le Parti de l'indépendance (conservateur), qui constituera l'opposition, a vingt députés. Ainsi prend fin la crise politique qui durait depuis les élections législatives du 25 juin ; la consultation avait été marquée par une forte poussée de la gauche, qui restait cependant minoritaire.

R.F.A.

Un député social-démocrate serait compromis dans la nouvelle affaire d'espionnage

Bonn. — Les révélations à la C.I.A. de M. Ion Paפעa, ancien secrétaire d'Etat et proche collaborateur du chef de l'Etat roumain, M. Ceausescu, concernant les activités des agents de Burevest en R.F.A., ont provoqué jeudi 31 août une vive émotion dans les milieux parlementaires de Bonn. En effet, un membre du Bundestag est à son tour impliqué dans cette affaire à la suite de M. Joachim Grottel-Groeger, secrétaire particulier du dirigeant social-démocrate Egon Bahr. Le parquet a demandé la levée de son immunité parlementaire. La commission des immunités s'est réunie jeudi soir et une session extraordinaire du Bundestag — la première de l'histoire de la R.F.A. réunie pour de telles raisons — a été convoquée pour le 1er septembre à midi.

DIPLOMATIE

REMISE DES LETTRES DE CRÉANCE DES AMBASSADEURS D'AUSTRALIE, D'IRAK, DU NICARAGUA ET DE SIERRA-LEONE

Le président de la République a reçu, jeudi 31 août, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Australie, d'Irak, du Nicaragua et de Sierra-Leone. Un fait insolite a marqué cette cérémonie très traditionnelle : en répondant au nouvel ambassadeur du Nicaragua, M. Giscard d'Estaing ne lui a pas demandé, contrairement à la tradition, de transmettre ses salutations au président Somoza.

« A L'AMBASSADEUR D'AUSTRALIE, M. John Russell Rowland, le président de la République a souhaité notamment un nouvel essor d'opérations communes dans la zone du Pacifique et de l'Antarctique. »

(Publié)

Vous êtes Ingénieur, titulaire d'une maîtrise diplômé de l'enseignement supérieur (I.P., médecine, ...). Vous voulez obtenir une réelle post-formation 3e CYCLE spécialisé dans la gestion des entreprises tout en accédant à la vie professionnelle. Documentez-vous sur L'enseignement alterné Association pour l'enseignement alterné (sous l'égide du groupe Institut Supérieur de Gestion) 8 rue de Lota, 75116 Paris

Ecole des Attachés de Direction Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise. Gestion financière, Gestion du Personnel, Etude du Produit et Distribution, Publicité et Relations publiques, Commerce International. Trois ans d'études après le baccalauréat. Admission directe ou troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent. ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT Equipement complet privé 8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS. Tél. : 261-81-14. Demandez notre documentation.

CAPELOU MATRAS • SOMMIERS • ENSEMBLES TREC A EPEDA SIMMONS EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI. Seuls services de vente 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS 10e Métro Parmentier Tél. 537.4635

Bénis soient St-Patrick et St-Killian. Ils emmènent gratuitement les voitures en Irlande. Allez donc en Irlande en automne, c'est la belle époque: routes désertes et bonnes affaires: le transport de votre voiture sera gratuit si vous êtes quatre et diminué de 50% si vous êtes deux ou trois. Votre caravane n'est pas oubliée: elle voyage à 50% si vous êtes quatre. Vous choisissez votre date. Il y a un départ tous les jours, soit du Havre, soit de Cherbourg. Allez vous car pour vous c'est à deux pas. Vous embarquez sur le Saint-Patrick ou sur le Saint-Killian et là, c'est déjà l'Irlande: bars bien garnis, sun decks, atmosphère très irlandaise, boutiques hors taxes (pour acheter ce qu'on boit au bar). Décidément oui, vous avez fait une bonne affaire. Tent va bien. Gloire à Saint-Patrick et Saint-Killian. Irish Continental Line Agent Général: Transports et Voyages - 8, rue Auber - 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90

« A L'AMBASSADEUR D'IRAK, M. Nouri Imara El-Waylly, M. Giscard d'Estaing a affirmé notamment qu'il est de la plus haute utilité de maintenir entre les dirigeants des deux pays de fréquentes consultations. »

line de Pékin... ALAN JAR...

les moyens civile

isonniers politiques... ats-Unis

meubles 208 10-30 de l'Atlas - PARIS XIe

Le séminaire de Rambouillet

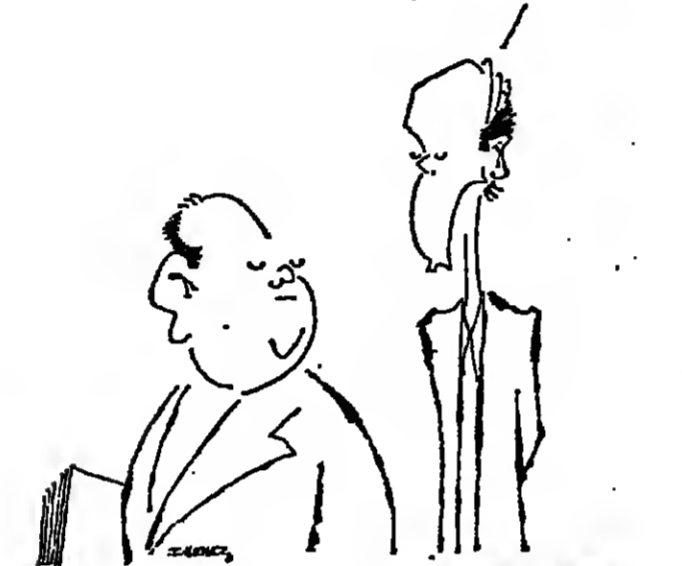
Le gouvernement est invité à réfléchir sur l'avenir de la France

Ainsi qu'il l'avait fait les 5 et 6 avril 1975, puis les 15 et 16 avril 1977, le 7 janvier 1978 et 27 juillet 1978, M. Giscard d'Estaing doit réunir pour la journée du vendredi 1er septembre et la matinée du samedi 2 septembre, au château de Rambouillet, les membres du gouvernement invités à participer à un « séminaire de réflexion et de perspectives ».

Le matin, le président de la République engagera lui-même un débat consacré à l'avenir du monde, l'après-midi étant réservée aux problèmes de société, économiques et sociaux notamment. A cette occasion, M. Michel Albert, commissaire au Plan, fera un bref exposé sur l'adaptation du VII<sup>e</sup> plan et ses perspectives. Au cours du dîner, les problèmes de politique intérieure seront abordés, notamment.

M. Pierre Hunt, porte-parole

J'AI DEMANDÉ AU SAINT-ESPRIT DE VENIR.



(Dessin de CHENEZ.)

de l'Elysée, a indiqué jeudi 31 août qu'il s'agit pour les participants de « réfléchir en termes politiques aux problèmes de l'avenir français dans le contexte international ». Il a ajouté : « Il ne s'agit pas de préparer les décisions qui seront prises en conseil des ministres. »

La désignation de la politique d'ouverture, les perspectives de la majorité et celles de l'opposition. Le 2 septembre, les secrétaires d'Etat se joindront aux ministres pour une matinée consacrée à une réflexion sur l'action gouvernementale pour l'année qui s'ouvre. Un déjeuner réunira ensuite l'ensemble du gouvernement, dont les délibérations seront commentées dans l'après-midi par M. Hunt.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES EN MEURTHE-ET-MOSELLE

M. Petit (U.F.B.S.) se retire en faveur du candidat du R.P.R. et du C.N.F.P.

M. Jean-Paul Petit, secrétaire national de l'U.F.B.S. (Union des Français de bon sens) à Rambouillet, jeudi 31 août, qu'il retirait sa candidature en faveur de M. Claude Hurlet, candidat soutenu par le R.P.R. et le C.N.F.P. à l'élection législative partielle dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle. Estimant qu'il aurait pu recueillir deux mille cinq cents suffrages, M. Petit a expliqué qu'il estimait l'importance de l'élection, sa candidature « aurait pu enlever des voix à M. Hurlet, et a-t-il ajouté, cela n'aurait pas été le « bon sens ».

Le bureau politique du P.R. a également confirmé son soutien total à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, candidat à l'élection législative de Meurthe-et-Moselle, et son soutien permanent et complet à M. Léonce Deprez, candidat à l'élection législative partielle du Pas-de-Calais.

A Paris (16<sup>e</sup> circonscription)

L'U.D.F. NE PRÉSENTERA PAS DE CANDIDAT

Le bureau exécutif de l'Union pour la démocratie française, réuni jeudi 31 août, a décidé de ne pas présenter de candidat contre M. Christian Le Moigne (R.P.R.), invalidé par le Conseil constitutionnel, qui se représente. Par cette décision, qui va à l'encontre des souhaits exprimés par les fédérations parisiennes des partis qui composent l'U.D.F., MM. Jean Lecanuet et Michel Pinçon, respectivement président et député général, ont voulu faire prévaloir une image unitaire de leur mouvement.

Le P.R. se reconstruit « dynamiquement » dans « une dynamique nouvelle de programmer ses conceptions. Mais, ce ne me gêne pas du tout de trouver même que sa manière abrupte de dire les choses a une rare vertu : celle d'empêcher les grands problèmes politiques de s'émousser dans le flot de ses analyses conjuguées ».

M. GISCARD D'ESTAING RECEVRA A NOUVEAU M. FABRE LE 4 SEPTEMBRE

M. Robert Fabre, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, sera reçu le lundi 4 septembre, à 15 heures, par le président de la République. M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée, a précisé que cet entretien a pour but de « définir l'objet de la mission dont M. Fabre a accepté le principe ».

M. BLANC PRÉSENTE LE PROGRAMME DE RENTRÉE DU P.R.

M. Jacques Blanc a rendu compte, jeudi 31 août, des travaux du bureau politique du parti républicain, dont il est secrétaire général. Concernant les activités du mouvement, M. Blanc a rappelé l'ouverture, samedi 2 septembre, à Nice, de l'université d'été du P.R., à laquelle doivent participer trois cents militants. « Nous entendons ainsi, a-t-il déclaré, démontrer la continuité dans la poursuite de notre objectif de faire du P.R. un parti puissant, populaire et organisé ».

Interrogé sur la participation de M. Jacques Médecin, maire de Nice, à l'élection législative de Meurthe-et-Moselle, et son soutien permanent et complet à M. Léonce Deprez, candidat à l'élection législative partielle du Pas-de-Calais.

Le bureau politique du P.R. a également confirmé son soutien total à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, candidat à l'élection législative de Meurthe-et-Moselle, et son soutien permanent et complet à M. Léonce Deprez, candidat à l'élection législative partielle du Pas-de-Calais.

La franc-maçonnerie, enjeu des partis politiques

U.D.F. et P.C. relancent la mise

Les principales obédiences maçonniques françaises tiennent leur convention annuelle à Paris pendant la première semaine de septembre. Comme chaque année, elles vont dresser le bilan des douze mois écoulés, fixer le cadre de leurs prochains travaux et renouveler, un an, la composition de leurs organes directeurs. Le conseil de la Grande

Loge de France qui se réunit les 8 et 9 septembre renouvellera le tiers de son conseil fédéral, soit onze membres sur trente-trois, et élira directement son grand maître, tandis que le Grand-Orient de France renouvellera, lui aussi, le tiers de son conseil, mais laissera aux trente-trois membres qui le constituent le soin d'élire le nouveau bureau et, notamment, le grand maître de l'ordre.

MM. Georges Marcon, à la G.L.P., et Michel Baroin, au G.O.D.F., élus pour la première fois l'an dernier à la tête de leurs obédiences respectives, ont toutes les chances, s'ils se représentent, de voir leur mandat reconduit. Mais M. Marcon, dit-on, ne demanderait pas cette reconduction. MM. Richard Dupuy et Pierre Simon (ses deux prédécesseurs à la grande maîtrise) n'étant pas candidats, c'est un « homme nouveau » qui, dans ce cas, accéderait à la direction de la rue Puteaux.

modération naturelle, en bonne position pour des responsabilités futures. Cette coupure du Cercle Ramadier est pour une part la conséquence des divisions dont souffrent la gauche et des tensions qui affectent le parti socialiste lui-même. Elle témoigne de l'entrée en force dans les loges de courants qui, théoriquement, n'en devraient pas franchir les portes. Autre signe de cet état de choses : l'influence du parti communiste, qui se manifeste par exemple de fait est nouveau) à « visage découvert » comme cela s'est produit récemment au congrès des loges de la région parisienne. On remarquerait au Grand-Orient la présence d'un substantiel de maçons communistes. Si M. Charles Bernu, maire de Villeurbanne et député socialiste du Rhône, a quitté le Grand-Orient pour une loge de la région lyonnaise dépendant de la Grande Loge de France, c'est pour une raison que justifient ses mandats, mais c'est aussi pour une cause qui n'était pas sans rapport avec la situation que nous venons de décrire.

Rue Cadet, la situation est à la fois moins incertaine et plus mouvante : moins incertaine, car l'actuel grand maître, M. Michel Baroin, demande la prolongation de son mandat et devrait, semble-t-il, l'obtenir aisément, malgré la candidature de M. Jacques Mitterrand (grand maître en 1962-1964 et 1969-1971) soutenue par M. Roger Fajardie, président du Cercle Ramadier ; plus mouvante, car les socialistes regroupés dans la « fraternelle » qui préside celui-ci depuis un mois sont loin d'être unanimes malgré les titres de leur président (secrétaire national du P.S., chargé des élections) et la qualité de M. Jacques Mitterrand (membre du P.S.).

Beaucoup de maçons socialistes et, en particulier, ceux qui entourent ou soutiennent naguère le grand maître Fred Zeller ne regrettent pas de s'être prononcés en 1977 pour M. Michel Baroin. S'il n'est pas socialiste, il fut, finalement, un bon animateur et un bon gestionnaire de leur obédience. Ils virent, au plus exactement leurs représentants au conseil de l'ordre voteront, donc, pour M. Michel Baroin. La coupure est si profonde entre ces socialistes et ceux qui ont élu M. Fajardie à la présidence du Cercle Ramadier qu'une seconde fraternelle de maçons socialistes est sur le point de se constituer. Cette rupture aurait des conséquences lors du conseil de 1979.

DÉFENSE

DANS SON RAPPORT ANNUEL L'Institut des études stratégiques de Londres évoque la « menace sérieuse » de la marine soviétique

Londres. Dans son rapport annuel sur l'état des forces militaires dans le monde (The Military Balance 1978-1979), publié vendredi 27 septembre, l'Institut international des études stratégiques (I.I.S.S.) estime que l'« équilibre des forces dans le monde est en train d'être ébranlé et que, malgré l'engagement de l'effort militaire des deux super-puissances, la supériorité de la marine soviétique dans les secteurs « naval », « maritime » et « océanique » sera de plus en plus évidente. L'I.I.S.S. estime que la marine soviétique est capable de briser n'importe quelle ligne de défense maritime et que, par conséquent, elle constitue une « menace sérieuse » pour l'ensemble de la zone atlantique.

Un convent extraordinaire

La Grande Loge féminine, qui se prépare à réélire à sa tête Mme Yvonne Dornes, est (peut-être) la seule obédience échappant à cette invasion de la politique : il n'y a rien qu'il ne soit toutefois injuste de considérer comme un « envahissement de « politique politicienne ». Au Grand-Orient, notamment, une vaste réflexion sur la société future a été entreprise, que le grand maître, M. Michel Baroin, espère mener à bonne fin en convoquant, dès le mois de décembre prochain, un « grand séminaire » consacré à l'avenir de la franc-maçonnerie.

Le surplus de ce matériel fait, en fait, un stock de matériel destiné à être utilisé dans un autre conflit d'entre-partis, reporté jusqu'à un court laps de temps, de certaines forces nationales en Afrique : l'Ethiopie qui comptait 80 tanks à y de deux ans, en a maintenant 50 ; le Mozambique dispose de 150 tanks et de 47 Mig-21 alors qu'en 1976, il n'en avait qu'un seul. Certains pays ont acquis et même triplé leurs dépenses militaires depuis 1975. Ainsi l'augmentation de ces dépenses a été de 300 % au Maroc, de 275 % en Corée du Sud, de 230 % en Rhodésie, de 200 % en Ethiopie ainsi qu'en Afrique du Sud. Quant au Japon, tout en maintenant son budget militaire à 0,9 % du P.N.B., il a presque doublé (185 %) ses dépenses militaires.

Advertisement for 'L'Automne en Rouergue avec Tourisme S.N.C.F.' featuring travel packages to the Pyrenees region with train tickets and accommodation.

Advertisement for 'VIVRE A PARIS ET EN BANLIEUE' offering 37 selected real estate programs with contact information for 'L'IMMOBILIER'.

Advertisement for 'Bertrand' furniture store, featuring a table and chairs set with prices and contact details for their Paris location.

Handwritten signature 'J.P. M...' and other illegible markings at the bottom of the page.

LES DÉBUTS DU PONTIFICAT DE JEAN PAUL I<sup>er</sup>

M. Barre conduira la délégation française aux cérémonies d'installation du souverain pontife

Mme Giscard d'Estaing représentera le chef de l'État

Le président de la République a demandé à Mme Giscard d'Estaing de le représenter personnellement aux cérémonies marquant la prise de fonctions du pape Jean Paul I<sup>er</sup>, dimanche 3 septembre.

M. Raymond Barre conduira la délégation française, qui comprendra MM. Alain Peyrefitte, garde des sceaux ; Jean Guillon, de l'Académie française, et Georges Galichon, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

En demandant à son épouse de le représenter aux cérémonies qui marqueront l'entrée en fonctions de Jean Paul I<sup>er</sup>, M. Giscard d'Estaing reste fidèle à son désir de modifier l'image traditionnelle de la « première dame de France », à laquelle, faut-il le rappeler, ni la Constitution ni la tradition des Républiques précédentes n'accordent un rôle officiel.

Ce n'est certes pas le premier fois qu'un président de la République confie à son épouse une mission particulière. Comme Mme de Gaulle et Mme Pompidou, Mme Giscard d'Estaing acquiesce de ses doubles obligations de bienfaisance et de représentation ; visites de centres d'aide sociale, patronage d'œuvres de bienfaisance et participation aux réceptions et déplacements officiels.

Si les activités de Mme de Gaulle n'avaient guère débordé ce cadre strict, celles de Mme Pompidou avaient été élargies. Ainsi avait-elle assisté « au nom du chef de l'État » aux cérémonies à la mémoire des disparus du sous-marin Eurydice, en mars 1970, ou encore s'était-elle vu déléguer au dernier moment la présidence du dîner du 2 mars 1974, offert au corps diplomatique, par Georges Pompidou, souffrant.

Per rapport aux épouses des deux

TÉMOIGNAGE

Esquisse d'un portrait

par PIERRE DE BOISDEFRE

J'avais envoyé au Monde le tiéroc de « mes » papes. Je demandais au Saint-Esprit un théologien : Basil Humé, le cardinal Ratzinger ou Albino Luciani. Mon papier se terminait par : « A bon entendeur, salut ! » Le Saint-Esprit a entendu. Mais il a été plus rapide que moi : le Saint-Père était élu avant que parût mon papier.

J'ignorais tout du cardinal Luciani lorsque l'ami d'André Trone — notre consul général à Venise — et l'activité consistant de tous les déboires — me le fit rencontrer à Venise, au mois de juin dernier. Ce qui m'avait frappé, en cette matinée caustique où le flot des touristes reflétait sans cesse du palais Doges au Ballo, c'était la simplicité du lieu.

J'avais connu le patriarche — dit tout à côté de la basilique Saint-Marc — vingt ans plus tôt, du temps du cardinal Roncalli, qui était pourtant plus accessible que ses prédécesseurs. Entre-guillémisme régnait ; une ou deux sœurs tourières, c'était toute la compagnie du patriarche.

Le cardinal m'avait fait

asseoir ; il ne savait rien de moi ; je ne savais rien de lui. C'est la meilleure manière pour faire connaissance : aucun préjugé ne vous égare.

« Je vois le livre de Hans Kung — Etre chrétien, dans l'édition allemande — sur votre table. Qu'en pensez-vous ? »

C'est un homme bien intelligent, mais, au fur et à mesure qu'il parle, et que s'étend sa réputation, je trouve de plus en plus à redire à ses conceptions. J'aurais tendance à penser, avec

Mgr Journet, que dès qu'un théologien parait en paperback (livre de poche), il est perdu pour la saine doctrine. Imaginez-vous saint Thomas parlant chaque soir à la télévision ? Saint Jérôme répondant à Ruffin au dernier bulletin de la R.A.I. ? Non, croyez-moi, pour faire un bon théologien, il faut le repos de l'esprit... et beaucoup d'humilité. Je traduis pour moi le livre de Hans Kung. C'est mon os de saiche. Mais je ne le réfute pas.

Une joyeuse ouverture au monde

Nous abordâmes ensuite le problème des rapports entre marxistes et chrétiens.

« N'avez-vous pas le sentiment, Emmentine, que de toutes les religions contemporaines, c'est encore le marxisme qui a le mieux résisté ? Je doute que la doctrine se renouvelle dans les pays où elle est — théoriquement — au pouvoir, mais, partout ailleurs, elle donne le sentiment d'être, comme l'a écrit Jean-Paul Sartre, « l'indépassable philosophie de notre temps ». Il est pénible d'entendre tous ces étudiants du tiers-monde s'y référer, comme à un catéchisme.

C'est un grave problème. Encore faut-il distinguer ! Sur le plan de la métaphysique, aucune conciliation n'est possible ; sur le plan de la charité, de l'action sociale, il en est autrement. Mais il ne faut pas confondre et accuser à tout bout de champ source de tous nos maux. Dans mon diocèse, j'ai dû rappeler à l'ordre des prêtres qui se faisaient, de très bonne foi, les propagandistes du marxisme.

Sur les innovations liturgiques, le patriarche n'était pas moins prudent. « Il ne faut, disait-il,

Je l'imaginez relisant Dickens ou Péguy, traduisant le livre de Hans Kung, le relisant pour son compte, en parlant à ses séminaristes, mais se refusant à signer une ligne, à prononcer une parole qui puisse accentuer les divisions des chrétiens.

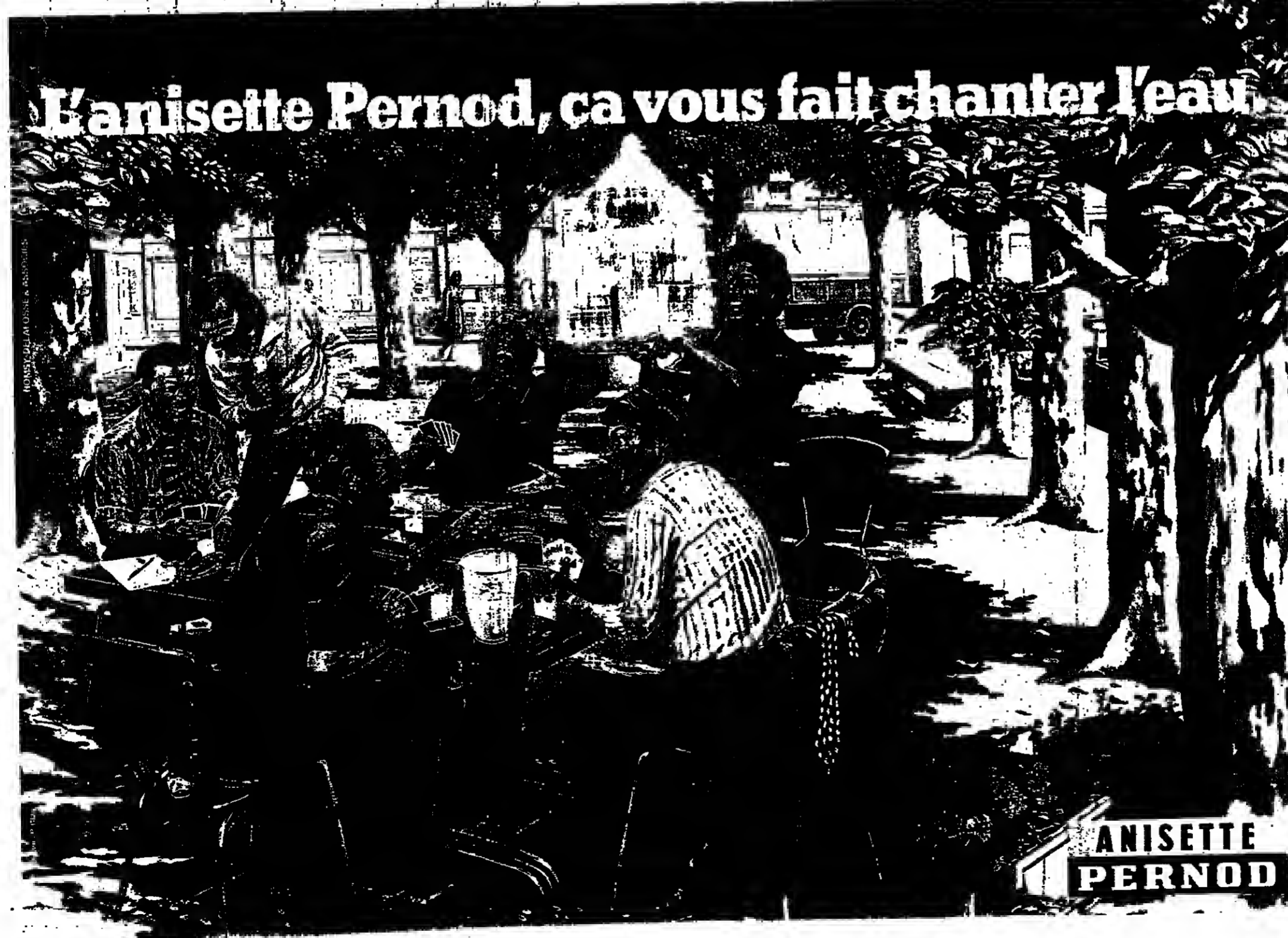
Le Bon Dieu sait ce qu'il fait. Le Christ a choisi pour apôtres des pêcheurs du lac de Tibériade, un publicain, un enfant de chœur, et un traître. Il a laissé être, parmi deux cent soixante-trois papes, des analphabètes et des bibliothécaires, des pauvres et des paysans, des diplomates, des saints... Deux cent soixante-trois papes, comme dit le vieux proverbe souabe. En tout cas, avec Mar Albino Luciani, il a choisi un homme aux origines modestes, un ancien professeur de séminaire, qui joint à la fermeté de la prière, à la rectitude de la doctrine, un grand sens des rapports humains, et une sorte d'ouverture joyeuse au monde qui laisse bien augurer de son pontificat. Jean Paul I<sup>er</sup> ne donnera pas l'impression, comme, parfois, son héritier, saint prédecesseur, d'être écrasé sous le poids de sa charge. C'est déjà beaucoup. Dans ce monde où toutes les institutions vacillent, où les nations, les langues, la morale et la loi sont contestées de toutes parts, il est bon qu'il y ait à Rome un phare dont la lumière ne vacille pas.

Pourquoi le Saint-Esprit ne se reconnaît-il pas dans ce théologien à l'ancienne mode, fils d'un pauvre ouvrier socialiste, né à Forno di Canale ?

« J'ai été très heureux, me répondit-il, j'ai été promu au siège de Venise sans y croire, et je vais entrer dans ma dixième année de séjour ici ; j'y suis très heureux. Il faut faire confiance au Bon Dieu. »

Ainsi, le lundi 12 juin 1978, quittai-je le cardinal Luciani. J'avais trouvé un homme de Dieu, qui était aussi un homme du livre, mais surtout le plus simple, le plus accueillant des pasteurs.

La première nomination diplomatique de Jean Paul I<sup>er</sup> concerne l'Afrique. Il s'agit de cette d'un nonce apostolique au Burundi, Mgr Donato Squicciotto, il sera titulaire de l'archevêché de Téboulba.



Anisette Pernod, ca vous fait chanter l'eau

ANISETTE PERNOD

partis politiques  
la mise  
ALAIN GUICHON  
ERIRAND

# ÉDUCATION

## EN APPLICATION DU SEPTIÈME PLAN

### M. Soisson veut relancer l'éducation physique et sportive à l'école

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a rendu public jeudi 31 août un plan de relance - qui tend à assurer, dès la rentrée, une moyenne de trois heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive dans les collèges, et de deux heures dans les lycées. Mais il ne s'agit que d'une moyenne; des disparités continueront d'exister entre les établissements.

Au cours de la conférence de presse qu'il a réunie pour présenter les grandes lignes de ce plan, M. Soisson a déclaré: « Le sport à l'école n'est pas une exigence des spécialistes; c'est une nécessité nationale. Il a aussi reconnu que le nombre d'heures consacrées actuellement à l'éducation physique dans les établissements scolaires estimés, n'est pas satisfaisant et, a-t-il estimé, « insatisfaisant ».

Une étude menée au cours de l'année scolaire écoulée montre qu'il manque aujourd'hui 74 500 heures, dont 37 549 dans les collèges, pour atteindre l'objectif de trois heures hebdomadaires dans le premier cycle du second degré et de deux heures dans le second degré par la VII<sup>e</sup> plan. Ce retard, le gouvernement s'efforce de le combler dès la rentrée.

794 postes, dont 283 d'adjoints d'enseignement, vont être attribués cette année aux établissements du second degré, et 837 autres postes, prélevés dans les directions départementales et régionales de la jeunesse, des sports et des loisirs, dans les services des sports des universités et dans les centres d'éducation physique spécialisée. Ces différents prélèvements et créations porteront à plus de 20 000 le nombre de professeurs d'éducation physique et sportive dans le second degré.

Ces professeurs étaient, jusqu'à présent, autorisés à consacrer trois heures de leur service hebdomadaire à l'animation de l'association sportive de leur établissement, de sorte que, plus la ministre, que le nombre d'heures consacré à l'enseignement proprement dit était, en réalité, en 1977-1978, de 17,56 heures en moyenne. M. Soisson a décidé de ramener ces heures d'animation de trois à deux (étant entendu que les enseignants pourront, s'ils le désirent, y consacrer davantage de temps);

ces heures supplémentaires leur seront payées à un taux inchangé. Dernier volet du plan gouvernemental: 60 millions de francs vont être débouqués pour rémunérer les deux heures supplémentaires que l'on demandera aux enseignants d'assurer chaque semaine en application d'un décret du 25 mai 1978 précisant que « tout professeur ou maître d'éducation physique et sportive peut être tenu de fournir, en sus de son maximum de service, sans empêchement de santé, deux heures supplémentaires donnant lieu à rétribution spéciale au taux réglementaire ».

L'ensemble de ces mesures, a déclaré M. Soisson, permettra globalement de combler le déficit en heures constaté l'année dernière, et d'atteindre les objectifs fixés par le VII<sup>e</sup> plan. Le ministre a cependant reconnu que tous les établissements ne bénéficieront pas immédiatement de ces mesures, notamment les collèges ruraux, qui sont actuellement les plus « déficitaires ». Pour que tous en bénéficient, il aurait fallu imposer aux enseignants, en « sur-nombre » dans certains établissements, un changement antérieur de résidence auquel le ministre se refuse.

M. Soisson a indiqué que ce plan de relance de l'éducation physique à l'école était l'un des volets de la réforme des rythmes scolaires, dont l'étude a été demandée au C.O.N.S.E.I. économique et social. Il a en outre, précisé qu'il présenterait, avant le 1<sup>er</sup> février 1979, des suggestions au conseil des ministres sur ce sujet, ainsi que sur le décalage des aménagements du temps.

Reste que si les calculateurs de M. Soisson paraissent séduisants sur le papier, certains établissements continueront d'être déficitaires si l'on ne s'engage pas davantage dans la création d'emplois. A moins que l'on ne décide de retirer à certains lycées et collèges les postes excédentaires dont ils bénéficient aujourd'hui pour les attribuer à des établissements moins bien pourvus. La tentation est d'autant plus grande que le nombre total des heures d'enseignement actuellement dispensées au-delà des normes fixées par le VII<sup>e</sup> Plan est de quarante-quatre mille huit cents.

M. Soisson a assuré qu'il n'était pas question pour l'instant de « dé-stabiliser Paul pour habiller Jean », mais il a ajouté qu'il fallait progressivement tendre à « une meilleure égalité des chances entre les élèves ». Ce qui signifie, par exemple, que trois cent quarante trois mille sept cent quatre-vingt-seize lycéens qui bénéficient aujourd'hui de plus de deux heures d'éducation physique et sportive n'en auraient plus que deux. Est-ce le solution ?

On peut aussi imaginer que certains textes fixés depuis longtemps à cinq heures l'horaire hebdomadaire doivent bénéficier des élèves des établissements du second degré. M. Soisson fait remarquer que ces textes n'ont qu'une valeur réglementaire, contrairement au plan, qui a force de loi. Est-ce une raison pour s'arrêter en chemin ?

BERTRAND LE GENDRE

### Noël en septembre ?

Les collégiens bénéficieraient jusqu'à présent d'un peu plus de deux heures d'éducation physique par semaine. On leur en promet tout à coup trois. L'objectif ne devait être atteint qu'en 1980, terme du VII<sup>e</sup> Plan. Le ministre jure que c'est pour aujourd'hui et sort de sa poche un cadeau de 60 millions de francs. Noël en septembre ?

Il y a trop longtemps que parents d'élèves, enseignants et syndicats mènent campagne en faveur du sport à l'école pour ne pas se réjouir. L'habileté de ce plan, c'est de permettre leur donner satisfaction, ne serait-ce que partiellement, sans trop bourse délier. Pour combler le déficit de la natalité, celle-ci, selon ses calculs, permet d'économiser deux mille heures d'éducation physique par an.

Enfin, on transfère dans les établissements du second degré six cents enseignants actuellement en fonction dans les services extérieurs du ministère, les universités et les centres d'éducation physique spécialisés. Est-ce à dire qu'ils étaient inutiles ? Sinon qui les remplacera ?

Vingt mille heures environ seront déquies en exigeant des professeurs d'éducation physique qu'ils consacrent pendant leur service moins de temps à l'animation des associations sportives des établissements scolaires. Est-ce un bon calcul ?

Quarante mille heures sont aussi obtenues en imposant aux professeurs, comme le prévoit un décret de 1950, deux heures supplémentaires par semaine. C'est là la principale innovation de ce plan. Elle comble à elle seule plus de la moitié du déficit constaté. Même si les syn-

dicats paraissent rechigner, il leur sera difficile de convaincre l'opinion qu'on leur impose une charge supplémentaire; leur horaire hebdomadaire obligatoire ne dépassera pas vingt-deux ou vingt-trois heures selon les cas.

## CORRESPONDANCE

### Abolir des privilèges

Un haut fonctionnaire, qui nous demande de lui conserver l'anonymat, nous écrit notamment : « A propos du problème essentiel de la durée de l'enseignement sportif, qui devrait être de cinq heures par semaine et n'est généralement que de deux à trois heures, « faute d'effectifs de professeurs, au dire des syndicats, non expérimentés professionnels m'amène à poser la question en ces termes chaque fois que je reçois une délégation syndicale des maîtres d'éducation physique : « Envisageriez-vous un jour ou

l'autre l'abolition des privilèges, ou au moins de certains d'entre eux, des maîtres de l'éducation nationale et en particulier de ceux de l'éducation physique ? » Actuellement, les maîtres d'éducation physique ne doivent, selon le statut des différentes catégories de professeurs, avoir droit à dix-neuf heures d'enseignement par semaine. Comme ils n'ont pas, comme d'autres maîtres, l'argument des cours à préparer, les copies à corriger, j'ai souvent été amené à répondre à ces délégations syndicales que « si les maîtres d'éducation physique, en général, ne sont et par définition en partie forme physique, acceptaient, comme tous les Français, de travailler plus longtemps par semaine, les cinq heures hebdomadaires prévues par la loi pourraient être dispensées aux élèves ». Chacun sait mais personne ne dit, qu'une importante proportion des maîtres d'éducation physique tiennent d'autant plus à leurs « privilèges » d'un horaire maximum de dix-neuf heures pendant les seules semaines scolaires, qu'ils emploient une part importante du reste de leur temps soit à donner des leçons particulières de tel ou tel sport dans des milieux très aisés, au taux horaire de 25 à 30 francs, lorsqu'ils ne profitent pas des longues périodes de vacances scolaires, où ils continuent à toucher leur traitement, à exercer un second métier très rémunérateur, ou se consacrent à un nouveau traitement et des leçons particulières, dans les piscines, sur les courts de tennis ou dans les stations de ski par exemple.

Je dois ajouter et aussi par expérience professionnelle que les municipalités et les collectivités en général peuvent et pourront de moins en moins faire face à toutes les dépenses de fonctionnement concernant la jeunesse, qu'il s'agisse des tâches d'animation sportive, mais aussi des tâches d'animation culturelle compte tenu précisément du coût de fonctionnement particulièrement élevé par le niveau des répartitions, comme par les privilèges attachés sur la durée hebdomadaire du travail et celle des congés, qui existent dans ces domaines.

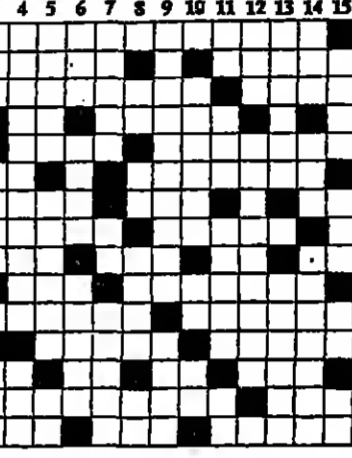
# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 167

HORIZONTALEMENT

I. - Ns peuvent donc pas supporter la séparation. - II. A un appât d'oiseau : Dans l'équipement de certains chasseurs. - III. Pas forte du tout; Pièce de charpente. - IV. Précède une spécialité; Source incertaine; Ou il n'est pas recommandé de criser (pluriel). - V. Sort de l'eau; N'a donc pas circulé; Qualité hautement appréciée pour la toilette des poires. - VI. Divinité; Fera son trou en ce bas monde. - VII. Bat des ailes ailleurs que chez nous; Tissu; Possédé. - VIII. Période active; Un maître impitoyable. - IX. Mettre en état d'être monté; Abréviation; Va à la mer; Seuls bagages pour le dernier voyage. - X. Synonyme; En Allemagne, c'est un article d'usage courant; Voleit défilé de vilains oiseaux. - XI. Se retire après une chute; Groupes militaires. - XII. Pronom; Basine pour Corneille; Finit souvent au rabais. - XIII. Se montra procédurier; Chef d'élite; Peut mettre tout le monde d'accord; Généreux distributeur d'argents. - XIV. Événement; l'honneur du jour. - XV. Finit par montrer plus que le bout de son nez; S'élève dans la chaleur communicative des banquets; Qui peuvent faire pleurer.



4. Bien lavées; Tire sur le rouge. - 5. Eau de Javel; Fait fumer; Le. - 6. Est destiné au passage; Pas libre; Ville de France. - 7. Ordre de départ; Forme d'être; Est également fort tenu. - 8. Victime d'une vacherie; Participe; Va et vient en Chine; Grecque. - 9. Qui ne se feront pas attendre; Fière passagère. - 10. Comprend sûrement le mouze; Mousseau de sucre; D'épave. - 11. Jeune vertèbre (pluriel); Après une citation; Se donnent par poignées; Possessif. - 12. Suivent des cours; S'intéressent aux besoins de ses sujets. - 13. Finir par venir à bout; Utile pour monter. - 14. Trahit la présence d'esprit; Gros; Il manque d'énergie; Fourmil de sel. - 15. Reste nue par décence; Prédécident les autres; Orientation; Ont de profondes racines.

Solution du problème n° 2 166

Horizontalement

I. Sonnettes. - II. Ys; Anoure. - III. Limite; Su. - IV. Le; Ni. - V. Ors; Caïre. - VI. Achina. - VII. Irrelés. - VIII. Sir; Elha. - IX. Mousse; As. - X. Ru; Rept. - XI. Sière; Née.

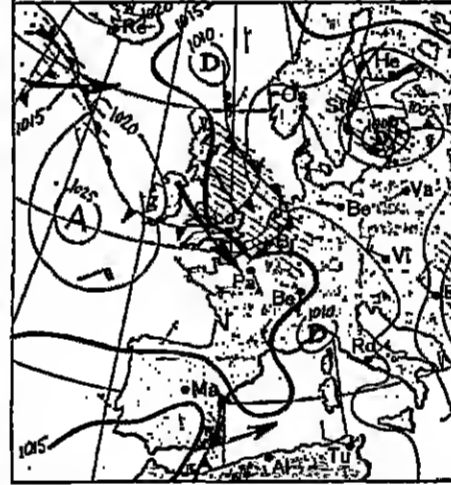
Verticalement

1. Syllogrames. - 2. Ogier; Rio. - 3. Serrure. - 4. Main; Ce. - 5. Sur; A. Enrichées. - 6. T.O.E.; Ailler. - 7. Tu; Aissi; En. - 8. Ers; R4; Tape. - 9. Seule; Cesse!

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 01-09-78 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1<sup>er</sup> septembre à 6 heures et le samedi 2 septembre à 24 heures : Les hautes pressions du prochain océan anticyclonique sur l'Europe

### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel, du 1<sup>er</sup> septembre 1978 :

#### DES DÉCRETS

● Portant publication de l'accord entre la République française et le royaume de Belgique, conclu en application de l'article 25 du règlement C.E.E. n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants, signé à Paris le 3 octobre 1977;

● Modifiant le décret du 7 septembre 1973 relatif à l'organisation des activités sportives scolaires et universitaires et à la participation des professeurs et maîtres d'éducation physique à ces activités (lire ci-dessus);

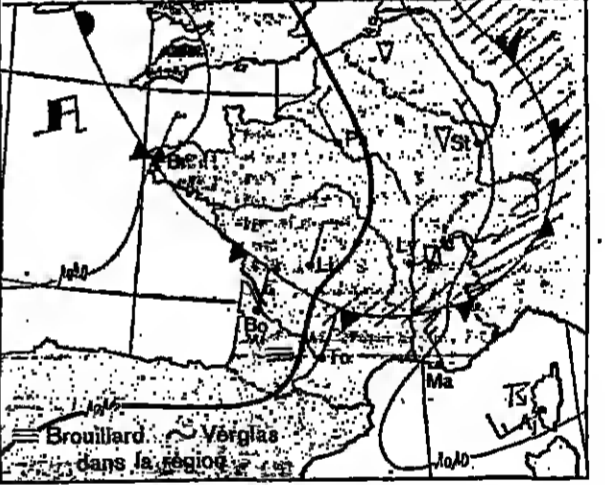
● Portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales en faveur des personnels des écoles nationales de musique de Paris, Saint-Nicolas-Douai et Albi, et arrêtés fixant le taux de cette indemnité.

#### DES ARRÊTES

● Portant suspension de la fabrication de l'importation et de la mise sur le marché des lampes d'ambiance des candélabres et de tout autre objet de décoration contenant du trichloréthylène, du tétrachloréthylène ou du tétrachlorure de carbone (lire page 18);

● Relatif au cycle d'études et de recherches en biologie humaine.

### PRÉVISIONS POUR LE 02/09/78 DÉBUT DE MATINÉE



occidentale un flux de secteur nord-ouest assez humide et relativement frais.

Samedi 2 septembre, malgré des ouages passagers, nos régions de l'Ouest et du Midi bénéficieront d'un temps assez agréable. Ailleurs, le temps sera ouageux, avec quelques ondées sur l'Est et le Nord-Est, ainsi que sur la Corse, où elles seront accompagnées d'orages. On notera toutefois des faibles neiges qui pourront se développer localement l'après-midi sur le Nord, le Bassin parisien et le Centre.

Les vents, faibles ou modérés, souffleront le plus souvent du secteur nord-ouest; ils seront assez forts par moments sur le littoral méditerranéen.

Les températures, sans grand changement, demeureront relativement basses pour cette époque de l'année.

Vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, était à Paris de 1 014,1 millibars, soit 760,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 août; le second le minimum de la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre) : Ajaccio, 26 et 11 degrés; Biarritz, 22 et 11; Bordeaux, 22 et 8; Brest, 19 et 12; Osen, 19 et 13; Cherbourg, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 17 et 8; Dijon, 17 et 12; Grenoble, 28 et 7; Lille, 16 et 10; Lyon, 16 et 7; Marseille, 21 et 14; Nancy, 15 et 10; Nantes, 22 et 18; Nice, 25 et 16; Paris-Le Bourget, 19 et 11; Pau, 24 et 9; Perpignan, 26 et 14; Rennes, 22 et 12; Strasbourg, 16 et 18; Tours, 22 et 12; Toulouse, 24 et 9; Poitiers-Pierr, 23 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 34 et 19 degrés; Amsterdam, 18 et 10; Athènes, 26 et 23; Berlin, 18 et 9; Bonn, 15 et 8; Bruxelles, 14 et 10; Des Canaries, 24 et 20; Coppe-dague, 15 et 8; Genève, 15 et 8; Liebesee, 25 et 15; Londres, 14 et 12; Madrid, 24 et 18; Moscou, 18 et 12; New-York, 22 et 18; Palau-de-Majorque, 27 et 17; Rome, 27 et 12; Stockholm, 14 et 12.

### école des cadres "JEUNES FILLES"

93 av. Charles-de-Gaulle  
92200 Neuilly-sur-Seine  
TEL. 747.06.40 +

Établissement privé d'enseignement supérieur.  
Formation efficace et concrète en deux ans aux carrières de :

- assistante de direction bilingue, trilingue;
- hôtesse d'accueil et d'entreprise;
- assistante en relations publiques;
- assistante en publicité;
- traductrice commerciale interprète;
- animatrice tourisme et loisirs;
- formatrices conditionnées par le diplôme d'Etat 57R.

examen d'entrée :  
**12 septembre**

### ECOLE DU MONTCEL

Établissement privé fondé en 1933  
JOUY-EN-JOSAS (Yvelines)

Internat : jeunes gens, week-end assuré. Demi-pension : mixte.  
Parc de 20 hectares à 15 km de Paris.  
Enseignement : de la 9<sup>e</sup> aux classes terminales (B.C.D.).  
Études dirigées, contrôle continu, préparation au baccalauréat.  
Éducation sportive : vie de plein air, sports d'équipe, athlétisme, tennis, piscine.  
Cours de vacances d'été : révisions intensives et sports.

Tous renseignements et documentation, écrire à Monsieur Bartier,  
École du Montcel, 78350 Jouy-en-Josas. Tél. : 856.40.30 +

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir **assistant-réalisateur** **scripte** **monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- \* Sites confortables et école dans le même bâtiment.
- \* 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
- \* Petits groupes (maximum 8 élèves).
- \* Enseignants dans toutes les disciplines.
- \* Laboratoire de langues modernes.
- \* École reconnue par le ministre de l'Éducation nationale.
- \* Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situations tranquilles bord de mer.

Services au SECRETS BARRASSATE  
NENT, S.-M.  
Tél. : NAINET 512-12  
4, rue de la Persébrance  
S.A. S.M.S.E.  
Tél. : 859-26-23 en soirée.

### LOTTO TIRAGE N° 35 DU 30 AOUT 1978

12	21	26	28	38	48
----	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE 32

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1)

6 BONS NUMEROS	4 859 204,50 F
5 BONS NUMEROS + numero complémentaire	971 840,90 F
5 BONS NUMEROS	12 832,40 F
4 BONS NUMEROS	162,20 F
3 BONS NUMEROS	10,70 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT

### 2 429 602,20 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 SEPTEMBRE 1978  
VALIDATION JUSQU'AU 5 SEPTEMBRE 1978 APRES-MIDI



# Le Monde

## des loisirs et du tourisme

### Vacances pour un été pas ordinaire

## ATOUT CŒUR

**V**Oilà neuf semaines que ces pages explorent des vacances « un peu moins ordinaires ». Tour à tour, nous avons dit comment et pourquoi les vacanciers consacrent tout ou partie de leurs congés à l'écologie, au bricolage, à la musique, à la gastronomie, à l'archéologie, à l'artisanat, aux cultures régionales, aux sciences et aux monuments historiques. C'était une façon d'aider ceux qui cherchent le temps d'un été, à vivre une autre vie ou, tout simplement, à apprendre des techniques, à saisir des sensibilités qui leur sont étrangères.

Nous terminons ce tour du monde des vacances par un

« Quelle place occupe dans la vie de votre association le bénévolat consenti à l'occasion des vacances ? »

— Disons tout de suite que le mouvement « Aide à toute détresse - quart-monde » est né de bénévoles. La structure mentale de notre association a été façonnée par des hommes et des femmes qui donnent leur temps et leur peine pour la libération des sous-prolétaires.

« Le bénévolat dont vous parlez est à plus court terme. Nous organisons, chaque été, des séminaires, des chantiers, des centres aérés, des camps de vacances pour les jeunes ou pour les familles et, à cette occasion, nous avons recours à des volontaires.

« Par exemple, nous demandons à des personnes compétentes de participer à nos sessions de réflexion afin, quelques interrogents et critiques nos permanents sur leur action dans le quart-monde.

« Les volontaires peuvent aussi, et c'est ce que nous recherchons, participer à la restauration de vieilles baraques, à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise). A raison de huit heures par jour, pendant trois semaines, ils aménagent des locaux qui accueillent les sous-prolétaires désireux de réfléchir. Ces chantiers sont un peu un prétexte. Ils nous rendent service, car nous ne possédons aucun crédit pour aménager ces locaux. Nous avons surtout besoin des bénévoles parce qu'à travers eux, c'est l'aïeul, le « grand large » qui vient chez nous. »

— C'est-à-dire ?

— L'extrême misère est vouée à l'isolement. Elle est coupée du reste de la société qui la place en dehors des circuits du logement.

thème moins banal que les précédents, le bénévolat. On dénombre de plus en plus de volontaires pour rendre service pendant leurs congés. Le chef scout et l'adepte des chantiers internationaux ont fait école. Désir de trouver des loisirs bon marché ? Goût pour la découverte de mentalités et de milieux étrangers au sien ? Recherche d'une société plus fraternelle ? Générosité ? L'abbé Joseph Wresinski, fondateur de l'association « Aide à toute détresse - quart-monde », explique dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, les avantages instantanés d'un bénévolat qui apparaît trop ou pas assez politique, selon qu'on sera puissant ou misérable.

« Nous cherchons seulement à contester l'aliénation des plus déshérités. »

« Le plupart découvrent un monde qu'ils ignorent. Ils croient que la population misérable est composée de buveurs et de ratés. Ils prennent conscience qu'il s'agit d'une classe sociale à laquelle aucune chance n'est donnée. Ils repartent avec un point d'interrogation dans la tête : le quart-monde est-il une exception ou un cas universel ? »

— Ne vous reproche-t-on pas de combattre la pauvreté avec des moyens inadéquats ?

— Oui. On nous a accusé d'empêcher, grâce au bénévolat, les sous-prolétaires de faire la révolution. On nous a reproché de ne pas adhérer au socialisme et de ne pas nous affirmer de gauche. C'était la critique économique qui s'adressait lorsque les bénévoles comprenaient que nous étions la conscience d'une injustice quotidienne.

« Depuis 1978, nous sommes confrontés à une critique « spiritualiste ». Les bénévoles voudraient que nous entamions notre lutte de libération contre la pauvreté sur une base spirituelle. Ils s'inspirent de l'expérience de Talsé. Je me méfie comme de la peste de l'attitude qui consiste à dire « mettez Dieu en tête de votre action ». J'ai l'impression qu'on lui demande de faire le boulot à notre place. »

« Nous cherchons seulement à contester l'aliénation des plus déshérités. »

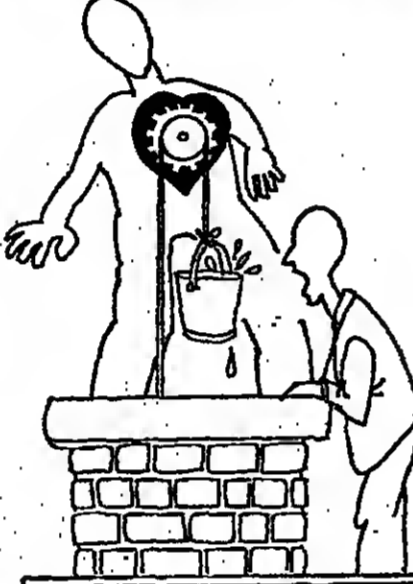
« Le plupart découvrent un monde qu'ils ignorent. Ils croient que la population misérable est composée de buveurs et de ratés. Ils prennent conscience qu'il s'agit d'une classe sociale à laquelle aucune chance n'est donnée. Ils repartent avec un point d'interrogation dans la tête : le quart-monde est-il une exception ou un cas universel ? »

— Ne vous reproche-t-on pas de combattre la pauvreté avec des moyens inadéquats ?

— Oui. On nous a accusé d'empêcher, grâce au bénévolat, les sous-prolétaires de faire la révolution. On nous a reproché de ne pas adhérer au socialisme et de ne pas nous affirmer de gauche. C'était la critique économique qui s'adressait lorsque les bénévoles comprenaient que nous étions la conscience d'une injustice quotidienne.

« Depuis 1978, nous sommes confrontés à une critique « spiritualiste ». Les bénévoles voudraient que nous entamions notre lutte de libération contre la pauvreté sur une base spirituelle. Ils s'inspirent de l'expérience de Talsé. Je me méfie comme de la peste de l'attitude qui consiste à dire « mettez Dieu en tête de votre action ». J'ai l'impression qu'on lui demande de faire le boulot à notre place. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.



(Dessin de PLANTU.)

de nous marginaliser avec le quart-monde.

« L'arrivée des bénévoles est salutaire. Ceux-ci découvrent une population qui est maltraitée dans la misère. Ça leur fait un choc. Ils réagissent avec leur expérience. »

« Des vacances de ce genre sont vraiment révolutionnaires. La révolution n'est pas d'apporter une idéologie, car celle-ci ne prend pas dans le quart-monde. La révolution, c'est de faire passer à l'urgence d'un changement. La seule du savoir est devenue permanente chez les familles en détresse. Celles-ci désirent que leurs enfants sachent lire et écrire. C'est bien modeste par rapport à ce qu'ils ont vu à l'université. C'est énorme et c'est nouveau. Je pense que cette soit est la conséquence du passage des volontaires de l'été dans nos chantiers. »

— D'où viennent vos bénévoles ?

« Parmi les trois cents bénévoles qui fréquentent le quart-monde, cette année, il y a de tout. Ils sont de tous les âges, de tous les pays et de toutes les professions. Ils vivent la même volonté de participer à la libération des plus aliénés des hommes. »

« Etudiants, animateurs, ingé-

nieurs, médecins, nos volontaires sont des personnes qui ne supportent pas de gagner de l'argent pour gagner de l'argent et qui cherchent autre chose. »

— Comment jugent-ils leurs vacances ?

« Ils nous disent qu'ils ont

travaillé ou que le chantier était mal organisé ou qu'ils ne disposaient pas des moyens convenables. D'autres nous reprochent de les avoir embarqués dans une affaire politique alors

qu'ils ne veulent que faire du bien. »

## PISTES...

Donner ses week-ends, plusieurs semaines de vacances ou quelques années de sa vie par solidarité avec les déshérités : tel est le sens du bénévolat dont le champ d'action est aussi vaste que la misère et la souffrance sont répandues. En dehors des mouvements de jeunesse traditionnels, voici quelques organisations susceptibles d'informer les bonnes volontés.

Accueil et promotion (alphabétisation et formation), 1, rue Adre, 75118 Paris. Tél. : 339-44-94.

Aide à toute détresse - quart-monde (aide au quart-monde), 107, avenue du Général-Leclerc, 93008 Plessy-Francais. Tél. : 03-11-11.

Association des parisiens de France, 11-21, boulevard Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 330-82-40.

Auxiliaire des aveugles, 13, rue du Général-Serrant, 75007 Paris. Tél. : 306-30-60.

Centre d'étude et d'information sur le volontariat, 21, rue François-1<sup>er</sup>, 75008 Paris. Tél. : 330-30-81.

Centre d'information sur le dévelop-

peement, 47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 330-33-94.

Citadins, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 705-83-90.

Cité de la jeunesse, 28, rue Oudinot, 75013 Paris. Tél. : 590-31-70.

Comité de coordination du service volontaire international de France (Cotrav), 11, rue de Valenciennes, 75010 Paris. Tél. : 391-31-85.

Comité-Rhône-Pyrénées, 17, rue Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : 330-31-85.

Écoles Saint-Vincent (travaux sociaux), 87, rue de Béarn, 75008 Paris. Tél. : 322-33-94.

Fève (handicapés mentaux), 28, boulevard du Temple, 75011 Paris. Tél. : 305-47-71.

Fédération nationale des villes jumelées - Cité ailes - Comité national de jumelage, 2, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. : 391-31-85.

Fédération Claude-Pompidou (handicapés handicapés mentaux), 62, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 306-43-80, 306-44-10 et 306-45-73.

Fédération nationale des villes jumelées - Cité ailes - Comité national de jumelage, 2, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. : 391-31-85.

Fédération des jeunes (travaux sociaux), 64, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 305-34-00.

## Le bénévolat

### Le développement qu'est-ce que c'est ?

**L**E climatiseur moué sans fin de la trêcheur dans le bureau du ministre de la jeunesse, des sports, des arts et de la culture du Mali. D'un côté de la table, cinq Français, représentants du chantier international de volontaires organisés à la Maison des jeunes de Bamako par la Fédération mondiale des villes jumelées (F.M.V.J.) ; ils viennent faire le bilan d'un séjour de trois semaines.

De l'autre, un jeune ministre de trente-deux ans, M. Alpha Oumar Kouara, qui joue le jeu à fond : « Je n'aime pas qu'on me fasse des salamales par-dessus et qu'on me débite par derrière, leur dit-il. J'attends vos critiques. Elles nous serviront à améliorer la formule de cas chantiers internationaux, que j'ai fermement l'intention de développer parce que, autour d'un travail commun, ils permettent aux Maliens et à nos hôtes étrangers de faire vraiment connaissance. »

« En bien, voilà, monsieur le ministre. »

Ils ont débarqué le 7 août à l'aéroport de Bamako-Sénou. Douze au total, moitié garçons, moitié filles. Emmanuël, l'animateur, a trente-huit ans, Jean et Didier, les petits derniers, vingt ans. Un beau panel de professions : un écrivain, un journaliste, un professeur, un ingénieur du bâtiment, quatre institutrices et quatre étudiants, dont un élève de Polytechnique.

Des origines géographiques variées : Bruxelles, Clermont-Ferrand, Nantes, Nice, Perpignan, la région parisienne, le Languedoc, la Mayenne. Ils ont lu dans la presse locale ou entendus à la radio que la F.M.V.J. organisait treize camps de travail à travers le monde. Ils ont payé 2 800 francs pour participer pendant trois semaines à l'aménagement des abords de la Maison des jeunes de Bamako.

Leur tâche consistait à établir une hale vive autour de la Maison des jeunes, où ils résidaient, en collaboration avec une trentaine de jeunes Bamakois et avec sept Canadiens. Il s'agissait de fabriquer des bordures de ciment, de les installer sur 640 mètres de pourtour, de transporter de la terre et de planter des arbustes.

Le chantier a démarré avec une sage lenteur parce que le climat et le sable faisaient défaut. Les jeunes ouvriers étaient un peu trop nombreux par rapport à la quantité d'outils disponibles, mais l'atmosphère était bon enfant dans le camion qui partait chercher la terre sur les bords du Niger, et les contacts se sont noués entre Français et Maliens. Tiguidé, Ibrahim ou Sédou ont invité leurs hôtes à déjeuner ou à prendre le thé chez eux. Ils leur ont expliqué qu'ils, les filles aient une profession, doivent habiter chez

leurs parents, auxquels elles remettent leur salaire. Ils leur ont dit le fardeau que représente la dot à verser aux futurs beaux-pères : « Tu commences par verser 20 000 francs maliens (200 francs français), après il faut donner des noix de kola. »

Le 20 août, trois côtés de la Maison des jeunes étaient bordés d'arbustes. Il était possible de consacrer la dernière semaine à la découverte de la brousse en compagnie des jeunes Maliens. Travaux réalisés dans un car - rutilique - pour attendre Mopti, où le chasseur était étouffant et les bestioles omniprésentes sous les moustiquaires du campement. Une excursion à Sangha pour admirer le pays Dogon et le site somptueux des falaises de Bandiagara. Une trop brève journée à Djenné pour admirer la célèbre mosquée.

« Monsieur le ministre, nous avons groupé les points négatifs de notre chantier sous deux rubriques. Tout d'abord, nous n'étions pas placés sur un pied d'égalité avec les Maliens. Nous n'étions pas responsables des opérations. Nous nous sommes trouvés aussi un peu écrasés par le nombre de Bamakois et nous avions du mal à nous souvenir de tous les prénoms. D'autre part, l'objet de nos travaux d'aménagement nous a semblé trop éloigné de la lutte pour le développement. Nous aurions préféré planter des arbres dans les zones en voie de désertification ou construire des salles de classe, comme nos camarades de Kouliko. »

### Les propos de Mamadou

Le ministre a pris bonne note de ces critiques, diplomatiquement formulées mais très franches. Toutefois, le bilan du chantier ne s'écrit pas là. Les déceptions et leurs lots posent aux douze volontaires des questions dont ils ne sont pas prêts de trouver les réponses. Ils ont vu le sous-développement, il leur est plus difficile de définir ce qu'est le développement.

« J'ai discuté avec Mamadou à ce sujet, raconte Jean. Il m'a tenu des propos qui me paraissent étonnants. Pour lui, le développement veut dire une meilleure paie pour les fonctionnaires, plus de routes et des suberges de jeunesse. Quant à la mortalité infantile, c'est la volonté de Dieu ! »

Même perplexité à propos de l'aide apportée : « Nous, aider les Maliens ? Ce n'est pas sérieux ! s'exclame Mirel. A quoi pouvons-nous travailler en trois semaines ? Il serait peut-être plus honnête de venir ici en simples touristes. »

« Alors ? Nous ne pouvons pas rester sur cette expérience, ont dit Jean et Jean-Louis. Nous reviendrons. » Pour en avoir le cœur net. — AL F.

### GRAND PAVOIS DE LA ROCHELLE

LA FETE DE LA VOILE

8 JOURS AUTOUR DU GRAND PAVOIS

Partez à bord de votre Grand Pavois, mouillé à la Rochelle, de 17h00 à 19h00, pour profiter de la vue sur la mer et le ciel.

du 17 au 25 ou du 22 au 30 Septembre. Sécurité personnelle complète à partir de 1 490 F par personne.

Adresses : ...

## EN AMERIQUE LATINE, OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES.

### Iberia s'occupera du reste.

Seul Iberia met à votre disposition un réseau circulaire aussi complet en Amérique Latine : nous ne desservons pas moins de 20 destinations dont 3 en exclusivité depuis l'Europe (Santo Domingo, San José de Costa-Rica, San Salvador).

Pour vous, c'est une garantie de tranquillité : Iberia peut s'occuper de tout ce qui concerne votre voyage, où que vous alliez.

Pour tout renseignement, Iberia se tient à votre disposition. Consultez votre agent de voyages ou téléphonez-nous.

Paris : 261.57.50. Orly : 686.46.60. Agence : 742.38.60.  
Bordeaux : 44.83.07. Lyon : 42.76.91. Marseille : 54.18.00.  
Nice : 83.04.05. Toulouse : 23.19.97.

**IBERIA**

LES AGENTS APPROUvés INTERNATIONALEMENT DÉSIGNÉS

105 ANS DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Plaisirs de la table

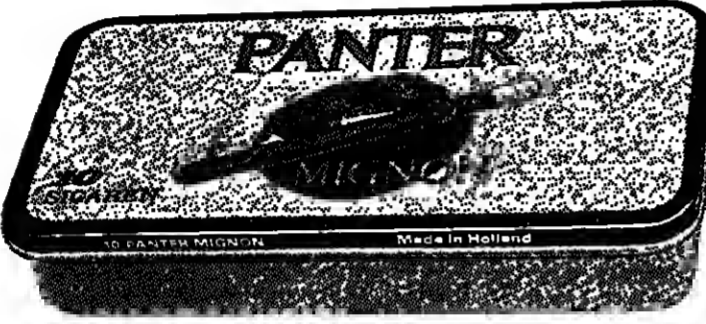
MAISONS DE MAITRE EN BOURBONNAIS

Simons et son Haut-Tournebride. — J'ai raconté comment l'administration des Haras avait, stupidement, expulsé les Lemaire de leur Tournebride normand. Et comment cette bonne cuisinière normande, revenant aux sources bourbonnaises de ses apprentissages s'est installée au pied du joli château de Busset. Quel endroit charmant que cette

maison de maître transformée en escale gourmande, avec ses deux salles, son bar intime, son jardin calme. (Le Haut-Tournebride, à Busset (Allier), Tél. 41-25-87. Fermé lundi soir et mardi.) La carte est un mélange de spécialités bourbonnaises (omelette brayonne, pâté au tartoufle, fricassée, poulet au fromage comme à Gannat, canard à la Du

Chambet) et normandes (crêpes des Vikings, andouillette de crustacés, œufs brouillés aux laitances, sole au haddock, douillons et bourdelots (pâtés aux poires ou aux pommes) avec une admirable terrine de canard au gelée d'orange. Un steak aux noix, des petits chèvres chauds en salade, une crème glacée aux nêrles en saison, la succulente

tarte chaude aux pommes à commander à l'avance pour ne pas l'attendre. Et j'oubliais les gibiers dont voici la saison (perdreau en salade). Ou encore, car Simone Lemaire (assistée d'une jeune future cuisinière — il faut aller les saluer et les remercier en cuisine !) est une créatrice, la meurette d'anguilles, les rillettes de dorade, les langues d'agneau aux navets. Très belle cave soignée par M. Lemaire. Une des grandes adresses d'alentour Vichy.



Rive gauche
LE PETIT ZINC
LE FURSTENBERG
Le Municipie

1er septembre - RÉOUVERTURE
MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
Julien
16, rue du Fg Saint-Denis Paris 10e

LE DELAIS DE SEVRES
Cuisine élégante
inventive. Tous les jours.

Le Montgolfier
Aux dîners et soupers
menu exotique de 8 plats
Pianiste - Vce panoramique

Rive droite
AURERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 76 F
SPÉCIALITÉS A LA CARTE

TERMINUS NORD
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque

Environs de Paris
LE GRAND VENEUR
BARRIZON
Informez sa clientèle

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Montagne
05490 SAINT-VERAN (Htes-Alpes)
Les chalets du Villard, (02) 45-52-68

Paris
INVALIDES
HOTEL DE LONDRES n° N.N. 1, rue

Station thermale
LE BOULOU (Pyr.-Or.) 65160

Allemagne
FRANKFORT
PARKHOTEL 1re classe, centre, près

Suisse
AROSA
HOTEL VALSANA, première catégorie

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

U.S.A.
MIAMI-BEACH (Floride)
HOTEL MONTE-CARLO, bord océan

Hippisme

En plaqué or

RÉFLET de la situation des courses de galop en France, les ventes de yearlings de Deauville ont tourné, cette année, une image insolite. La plus brillante a été le plus inquietant ; à quelques heures près, on a vu les enchères tomber jusqu'à des prix records, et en l'espace de quelques jours cours mondiaux de la protéine non noble.

Double excès

Voilà d'abord les envoies. Elles se sont étendues dans la soirée du dimanche 20 août et, à un degré moindre, dans celle du lendemain. Première remarque et première explication : aux ventes de Keeneland (Kentucky), les prix seraient d'accomplir un bond de quelque 30 % par rapport à ceux de l'année précédente, un sujet dépassant même le million de dollars.

Autre catégorie de courses

celle qui voit entrer en lice les casques français, est beaucoup moins brillante. C'est celle qui renouvelle ses effectifs (principalement piqueux) d'environ 6 % par an) du marché des chevaux à 10 000 F. Certain, pour le spectateur, mieux vaut d'excellents chevaux portant deux casques étrangers que de médiocres se réclament de couleurs tricolores. Par ailleurs, ces casques étrangers qui, actuellement, permettent de maintenir le nombre des partants et d'assurer le plein emploi dans les écuries, sont devenues nécessaires. Mais elles rendent tout bénéfice extrêmement fragile car elles ne sont pas achetées chez nous.

LOUIS DENIEL

Abano, Montegrotto et Battaglia Terme
3 destinations de cures thermales avec résultats excellents

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

Table listing restaurants by district: ALÉSIA, DENFERT-GAITÉ, LES HALLES, PALAIS-ROYAL, SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, SAINT-MICHEL, AVRON, ÉTOILE, PLACE CLICHY, WEPLER, PLACE PEREIRE, PORTE DORÉE, CHAMPS-ÉLYSÉES, GRANDS BOULEVARDS, INVALIDES, Clichy - Blanche, CHERCHE-MIDI, etc.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Jeux

échecs N° 777

LA RAGE DE VAINCRE

(Dix-septième partie du match 28 août 1978.) Blancs : V. KORCHENKO... Noirs : A. KARPOV... Défense Nimzovitch.

bridge N° 774

LE TITRE OLYMPIQUE

1. 64 (a) C19 22. Fx45 (p) avec cette avance inhabituelle du pion d... 2. 65 (b) F74 21. D1x45 D1x45 (a) 3. 66 (c) 4-4 24. Fx45 T1x45 4. 67 (d) 5-5 25. Cx45 (a) 27. T1x45 (a) 5. 68 (e) 6-6 26. Fx45 T1x45 6. 69 (f) 7-7 27. T1x45 (a) 27. T1x45 (a) 7. 70 (g) 8-8 28. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 8. 71 (h) 9-9 29. Cx45 (a) 27. T1x45 (a) 9. 72 (i) 10-10 30. Cx45 (a) 27. T1x45 (a) 10. 73 (j) 11-11 31. Cx45 (a) 27. T1x45 (a) 11. 74 (k) 12-12 32. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 12. 75 (l) 13-13 33. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 13. 76 (m) 14-14 34. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 14. 77 (n) 15-15 35. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 15. 78 (o) 16-16 36. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 16. 79 (p) 17-17 37. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 17. 80 (q) 18-18 38. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 18. 81 (r) 19-19 39. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 19. 82 (s) 20-20 40. Fx45 (a) 27. T1x45 (a) 20.

Dans cette donne des éliminatoires par paires des Olympiades de La Nouvelle-Orléans... Blancs : E. OUEST... Noirs : A. SUD... Défense Nimzovitch.

Après les Olympiades par paires, une sorte de championnat du monde par équipes de quatre... Blancs : R. P. P. et A. L. Noirs : R. P. P. et A. L.

STUDE A. KERBLUM (1977)



BLANCS (5) : R7, Dd8, Td5, Fh1, Cc5. NOIRS (11) : R45, Dd2, Tt3, Ff1 et h4, Pd2, d3, e6, f4, g5, h3.

LE TROPHÉE DE ROSENBLUM

Après les Olympiades par paires, une sorte de championnat du monde par équipes de quatre... Blancs : R. P. P. et A. L. Noirs : R. P. P. et A. L.

dames N° 75

LES POSITIONS LATÉRALES

1. 32-28 18-23 (a) 22. 41-37 6-11 (b) 23-29 (c) 22. 32-28 18-23 (d) 22. 32-28 18-23 (e) 22. 32-28 18-23 (f) 22. 32-28 18-23 (g) 22. 32-28 18-23 (h) 22. 32-28 18-23 (i) 22. 32-28 18-23 (j) 22. 32-28 18-23 (k) 22. 32-28 18-23 (l) 22. 32-28 18-23 (m) 22. 32-28 18-23 (n) 22. 32-28 18-23 (o) 22. 32-28 18-23 (p) 22. 32-28 18-23 (q) 22. 32-28 18-23 (r) 22. 32-28 18-23 (s) 22. 32-28 18-23 (t) 22. 32-28 18-23 (u) 22. 32-28 18-23 (v) 22. 32-28 18-23 (w) 22. 32-28 18-23 (x) 22. 32-28 18-23 (y) 22. 32-28 18-23 (z) 22.

PROBLÈME FAVREAU 1955

Notre : une dame à 8. - Blancs : dames à 11, 25 et 37; à 11-2 (8-12), 2-8 (12x3) 37-26+ par blocage.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS N° 9

Horizontalement 1. On lui parle avec les mains. 2. Arête d'Asie; Certains châteaux. 3. Organisation internationale ou unité presque universelle; D'origine; Sous roumain; Fait trembler le G.I. 4. Composent motates pierres précieuses; Essayer ou vagabonder. 5. Réduits; Que diable aller y faire? 6. Vids; Onie historique. 7. Français catholiques; Pas poète. 8. VIII. Entouré d'eau; Choquerai. 9. Dans un éperon; Aspirant. 10. X. Bénédict; Propre au requ. 11. J.F., P.V., A.F., etc.

ANA-CROISÉS (\*) N° 9

Horizontalement 1. AARLIMST. - 2. AADGINR. 3. HILLFPU. - 4. AAINOSK. - 5. AADINPT. - 6. ARPIVIT. - 7. EREIMNT. - 8. ACEIND. - 9. CEEORTU. - 10. AAGINRI. - 11. ACEILFR. - 12. CDESEPR. - 13. AAEIRL. - 14. AAEORRTU. - 15. AAGILRTU. - 16. AAEGLNOU. - 17. AAEPPRV. - 18. DEERINT. - 19. ACEERTU. - 20. REELMOP. - 21. CEERLUR. - 22. AAGINRI. - 23. EKERRE. - 24. REINPT. - 25. AAEIRRTU. - 26. REILERS. - 27. AAEIRRTU.

ANA-CROISÉS (\*) N° 9

Horizontalement 1. HAOSESE. 2. BRASAT (BARBAT, BARRAS, BRASAT, BRASAT). - 3. CLOUTER (CLOUTURE). - 4. CORVIDE (DIVORCE). - 5. RATIERE (ARETIER, ETIERERA, REBRAT, REITERA, TARIERE). - 6. LUBITRAI (RUTILASI). - 7. NOVICIAT (COUVIAT). - 8. STIMULES. 9. LAITANCE (ALICANTE, CALAICE, LANGAITE, ENLA, CAIT, LAQAIERT). - 10. ARQUERA. - 11. ETOUPER (RETOUPRE). - 12. FEDERER (DEFERER, DEFERRER). - 13. SYNOPSIS.

VERTICALEMENT

1. Dans l'estaminet. - 2. Oint; Peu populaire, de bus en bus. - 3. Attaque; Ataque aussi. - 4. Petit ours; Fourmis; Conjonction. - 5. Enfants sages, nous le fimes; Dans étalon. - 6. Peut être aussi chrétien que le I. - 7. Aporéas. - 8. Bouts de pain; Empece n'importe comment. - 9. Dénodé s'il est dur; Belle on

SOLUTION DE LA GRILLE N° 8

Horizontalement 1. Skatboard. - 2. Atma; Oryx. - 3. Nep; Obovia. - 4. Oubliera. - 5. Ustaria; St. - 6. Halle. - 7. Tu; Uliana. - 8. Admora; Né. - 9. Protas; D.N.E. - 10. Remas; T44. - 11. Ed; Epraha. - 12. Satalidés. FRANÇOIS DORLET.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 74

Notre : une dame à 8. - Blancs : dames à 11, 25 et 37; à 11-2 (8-12), 2-8 (12x3) 37-26+ par blocage.

VERTICALEMENT

1. Sanguinaire. - 2. Ellet; Et. - 3. III. Ampliation. - 4. Tra; Enluminée. - 5. V. Oat. - 6. Esal. - 7. Bobmeuse; Pl. - 8. VIII. Orret; Tri. - 9. VIII. Agr. - 10. IX. Rudes; Mencha. - 11. Distiprivo.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 74

Notre : une dame à 8. - Blancs : dames à 11, 25 et 37; à 11-2 (8-12), 2-8 (12x3) 37-26+ par blocage.

VERTICALEMENT

1. Sanguinaire. - 2. Ellet; Et. - 3. III. Ampliation. - 4. Tra; Enluminée. - 5. V. Oat. - 6. Esal. - 7. Bobmeuse; Pl. - 8. VIII. Orret; Tri. - 9. VIII. Agr. - 10. IX. Rudes; Mencha. - 11. Distiprivo.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 74

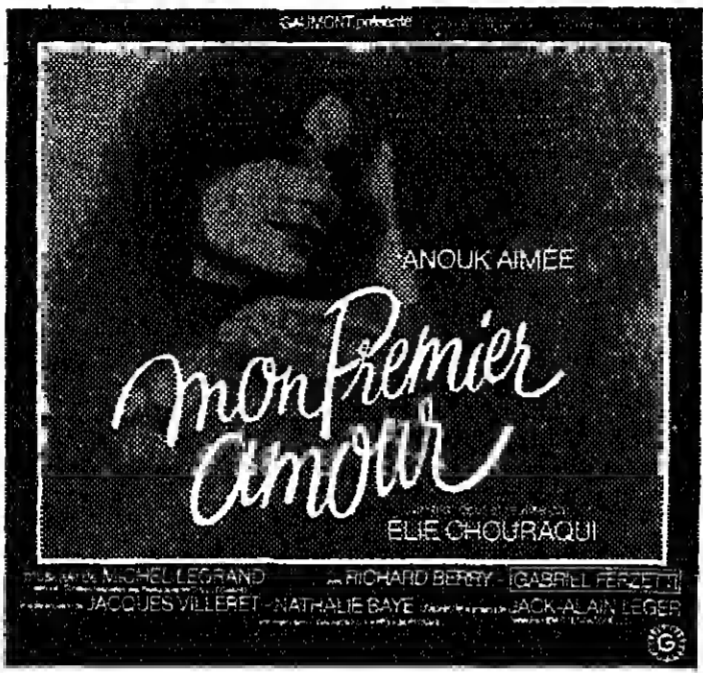
Notre : une dame à 8. - Blancs : dames à 11, 25 et 37; à 11-2 (8-12), 2-8 (12x3) 37-26+ par blocage.



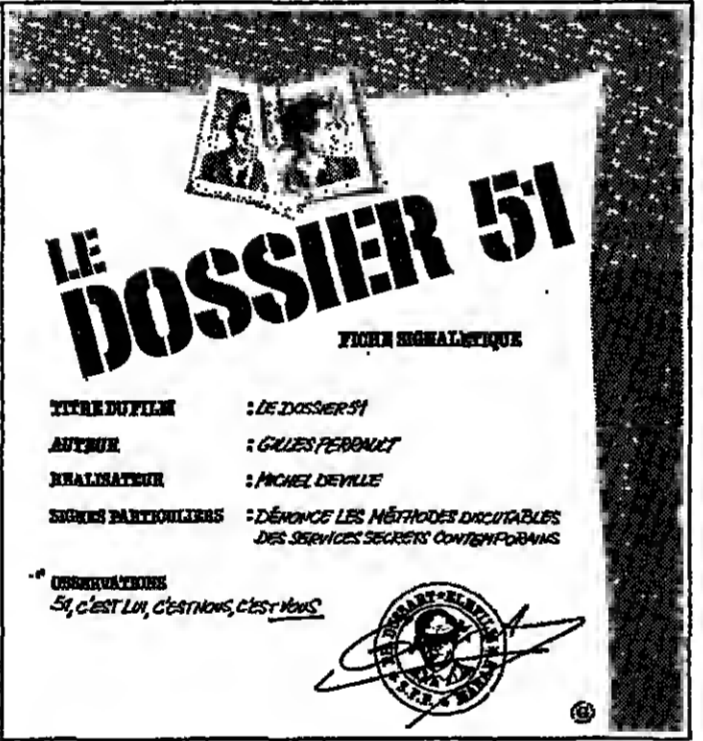


CONCORDE PATHÉ - GAUMONT RICHELIEU - SAINT-LAZARE PASQUIER - MONTPARNASSE PATHÉ - U.G.C. ODEON - CLICHY PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT CONVENTION VICTOR-HUGO PATHÉ - TRICYCLE Asnières - PARIS NORD Aulnay GAUMONT Evry - PATHÉ Champigny - C 2 L Versailles

# SPECTACLES



U.G.C. BIARRITZ - LES 5 PARNASSIENS - QUARTIER LATIN CAMBRONNE PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT - P.L.M. SAINT-JACQUES GAUMONT OPÉRA - LES NATION - MARLY ENGHEN - ARIEL RUEIL PARY 2



V.O. SAINT-ANDRE-DES-ARTS V.O. U.G.C. MARBEUF V.O. BONAPARTE V.O. LA CLIF

**VENEZ RIRE AVEC NOUS TROIS!!**

**Le Jeu de la Pomme**

**UNE NUIT TRÈS MORALE...**

**LES PETITES MARGUERITES**

Paris : MARIIGNAN PATHÉ - A.B.C. - MONTPARNASSE PATHÉ - SAINT-GERMAIN STUDIO - CLICHY PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT NATION Périphérie : PATHÉ Champigny - BELLE-ÉPINE PATHÉ - GAUMONT Evry AULNAY-SOUS-BOIS - ALPHA Argenteuil

**SYLVESTER STALLONE (ROCKY) HENRY WINKLER (FONZIE)**

**LES MAINS DANS LES POCHEES**

Mis en scène par STEPHEN F. VERONIA et MARTIN DAVIDSON

**Cannes 78 Grand prix d'interprétation**

**Jill Clayburgh dans "La femme libre"**

**Sept. 78 : étonnants et émouvants**

**Jill Clayburgh et Peter Falk dans "Le sourire aux larmes"**

**MORTS CACHÉS DE LA BOURGEOISIE** (It. v.o.) : Biarritz, 5<sup>e</sup> (72-59-22), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2<sup>e</sup> (251-59-12), Tourneils, 2<sup>e</sup> (632-51-98) (cf. mardi).

**NOS HEROS REUSSIRONT-ILS... ?** (It. v.o.) : Palais des Arts, 3<sup>e</sup> (272-82-86).

**LES NOUVEAUX MONSTRES** (It. v.o.) : Quintette, 5<sup>e</sup> (633-40-40), O.G.C.-Marbeuf, 5<sup>e</sup> (222-47-19), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2<sup>e</sup> (251-59-12).

**LA FETIVE** (A. v.o.) : Biarritz, 5<sup>e</sup> (72-59-22).

**SOLLEI OES HYENES** (Tun. v.o.) : Bastia, 5<sup>e</sup> (833-43-71).

**LE SOUSIER AUX LARMES** (A. v.o.) : Quintette, 5<sup>e</sup> (633-40-40), Marignan, 5<sup>e</sup> (358-92-89), Mayfair, 15<sup>e</sup> (323-21-88), v.f. : Rio-Opéra, 2<sup>e</sup> (742-33-44), Montparnasse 83, 5<sup>e</sup> (544-14-37), Franco-Elysees, 5<sup>e</sup> (722-71-11), Saint-Lazare Pasquier, 5<sup>e</sup> (387-25-43), Gaumont-Sud, 14<sup>e</sup> (231-51-18), Clichy-Pathé, 18<sup>e</sup> (522-37-41).

**UNE NUIT TRÈS MORALE** (Hong. v.o.) : Bonaparte, 5<sup>e</sup> (326-12-12), Marbeuf, 5<sup>e</sup> (222-47-19).

**MERLODIE POUR UN TOUJOUR**, film américain de James Toback (\*\*) v.o. : Média, 5<sup>e</sup> (833-22-87), Mercury, 5<sup>e</sup> (222-75-80), v.f. : Capot, 2<sup>e</sup> (308-11-89), Paramount-Opéra, 5<sup>e</sup> (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14<sup>e</sup> (232-22-11), Paramount-Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03), Convention-Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (370-33-03), Paramount-Mallot, 17<sup>e</sup> (738-24-24).

**DIU MERCI C'EST VENDREDI**, film américain de Robert Klane, v.o. : U.G.C.-Danton, 5<sup>e</sup> (222-42-42), Emission, 5<sup>e</sup> (329-15-71), Murat, 16<sup>e</sup> (328-58-78), v.f. : Rex, 5<sup>e</sup> (228-83-93), U.G.C.-Gobelins, 13<sup>e</sup> (321-36-10), Miramar, 14<sup>e</sup> (328-58-53), Métrol, 14<sup>e</sup> (328-52-43), Magie - Conventio.n, 15<sup>e</sup> (328-52-41), (328-52-41).

**TRIO CADERO, CITRON BLEU**, film français de Michael Schock : Quintette, 5<sup>e</sup> (633-40-40), Colisée, 5<sup>e</sup> (328-22-46), Lumière, 5<sup>e</sup> (770-24-04), Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (328-58-13), Gaumont-Convention, 15<sup>e</sup> (328-52-41), Clichy-Pathé, 18<sup>e</sup> (522-37-41).

**LE TRIANGLE DE VENUS**, film américain de H. Frank (\*\*), v.o. : Paramount-Elysees, 5<sup>e</sup> (329-49-34), v.f. : Paramount-Marivaux, 2<sup>e</sup> (742-53-01), Paramount-Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14<sup>e</sup> (232-22-11).

**DIALOGUE DE FEU**, film américain de Lamont Johnson, v.f. : Clichy-Pathé, 5<sup>e</sup> (522-37-41), Maréville, 5<sup>e</sup> (770-72-88), Calypso, 17<sup>e</sup> (754-10-88), Image, 18<sup>e</sup> (522-47-94).

**LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU** (Fr.) : Richelieu, 2<sup>e</sup> (742-72-82), U.G.C.-Odéon, 5<sup>e</sup> (325-71-08), Biarritz, 5<sup>e</sup> (722-82-83), Paramount-Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03), Métrol, 14<sup>e</sup> (328-52-43), Paramount-Montparnasse, 14<sup>e</sup> (232-22-11), Convention-Saint-Charles, 15<sup>e</sup> (370-33-03), Murat, 16<sup>e</sup> (328-58-78), Paramount-Mallot, 17<sup>e</sup> (738-24-24).

**FOURTEINT L'ENFANCE** (Ang. v.o.) : Olympia, 14<sup>e</sup> (542-81-23).

**PROMENADE AU PAYS DE LA VIEillesse** (Fr.) : Marais, 4<sup>e</sup> (378-41-82).

**RETOUR** (A. v.o.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (633-26-43).

**REVE DE SINGE** (It. v. ang.) : Clichy-Saint-Germain, 5<sup>e</sup> (632-10-52).

**ROBERT ET ROBERT** (Fr.) : Colisée, 5<sup>e</sup> (328-22-46), Franco-Elysees, 5<sup>e</sup> (722-71-11).

**LES ROUTES DU SUD** (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2<sup>e</sup> (742-53-01).

**VAS-Y MAMAN** (Fr.) : Richelieu, 2<sup>e</sup> (742-72-82), U.G.C.-Odéon, 5<sup>e</sup> (325-71-08), Boquet, 7<sup>e</sup> (531-44-11), Colisée, 5<sup>e</sup> (328-22-46), George-V, 5<sup>e</sup> (222-14-14), Favart, 5<sup>e</sup> (321-56-88), Montparnasse-Pathé, 14<sup>e</sup> (328-58-13), Gaumont-Convention, 15<sup>e</sup> (328-52-41), Wepler, 18<sup>e</sup> (287-50-70), Gaumont-Gambetta, 20<sup>e</sup> (787-04-74).

**GALERIE JEAN CAMION**

**RENÉ LAUDE**

du 3 au 24 septembre

**« L'héroïne, un mal qui répand la terreur... La nuit du 13 une nuit sans sommeil. Où la mort arrive à l'aube... »**

**LA NUIT DU 13**

Une pièce de Sandra Mills mise en scène par Michel Berto qui sera créée le 13 septembre

**AU THÉÂTRE MARIE-STUART**

14, rue Marie-Stuart, 75002 PARIS

**V.O. MARIIGNAN - QUINTETTE - MAYFAIR - V.F. FRANCE ELYSEES - CLICHY PATHÉ - RIO OPÉRA - SAINT-LAZARE PASQUIER MONTPARNASSE 83 - GAUMONT SUD - Périphérie : BELLE-ÉPINE PATHÉ - ARTEL Rosny - GAMMA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget**

**VIOLETTE NOZIERE** (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 5<sup>e</sup> (222-47-19).

**EXCA DA SILVA** (Brés. v.o.) : Olympia, 14<sup>e</sup> (542-81-23), Studio Raspail, 14<sup>e</sup> (320-38-86).

**LES YEUX BARRÉS** (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe, 5<sup>e</sup> (633-21-53), 14-Juliet-Bastille, 11<sup>e</sup> (337-80-81).

**Les grandes reprises**

**ADIEU PHILIPPINE** (Fr.) : 14-Juliet-Parnasse, 5<sup>e</sup> (324-58-01), St-André-des-Arts, 5<sup>e</sup> (326-46-18), 14-Juliet-Bastille, 11<sup>e</sup> (337-80-81), Olympic, 14<sup>e</sup> (342-97-42).

**APPELUX, SALES ET MÉRCHANTS** (It. v.o.) : la Clif, 5<sup>e</sup> (337-80-80).

**ARSENIC ET VIEILLES OENTELLES** (A. v.o.) : Le Parnassien, 14<sup>e</sup> (323-43-11).

**LE BAL DES VAMPIRES** (A. v.o.) : Clichy-Pathé, 5<sup>e</sup> (522-37-41).

**LES CHEVAUX DE FEU** (Sov. v.o.) : Saint-François, 5<sup>e</sup> (523-78-31).

**LE COUTEAU DANS L'ÉTOILE** (Pol. v.o.) : Parnassien, 5<sup>e</sup> (633-15-04).

**LA DERNIÈRE CORVÉE** (A. v.o.) : Théâtre-Présent, 10<sup>e</sup> (202-22-53).

**2001 ODYSSEE DE L'ESPACE** (A. v.o.) : Hausmann, 5<sup>e</sup> (770-47-53).

**OOCTEUR JIVAGO** (A. v.o.) : Elysees-Point Show, 5<sup>e</sup> (222-87-29), v.f. : Média, 5<sup>e</sup> (833-22-87).

**LA GRANDE SOUFFLE** (It. v.o.) : Clichy-Saint-Germain, 5<sup>e</sup> (632-10-52).

**IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUSTRE** (A. v.o.) : Danton, 14<sup>e</sup> (328-52-43).

**J'AI LE DROIT DE VIVRE** (A. v.o.) : Palais des Glaces, 10<sup>e</sup> (807-89-53), J. et L.

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND** (A. v.o.) : Studio Dominique, 7<sup>e</sup> (02-04-53), D.S.K.

**LITTLE BIG MAN** (A. v.o.) : Noces-Boules, 5<sup>e</sup> (633-40-40).

**MAMA ROMA** (It. v.o.) : Lucernaire, 5<sup>e</sup> (544-37-34).

**MEAN STREETS** (A. v.o.) : Studio Clichy, 5<sup>e</sup> (522-37-41).

**NOUS SOMMES TOUS DES VOLEURS** (A. v.o.) : Palais des Glaces, 10<sup>e</sup>, v. et M.

**ORANGE MECANIQUE** (A. v.o.) : Hautefeuille, 5<sup>e</sup> (323-78-38), Montecarlo, 5<sup>e</sup> (233-69-83), v.f. : Omnia, 2<sup>e</sup> (233-28-36), Montparnasse-83, 5<sup>e</sup> (544-14-37), Cambronne, 15<sup>e</sup> (734-42-86).

**PAIN ET COCOCOLAT** (It. v.o.) : Lucernaire, 5<sup>e</sup>.

**PADADE** (Fr.) : Grand-Parvoh, 15<sup>e</sup> (544-14-37).

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC** (Dnd) : Palais des Arts, 5<sup>e</sup> (372-82-86), 14-Juliet-Parnasse, 5<sup>e</sup> (324-58-01).

**LES PETITES MARGUERITES** (Tch. v.o.) : La Clif, 5<sup>e</sup> (337-80-80).

**PHARON** (Pol. v.o.) : Sibouquet, 5<sup>e</sup> (222-37-31).

**PLUMES DE CHEVAL** (A. v.o.) : Luxembourg, 5<sup>e</sup> (633-97-77), BJS-Neuf-Point Show, 5<sup>e</sup> (222-87-29), New-Yorker, 5<sup>e</sup> (770-43-40).

**LE POINT DE NON RETOUR** (A. v.o.) : Luxembourg, 5<sup>e</sup> (633-97-77).

**LE RETOUR DE L'ARMINABLE DOCTEUR PHIBBS** (A. v.o.) : Studio Herbrand, 7<sup>e</sup> (02-04-53).

**ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (Ang. v.o.) : Arcades, 17<sup>e</sup> (774-97-83), ROMEO ET JULIETTE (Ang. v.o.) : Elysees-Point Show, 5<sup>e</sup> (222-87-29).

**LE SHERIFF EST EN PRISON** (A. v.o.) : Elysees-Point Show, 5<sup>e</sup> (222-87-29).

**SILENT RUNNING** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7<sup>e</sup>.

**TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI** (A. v.o.) : Luxembourg, 5<sup>e</sup>.

**LES TROISIÈMES HOMMES** (A. v.o.) : Kinopanorama, 19<sup>e</sup> (306-50-50).

**L'ULTIME RAZZA** (A. v.o.) : Palais des Glaces, 10<sup>e</sup>, Me et Sam.

**UN STE 42** (A. v.o.) : Contrecarpe, 5<sup>e</sup> (323-78-37), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2<sup>e</sup> (251-59-12).

**UN TRAMWAY NOMME OESIR** (A. v.o.) : A. Bastia, 13<sup>e</sup> (337-74-39).

**VENUE D'UNE FEMME, LE CAFE GREZ NOUS** (It. v.o.) : Le Parnassien, 14<sup>e</sup> (328-58-13).

**LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES** (A. v.o.) : Action-Ecoles, 3<sup>e</sup> (322-72-07).

**LE VIEUX PUSIL** (Fr.) : Eldorado, 10<sup>e</sup> (202-18-76).

**WALT DISNEY PRODUCTIONS**

**UN CANDIDAT AU POIL**

Un joyeux programme

TECHNICOLOR

**De nouveau à l'écran...**

Un film de **STANLEY KUBRICK**

**ORANGE MECANIQUE**

L'histoire d'un jeune homme qui s'intéresse principalement au viol à l'ultra-violence et à Beethoven!

Distribué par Warner-Columbia Film

MONTE-CARLO v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - OMNIA v.f. MONTPARNASSE 83 v.f. - CAMBRONNE v.f. ARTEL Créteil v.f.

**DURÉE EXCEPTIONNELLE • HORAIRES SPÉCIAUX**

**GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES • GAUMONT RIVE GAUCHE GAUMONT SUD**

Film à 15 h 30 et 20 h 15

**HAUTEFEUILLE**

1<sup>re</sup> Époque - Film à 14 h, 16 h 10, 18 h 20, 20 h 20, 22 h 40

2<sup>e</sup> Époque - Film à 14 h 25, 17 h, 19 h 30, 22 h

**IMPÉRIAL PATHÉ**

1<sup>re</sup> Époque - Film à 14 h 25, 16 h 55, 19 h 30, 22 h

2<sup>e</sup> Époque - Film à 14 h 35, 17 h 05, 19 h 40, 22 h 10

**LA GRANDE FRESQUE CINÉMATOGRAPHIQUE**

SELECTION OFFICIELLE FRANÇAISE/CANNES 78

**Molière**

ÉCRIT ET MIS EN SCÈNE PAR ARIANE MNOUCHRINE

Chapelle de la Seine

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 1er SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Les Français à Moscou », de P. Quantin (sous réserve).

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Feuilletton : Berneval et fils, de J.-L. Roncourt, réal. H. Colpi, musique G. Delerue, avec R. Lafèvre, M. Carlier, M. Valler, C. Thire, A. Aubard, etc.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Le nouveau vendredi : La marche vers le sud, réal. P. Acof-Miranda.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Musique de chambre (Akaïa, Louvier, Sonneret, Rousselle, Tassanant).

FRANCE-MUSIQUE

21 h. 30. Opéra d'échanges franco-allemands : « Héroïsme », de M. J. Chouhan.

UN ENTRETIEN AVEC ÉTIENNE MOUGEOTTE

Qui va parler sur Europe 1 ?

Quelques changements dans la programmation de l'information sur Europe 1 vont intervenir dès le lundi 4 septembre.

programmation à réduire la place relative des chansons pour introduire des plages de musique instrumentale plus brèves et plus fréquentes.

SAMEDI 2 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30. Pourqui ? 13 h. Journal, 13 h. 35. Le monde de l'accordéon, 13 h. 50. Resterz d'avec nous.

CHAINE II : A 2

13 h. 45. Journal des sourds et des malentendants, 14 h. Série documentaire : Le jardin derrière le mur.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes : 19 h. 20. Emissions régionales, 20 h. Les Jeux.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Festival de Bayreuth : « Le Vaisseau fantôme », de Wagner.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15. Jazz, « Il vous plaît », 13 h. 30. Chansons de son siècle.

DIMANCHE 3 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions philosophiques et religieuses, 9 h. 30. Orthodoxy, 10 h. Présence protestante.

CHAINE II : A 2

15 h. Sport : Championnats d'Europe d'athlétisme, 16 h. 30. La télévision des téléspectateurs en sous-sol.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Emission musicale : Joséphine des Prés, réal. F. Masson.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : Georges Ferron, 14 h. Redirection, 15 h. 30. Concerto pour piano n° 23 de Frédéric Chopin.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Le Mozart à musique, 8 h. Canzato, 9 h. 2. Musical comedy.

Evocation de lui-même, tout d'abord, la récente modification de la répartition des capitaux d'Europe 1 (le Monde du 28 août).

Je n'ai jamais moi-même pas été à l'origine, que Jean-Luc Lagardère, à ce sujet, ne dissimule pas sa déception.

LA NON-DIFFUSION DU FILM SUR CUBA

Antenne 2 rejette le terme de censure

Le refus d'Antenne 2 de retenir le film sur Cuba de Franck Cassenti a été présenté à la presse.

Un chromo

Le rendez-vous de vingt mille jeunes de cent quatre-vingt-cinq pays.

combler une lacune : beaucoup de nos auditeurs, à 8 h. 30, décrochent d'Europe 1 pour écouter sur France-Inter la revue de presse que nous ne leur proposons pas.

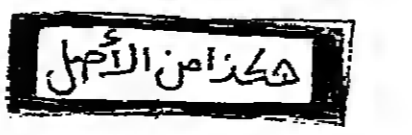
« Le star-system » ? On n'y échappe pas. Nous sommes à Europe 1 un système avec beaucoup de stars.

Les deux personnes hospitalisées par précaution après avoir été en contact avec une personne contaminée par un virus de la variole.

Le Monde

Service des Abonnements 17, rue des Saussaies 75427 PARIS - CEDEX 08 C.C.P. 6297-23

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.









## Un entretien avec M. André Bergeron

(Suite de la première page.)

— Le patronat n'a-t-il pas évolué ?

— Si je me réfère aux discussions que je mène depuis de longues années, non ! La situation est la même. La différence est que les patrons ont posé des problèmes. Ils ont soulevé pour les salaires et la durée du travail, ce qui n'est pas une nouveauté. Ce sont les syndicats qui présentent des revendications. Au total, je ne crois pas qu'il y ait eu de vraies différences notables d'état d'esprit.

— Quelles seront les revendications prioritaires que F.O.

va présenter ? Etes-vous prêt, par exemple, à insister davantage sur la réduction générale de la durée du travail, quitte à placer en dernière position votre demande d'une cinquième semaine de congés payés ?

— Nous n'avons pas mis une sourdine à notre revendication d'une cinquième semaine. Si je n'en ai pas parlé à Antenne 2, c'est parce qu'on ne peut pas tout dire en cinq à six minutes. Notre préoccupation dominante, c'est le chômage ; et c'est d'autant plus agaçant qu'il existe partout dans le monde. Et le plus inquiétant, c'est le chômage des moins de vingt-cinq ans, dont les réactions peuvent être incontrôlables et mettre en cause la démocratie.

### Prendre des initiatives nationales contre le chômage

« Je sais bien qu'il ne suffit pas de répéter « il faut lutter contre le chômage » pour que le problème soit ipso facto résolu. J'ai conscience que les difficultés sont d'autant plus graves que l'interdépendance des économies nationales est devenue telle qu'aucun gouvernement n'a la possibilité d'imaginer seul une politique sans tenir compte des politiques italiennes, allemandes ou d'autres. Il n'y a plus de solutions nationales pour l'essentiel. C'est pourquoi nous sommes des Européens convaincus, parce que les solutions aux problèmes actuels doivent être au moins européennes. »

— « Au moins », qu'est-ce que cela veut dire ?

— On est bien obligé de constater que les Américains demeurent dans une très large mesure maîtres du jeu quand on voit les fluctuations du dollar. Je suis bien d'accord avec les initiatives qui ont été prises lors de la conférence de Brno sur la zone européenne de stabilité monétaire. Ce que je crains,

c'est que les nations ne trouvent pas la volonté et les moyens de définir un politique commune. Qui qu'il en soit, on peut cependant prendre des initiatives au niveau national ?

— Je pense tout d'abord que l'enseignement est mal adapté aux réalités économiques. Je sais bien que je m'engage là sur un terrain très délicat. Dans certaines disciplines, il y a trop d'étudiants, par exemple, de médecine, de sociologie. Si je fais allusion à la sélection, on me dira que c'est une question de répartition individuelle, mais c'est un débat qu'il faut aborder ; celui de la frontière entre les contraintes inévitables qu'impose la société et les choix des personnes. En tout cas, cela ne peut pas s'arrêter ainsi ; il faut développer l'enseignement technique et revaloriser le travail manuel. Il y a beaucoup de bonnes idées dans ce qui est dit et proposé par M. Stolér. Il faut redonner aux jeunes le goût d'exercer des métiers dont ils se sont écartés. Et cela est une question de répartition de la durée du travail.

### Priorité à la cinquième semaine de congés payés

— Parmi les différentes mesures possibles, êtes-vous prêt à fixer des priorités puisqu'on ne peut pas tout faire à la fois ?

— D'abord, la cinquième semaine. Il faut savoir ce que cela coûte : guère plus de 1 % de la masse salariale. Dans mon esprit, il s'agit d'obtenir un accord du type de celui qui a été obtenu la troisième semaine. C'est-à-dire une déclaration générale du C.N.F.P. affirmant qu'à partir de telle date tous les salariés français auront au moins une cinquième semaine.

— Des formules souples sont possibles, il n'est pas question de faire table rase de ce qui peut exister déjà partiellement. La reconnaissance effective de cette cinquième semaine se négociera bien entendu dans les branches industrielles pour tenir compte de la situation existante. Pour nous, il s'agit d'un message de principe car elle réduirait les inégalités entre les Français puisque déjà environ le tiers d'entre eux en bénéficie. C'est aussi une mesure populaire puisque, d'après certains sondages, plus de 50 % des Français veulent en bénéficier.

— En outre, c'est un aspect de la réduction de la durée du travail à laquelle nous sommes attachés.

— J'ajoute d'ailleurs que cette idée de la cinquième semaine, je ne l'ai pas lancée en l'air comme cela. A l'époque, cela ne paraissait pas absurde à un certain nombre de mes interlocuteurs. En fait, l'opposition est en grande partie venue de l'Élysée ; le président de la République n'a dit

un jour qu'il considérait qu'il n'était pas bon, dans les circonstances actuelles, d'accorder la cinquième semaine de congés payés parce que cela entraînerait des répercussions psychologiques dans les autres pays européens, puisque, sur ce point, nous sommes déjà en avance. En fait, je ne me souviens pas que le problème de la cinquième semaine ait été abordé au cours de notre meeting de rentrée, je lancerais un appel très net à nos syndicats pour qu'ils obtiennent sur le terrain satisfaction.

— Cela dit, il faut aussi s'attaquer à la réduction de la durée du travail en fait, et à d'autres mesures dont la mise en application incombe à l'Etat. Il faut très rapidement réduire la durée maximale légale de la semaine de travail et supprimer les équivalences, un système choquant qui n'a pas changé depuis sa mise en place en 1936, tout cela me semble anormal.

— Vous avez évoqué tout à l'heure la réduction de la durée du travail, la « cinquième semaine de congés payés », le régime des équivalences. Or, il y a un autre aspect à cela. M. Barre vous avait annoncé des réformes qui traitent dans ce sens le Monde de ce 17 septembre 1977. Je reste confiant, nous gagnerons, affirmiez-vous à cette époque. Etes-vous toujours aussi confiant ?

### Réduire progressivement la durée du travail

— Pour les équivalences, M. Barre m'a indiqué, il n'y a pas longtemps, que des décisions seront prises. Par conséquent, je n'ai pas de raison de me méfier, je double la parole du premier ministre. Je sais que des textes sont prêts dans les services ministériels, j'ai de bonnes raisons de penser qu'ils sortiront prochainement.

— Reste la durée effective du travail. Je crois en effet qu'il faut aller dans le sens d'une réduction progressive. Je ne crois pas du tout aux chiffres. Je sais bien qu'il y a des problèmes de rapport entre le travail et la productivité, qu'il faut tenir compte du contexte international et des problèmes du tiers-monde, tenir compte aussi de l'augmentation des besoins. Mais, à l'heure actuelle, des sommes considérables, 14 milliards en 1977, près de 20 milliards en 1978, sont consacrés à l'indemnisation des chômeurs. Alors, il y a peut-être autre chose à faire avec ces sommes. L'on pourrait progressivement, par étapes, réduire la durée effective du travail et, d'ailleurs, je ne sais pas la seule à le proposer. A Bruxelles, et au Commissariat au plan, j'ai de bonnes raisons de penser qu'ils ont été présentés.

— Compte tenu des difficultés de trésorerie des entreprises et du privilège relatif des salariés qui possèdent un emploi, êtes-vous disposé à accepter une réduction de la durée du travail qui ne serait pas complètement compensée, c'est-à-dire qui entraînerait une légère perte du pouvoir

d'achat assurant une solidarité entre salariés et chômeurs ?

— L'idée de solidarité générale n'est jamais ébranlée en tant que syndicaliste. Mais je crois que c'est parfaitement irréalisable. Les salariés qui font des heures supplémentaires n'accepteront jamais de voir leur pouvoir d'achat diminuer au bénéfice d'autres. C'est de l'illusion. Il faudrait transformer la nature humaine. C'est parfaitement utopique.

— Ce qu'il faut accepter, c'est une réduction de la durée du travail par les conventions collectives. J'admetts que cela ne peut pas se réaliser par la même façon, mais il faut que les patrons en acceptent l'idée.

— De façon de plus en plus pressante, vous alertez les pouvoirs publics sur le déficit du régime de cotisations complémentaires du chômage (Unedic - Assettic). D'autres syndicats, comme la C.F.D.T., ont réclamé une intervention financière de l'Etat et proposé de réduire l'indemnisation à 90 % afin d'améliorer les autres prestations, qui passeront alors de 35 % à 70 %. Vous n'avez pas évoqué dans le dernier numéro de votre hebdomadaire, « que le problème du financement de la protection sociale sera votre premier devoir de citoyens ». Avez-vous envisagé des solutions ? Lesquelles ?

— Les solutions, nous les avons imaginées et elles sont simples. Il y a deux choses : l'équilibre financier immédiat de

l'Unedic et ensuite le problème de la remise en ordre des conventions collectives qui depuis 1953 ont mis en place les différents systèmes d'indemnisation. Les discussions sur cette révision seront forcément longues, mais il est certain, si elles aboutissent, qu'elles déboucheront sur un accroissement des charges.

— Pourquoi y a-t-il des difficultés de trésorerie actuellement ? Parce qu'il y a eu l'augmentation du chômage, mais ce n'est pas la raison fondamentale. C'est à la demande du gouvernement que les organisations patronales et ouvrières se sont mises d'accord pour créer la pré-retraite volontaire et l'allocation supplémentaire d'attente de 80 % du salaire. Or il faut savoir que les salariés qui bénéficient de ces dispositions n'ont pas le régime de l'Unedic, donc ils ne paient pas les cotisations. Ils ont fait des cotisations, mais ils ne paient pas les cotisations. A l'avenir le nombre des pré-retraités et des licenciés pour cause économique va beaucoup augmenter. Mais en l'état présent de nos finances, on peut faire face jusqu'à la fin de l'année.

— Moyennant une petite augmentation des cotisations ?

— Même pas. On peut tenir jusqu'à la fin de 1978, mais les réserves seront au niveau zéro. Et c'est quand même un exercice délicat. Nous les avons fait dans l'Unedic, mais nous sommes à la fin du mois de septembre. A

ce moment-là il faudra bien décider quelque chose.

— Jusqu'à maintenant les patrons ont dit : « Non, pas les cotisations ». Cependant, lors de la réunion du conseil de juillet, j'ai proposé un texte qui a été voté par les patrons. Force ouvrière et la C.F.T.C. Ce texte indique qu'il faut faire admettre au gouvernement que la différence entre le coût d'un chômeur et celui de ceux qui sont bénéficiaires de la pré-retraite ou qui reçoivent les 90 % d'indemnisation soit supportée par l'Etat. Cela représente une somme de 200 milliards. Si les pouvoirs publics acceptent le problème serait résolu. En tout état de cause, notre texte précise que les signataires des différents accords de l'Unedic proposent des dispositions permettant d'assumer et de tenir leurs engagements.

— Le patronat a-t-il donné un chèque en blanc ?

— Le patronat a accepté de tenir ses engagements. Ce qui veut dire que l'Etat intervient ou n'intervient pas il est hors de question que l'Unedic ferme ses portes. Nous sommes d'accord avec l'Etat de prendre ses responsabilités. J'ai eu en tant que secrétaire général de Force ouvrière des contacts avec le ministre de l'Emploi. Au début du mois de juillet pour attirer son attention sur la gravité de la situation de l'Unedic, j'en aurai d'autres dès la semaine prochaine.

### Pas d'amélioration des prestations sociales sans augmentation des charges

— Dans vos discussions sur la réduction des aides de l'Unedic, vous avez demandé une amélioration de certaines prestations, notamment pour les chômeurs ne touchant que 35 % de leur salaire ?

— Nous reconnaissons que la garantie de salaire pendant un an pose parfois des problèmes, mais il ne faut pas sous-estimer l'importance des licenciements et des réductions des licenciés. Cependant, nous ne sommes pas en discussion aujourd'hui, non, c'est une question en cours de négociations. Les patrons réclament une nouvelle réduction des prestations. Il n'est pas impossible que nous parvenions en effet à un arrangement.

— D'autres régimes de protection sociale existent, par exemple sous la forme de cotisations, vous avez déjà admis que l'importance des transferts sociaux pose un problème délicat, celui de la part de cotisations que les Français sont prêts à leur consacrer. A-t-on déjà atteint le seuil maximum des pressions fiscales et sociales ?

— Je pense que les gens doivent avoir conscience qu'on ne peut pas continuer à augmenter les prestations, sans admettre une augmentation des charges. Le drame, c'est que les gens sont très crédules. Or le projet de la Sécurité sociale va s'aggraver dans les années à venir. Notre commission exécutive se réunira en octobre et elle étudiera les moyens d'y remédier. Nous essaierons de faire des propositions.

— En tout cas, il faut que les gens prennent conscience du fait que c'est un choix fondamental : soit on choisit de vivre dans un monde où l'on puisse accorder l'effort contributif actuel. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire des mutations internes des gens qui acceptent pas de voir amputer leur niveau de vie.

— Pour appuyer vos revendications, qu'elle méthode d'action comptez-vous adopter ? Force ouvrière n'est-elle pas comme d'autres syndicats gênés par une base encore très limitée ?

— Notre base n'est pas traumatisée par ce qui est passé sur le plan politique, dans la mesure

où les militants F.O. avaient bien que, quel que soit le mouvement engagé, les problèmes ne seraient pas résolus par autant d'un coup de baguette magique. Par contre, les militants F.O. ont conscience de la gravité de la situation économique. Mais nous n'avons pas de comportement différent par rapport à celui que nous avions avant les élections.

— La C.G.T. rappelle sans cesse que rien d'efficace ne peut être réalisé sans une rupture avec le capitalisme. La C.F.T.C. a annoncé la création d'une nouvelle société et d'une autre croissance. Au-delà de vos revendications immédiates, n'estimez-vous pas nécessaire de réfléchir sur le long terme ?

— Le drapeau de F.O. est suffisamment mobilisateur, puisque nous observons que nous avons gagné des voix pratiquement dans toutes les élections professionnelles depuis des mois. Quelle est votre conception ? Nous sommes d'abord très attachés à nos adhérents de F.O. vont des anarchistes jusqu'aux gaullistes. Et cela n'a rien d'étonnant dans la mesure où l'organisation respecte les principes de la démocratie, ce qui nous impose une certaine manière d'être.

— Pour ce qui est de la C.G.T., cette centrale défend la société communiste. Quant à la C.F.D.T., ce n'est pas très bien vu.

— Nous nous travaillons à l'amélioration des choses et nous le faisons par l'action syndicale quotidienne, et je ne crois pas que cela puisse être autrement. La mission du syndicat est de défendre les intérêts de ses membres, mais aussi d'éviter d'écrire certains textes qui peuvent résulter d'un renforcement des pouvoirs centraux. Voilà une mission qui est importante. Nos interventions sur ces thèmes s'inscrivent par conséquent dans une optique profonde de la démocratie et de la liberté. C'est quelque chose de fondamental, plus encore que les questions de salaires.

— On nous a reproché parfois notre sectarisme à l'égard de la C.G.T. et du parti communiste et nos critiques ironiques à l'égard de la C.F.T.C. et de la C.F.D.T. Ce que vous avez dit sur le sectarisme, c'est, en fait, la constatation de ce qui se passe dans les pays communistes.

— Dans le contexte économique actuel, quelle est votre position à l'égard du tiers-monde ?

— Je suis profondément convaincu que le problème du tiers-monde est celui de l'aide aux pays en voie de développement. C'est un problème de solidarité humaine et de raison. Il faut aider ces populations et surtout, comme je ne manque pas de le répéter dans les réunions syndicales, il faut admettre que cette aide viendra en déduction du pouvoir d'achat de chacun. Il n'y a pas de miracle en la matière.

— Je pense que les nations industrialisées ne font pas assez. L'aide au tiers-monde est une priorité qui passe bien avant nos problèmes de conventions collectives.

— Y a-t-il une question que nous ne vous avons pas posée et à laquelle vous souhaitez répondre ?

— Je me demande comment les citoyens peuvent se retrouver dans le fracas des déclarations des hommes politiques et même parfois syndicaux. La démocratie suppose qu'on donne aux gens

## Au Consortium général textile (Agache-Willot)

### Les syndicats refusent de discuter le plan social

De notre correspondant

Lille. — Le comité central d'entreprises du Consortium général textile (groupe Agache-Willot) tenait le jeudi 31 août une réunion extraordinaire à Wambrechies, dans la banlieue lilloise, sous la présidence de M. Gilles Crespel. L'ordre du jour soumis aux délégués venus du Nord, de l'Est et de la Normandie, portait sur les 700 licenciements envisagés dans huit usines du Consortium. Les délégués de la C.F.D.T. firent, d'entrée, une déclaration en affirmant qu'il convenait de lier cette opération à la reprise par Agache-Willot du groupe Bousac. Après une suspension de séance, les délégués de la C.F.D.T., C.F.T.C., refusèrent de discuter le plan social présenté par la direction du Consortium.

Les syndicats ont réaffirmé leur opposition à tout licenciement dans l'ensemble du groupe et dans aussi dans les usines Bousac. Dans un communiqué, ils déclarent : « Les licenciements menés par Agache-Willot ne sont pas acceptés. Les délégués du Consortium ont décidé de ne pas signer de lettres de licenciement, vraisemblablement au cours de la semaine prochaine. Le préavis ne sera pas effectué mais payé. Aucune mesure de reconversion n'est prévue. Quant aux travaux en cours, ils seront achevés par d'autres entreprises de la région. » (Corresp. part.)

Le parti républicain présente dix propositions pour l'emploi

M. Jacques Blanc, secrétaire général et Hervé de Charette, délégué général du parti républicain, ont présenté à la presse, le 31 août, les dix propositions du parti pour l'emploi.

1) Une réforme de l'Agence nationale pour l'emploi, qui conserverait ses fonctions de gestion des moyens et du personnel. Mais l'élaboration des statistiques de l'emploi serait confiée à l'INSEE, par le biais de quatre enquêtes par mail. Le contrôle des chômeurs serait confié à un corps de contrôle dépendant directement du ministre du travail. La fonction de conseil serait confiée à des unités décentralisées de l'ANPE, dont l'action sera définie par les chambres départementales de l'emploi.

2) De développer des formes modernes de travail, comme le télétravail, et de renforcer les capacités concurrentielles. Dès 1979, le transfert d'un milliard de cotisation (soit 5 milliards de francs environ) pourrait être organisé.

3) De mener une action partielle à l'égard de la formation. Il conviendrait de créer un million de contrats limités à un an, renouvelables une fois et destinés à renforcer le corps de techniciens économiques à l'étranger et de créer un mécanisme de stages professionnels adaptés pour les cadres en chômage qui souhaitent s'insérer dans le P.M.E.

4) De mettre à l'étude l'établissement de sorte de scolarité ; l'afflux de jeunes sur le marché du travail, entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 juillet, est désorganisé les services de placement.

5) De simplifier les contrats d'emploi-formation et la complexité des mécanismes administratifs fait que ces contrats sont souvent utilisés par les grandes entreprises ; au total, quelque quarante mille contrats par an.

6) De développer l'enseignement alternatif, et par la voie de contrats d'insertion professionnelle et les branches professionnelles.

### CERTAINES LAMPES D'AMBIANCE SONT RETIRÉES DU MARCHÉ

Un arrêté interministériel publié au « Journal officiel » du 1<sup>er</sup> septembre interdit pour un an la fabrication, l'importation et la mise en vente des lampes d'ambiance, des candélabres et autres objets de décoration contenant du tétrachloroéthylène ou un tétrafluoroéthylène de carbone. Ces composés chimiques, en cas de bris ou d'inversement de l'objet, se répandent et, précède le communiqué de mise en vente, par inhalation de vapeur ou contact cutané direct, peuvent provoquer des manifestations pathologiques graves. Tous les objets de ce genre ou contenant ces substances viciées, mais comme il est très difficile de les identifier, le ministre recommande à ceux qui en possèdent de les éliminer avec la plus grande précaution et de ne pas les mettre à la portée des enfants.

La Commission européenne augmente les taxes sur certaines importations de porc. Ces taxes supplémentaires, qui étaient depuis juin dernier de 7 unités de compte (une U.C. = 5,7 FF) par 100 kilos pour les jambons non désossés en provenance de Roumanie, ont été portées à 10 U.C. et étendues aux importations de la République Sud-Africaine. Les taxes de 80 U.C. par 100 kilos sur les jambons désossés venant de Suède et de Finlande seront désormais appliquées aux importations de Nouvelle-Zélande. Enfin, les importations de lard en provenance de Suède seront frappées par une taxe de 7 U.C. par 100 kilos.

JUSQU'AU 1<sup>er</sup> UN... PARIS 6<sup>e</sup> PARIS 11<sup>e</sup> PARIS 12<sup>e</sup> PARIS 13<sup>e</sup> PARIS 15<sup>e</sup> PARIS 16<sup>e</sup> PARIS 17<sup>e</sup> PARIS 18<sup>e</sup> PARIS 19<sup>e</sup> PARIS 20<sup>e</sup> PARIS 21<sup>e</sup> PARIS 22<sup>e</sup> PARIS 23<sup>e</sup> PARIS 24<sup>e</sup> PARIS 25<sup>e</sup> PARIS 26<sup>e</sup> PARIS 27<sup>e</sup> PARIS 28<sup>e</sup> PARIS 29<sup>e</sup> PARIS 30<sup>e</sup> PARIS 31<sup>e</sup> PARIS 32<sup>e</sup> PARIS 33<sup>e</sup> PARIS 34<sup>e</sup> PARIS 35<sup>e</sup> PARIS 36<sup>e</sup> PARIS 37<sup>e</sup> PARIS 38<sup>e</sup> PARIS 39<sup>e</sup> PARIS 40<sup>e</sup> PARIS 41<sup>e</sup> PARIS 42<sup>e</sup> PARIS 43<sup>e</sup> PARIS 44<sup>e</sup> PARIS 45<sup>e</sup> PARIS 46<sup>e</sup> PARIS 47<sup>e</sup> PARIS 48<sup>e</sup> PARIS 49<sup>e</sup> PARIS 50<sup>e</sup> PARIS 51<sup>e</sup> PARIS 52<sup>e</sup> PARIS 53<sup>e</sup> PARIS 54<sup>e</sup> PARIS 55<sup>e</sup> PARIS 56<sup>e</sup> PARIS 57<sup>e</sup> PARIS 58<sup>e</sup> PARIS 59<sup>e</sup> PARIS 60<sup>e</sup> PARIS 61<sup>e</sup> PARIS 62<sup>e</sup> PARIS 63<sup>e</sup> PARIS 64<sup>e</sup> PARIS 65<sup>e</sup> PARIS 66<sup>e</sup> PARIS 67<sup>e</sup> PARIS 68<sup>e</sup> PARIS 69<sup>e</sup> PARIS 70<sup>e</sup> PARIS 71<sup>e</sup> PARIS 72<sup>e</sup> PARIS 73<sup>e</sup> PARIS 74<sup>e</sup> PARIS 75<sup>e</sup> PARIS 76<sup>e</sup> PARIS 77<sup>e</sup> PARIS 78<sup>e</sup> PARIS 79<sup>e</sup> PARIS 80<sup>e</sup> PARIS 81<sup>e</sup> PARIS 82<sup>e</sup> PARIS 83<sup>e</sup> PARIS 84<sup>e</sup> PARIS 85<sup>e</sup> PARIS 86<sup>e</sup> PARIS 87<sup>e</sup> PARIS 88<sup>e</sup> PARIS 89<sup>e</sup> PARIS 90<sup>e</sup> PARIS 91<sup>e</sup> PARIS 92<sup>e</sup> PARIS 93<sup>e</sup> PARIS 94<sup>e</sup> PARIS 95<sup>e</sup> PARIS 96<sup>e</sup> PARIS 97<sup>e</sup> PARIS 98<sup>e</sup> PARIS 99<sup>e</sup> PARIS 100<sup>e</sup>

un general textile (Agache-Wild)  
 refusent de discuter le plan

Deux... pendant  
 ... en effet  
 ... de l'année  
 ... le plan  
 ... de l'année  
 ... de l'année

• A Ford...  
 ... de l'année  
 ... de l'année  
 ... de l'année

républicain présent  
 sitions pour l'emp

Une...  
 ... de l'année  
 ... de l'année  
 ... de l'année

...  
 ... de l'année  
 ... de l'année  
 ... de l'année

CERTAINES LAMPES D'UNE  
 SONT RETIREES DU MIE



# Large.

Elle tient bien la route, la Ford Fiesta.  
 Traction avant à voie large (la plus large de sa catégorie), stabilité à toute épreuve: en Fiesta, vous êtes en sécurité.

# Courte.

3,56 m de long, la Ford Fiesta est la voiture idéale pour la ville.  
 Elle déboîte, se faufile et se gare partout (4,65 m de rayon de braquage).

# Sobre.

Économique à l'achat, garantie 1 an pièces et main-d'œuvre, économique à l'entretien (tous les 20.000 km seulement\*), la Ford Fiesta respecte votre budget: 5,6 litres d'ordinaire aux 100 à 90 km/h; 8,2 l à 120 km/h, 7,9 l en ville (normes UTAC, moteur basse compression).  
 Qui dit moins ?

5,6 l  
 Ordinaire

\*sauf lubrifiants et visites préventives tous les 10.000 km.



# Ford Fiesta 5 cv.

# 20.880F\*

La Ford Fiesta est aussi pratique et confortable: 3 portes, 4 places 1.205 dm<sup>3</sup> de volume utile, banquette arrière rabattue. La Ford Fiesta existe en 5 versions: Spéciale, L, S, Ghia, Fiesta Affaires, et 3 moteurs 5,6 ou 7 CV.

\*Prix clés en main Fiesta spéciale 5 CV, au 1/8/78 hors frais d'immatriculation et hors équipement conseillé: ceintures arrières à croquer: 300F.



# Venez l'essayer.

Votre Concessionnaire Ford vous offre le nettoyage intérieur de votre voiture.

**JUSQU'AU 30 NOVEMBRE**  
**UN ESSAI**  
**UN CADEAU**

J. WALTER THOMPSON

<p><b>COMPIÈGNE</b>                      GARAGE DE L'ÎLE-DE-FRANCE S.A.R.L.                      7 PLACE DE L'HÔPITAL, TEL. 440.21.07</p> <p><b>CREIL/NOGENT-SUR-OSNE</b>                      LES GARAGES BRIE ET PICARDIE S.A.                      AV. DE L'EUROPE, TEL. 425.75.05</p> <p><b>SEVRES</b>                      LES GARAGES BRIE ET PICARDIE S.A.                      17-19 AV. DE LA RÉPUBLIQUE, TEL. 453.01.38</p> <p><b>77</b>  <b>CHELLES</b>                      ETS M. DUBOS S.A.                      92-94 AV. DU MARÉCHAL-FOCH                      TEL. 957.35.58</p> <p><b>FONTAINEBLEAU</b>                      S.A. GARAGE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>                      9 RUE DE LA CHANCELLE                      TEL. 422.20.34</p> <p><b>MEAUX</b>                      LES GARAGES BRIE ET PICARDIE S.A.                      32 COURS RAOUULT, TEL. 434.07.51</p> <p><b>MELUN</b>                      ETS ROLLAND ET CIE S.A.                      GRAND GARAGE DE LA GARE                      44 AV. THIERS, TEL. 439.36.40</p> <p><b>PROVINS</b>                      GARAGE DU GRIFFON S.A.R.L.                      Mme A. BEGAT                      21 RUE EDMONT-NOCARD, TEL. 400.01.23</p> <p><b>VILLEPARISIS</b>                      LES GARAGES BRIE ET PICARDIE S.A.                      80 AV. E. WARLIN, TEL. 427.04.66</p>	<p><b>78</b>  <b>HOUILLLES</b>                      S.A. FARGES                      71 BD H. BARBUSSE, TEL. 914.46.27</p> <p><b>MAINTES</b>                      S.A. DU GRAND GARAGE                      DE CHANTERRE                      4 RUE DE CHANTERRE, TEL. 477.31.75</p> <p><b>RAMBOUILLET</b>                      GARAGE DE LA CLAUPIÈRE S.A., R.N. 306                      LA VILLENEUVE, TEL. 483.67.68</p> <p><b>SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE</b>                      G.A.D.                      108 RUE LÉON-DESOUYER, TEL. 973.37.70                      R.N. 13 CHAMBOURCY, TEL. 965.50.00</p> <p><b>TRAPPES</b>                      ETS POUILLAT                      R.N. 12, TEL. 051.61.71</p> <p><b>VERSAILLES</b>                      ETS POUILLAT                      6 PLACE DE LA LOI, TEL. 954.03.38</p> <p><b>91</b>  <b>ÉTAMPES</b>                      ETS GÉRARD MAGOT                      148-150 RUE ST-JACQUES, TEL. 494.00.71</p> <p><b>MORANGIS</b>                      ORLY AUTOMOBILES S.A.                      Z.I. NORD CD 118, TEL. 909.08.97</p> <p><b>ORSAY-MONDETOUR</b>                      S.A. GARAGE DU ROND-POINT, R.N. 446                      TEL. 907.25.52</p>	<p><b>92</b>  <b>BOULOGNE-BILLANCOURT</b>                      D.A.B.                      54 ROUTE DE LA REINE, TEL. 603.84.40</p> <p><b>MONTROUGE</b>                      S.D.A.                      61 AV. A.-BRIAND, TEL. 253.16.40</p> <p><b>MAINTENAY</b>                      GARAGE ET ATELIER J.J. PRIOD                      52-58 AV. DE L'ÉVÊQUE, TEL. 304.62.26</p> <p><b>PUTEAUX</b>                      S.A.R.L. BEHRA AUTOMOBILES                      17-19 RUE E.-EICHENBERGER                      TEL. 506.60.08</p> <p><b>93</b>  <b>AULNAY-SOUS-BOIS</b>                      ETS A. BOCQUET S.A.                      37 RUE A.-FRANCE, TEL. 929.47.33</p> <p><b>BONDY</b>                      GREUET S.A.                      176-180 AV. GALLIENI, TEL. 947.16.59</p> <p><b>DRANCY</b>                      ETS BOCQUET S.A.                      88 AV. J.-JAURES - TEL. 284.13.05</p> <p><b>ST-DENIS</b>                      ETS A.-BOCQUET S.A.                      13 BIS BD CARNOT, TEL. 752.63.05</p> <p><b>SAINTE-OUEN</b>                      ETS A. BOCQUET S.A.                      46-53 AV. MICHELET, TEL. 822.20.95</p>	<p><b>94</b>  <b>SAINTE-MAUR</b>                      GARAGE A. PINAULT S.A.                      9-11 BD MAURICE GERTIAUX                      TEL. 283.64.41</p> <p><b>VILLEJUIF</b>                      S&amp;I S.A.                      42 BD MAXIME-GORKI, TEL. 726.14.06</p> <p><b>VINCENNES</b>                      DESHAYES ET FILS S.A.                      220-234 RUE DE FONTENAY                      TEL. 374.97.40</p> <p><b>95</b>  <b>ARGENTEUIL</b>                      GARAGE DES GRANDES-FONTAINES S.A.                      69 RUE ALFRED-LAEPFERRE                      TEL. 967.63.32</p> <p><b>L'ISLE-ADAM</b>                      GRAND GARAGE SAINT-LAZARE                      ETS HAVILLER S.A.                      59 BIS RUE ST-LAZARE, TEL. 469.00.91</p> <p><b>PONTAISE</b>                      GARAGE MARZET S.A.                      87 RUE P.-BUTIN, TEL. 464.17.22</p> <p><b>SARCELLES</b>                      GARAGE BELLEVEUE                      28-30 ROUTE DE GARGES, TEL. 419.12.55</p>
---	---	--	---



Légendaire robustesse et sécurité.

# ÉTRANGER

## Les syndicats italiens souhaitent une auto-limitation du droit de grève

De notre correspondant

Rome. — Les syndicats italiens (neuf millions d'adhérents) ont lancé un grand débat « à la base » sur la question du droit de grève, souhaitant une véritable auto-discipline des travailleurs dans ce domaine.

Ce débat sans précédent en Italie a été annoncé par M. Agostino Mariani, secrétaire général adjoint de la puissante centrale ouvrière pro-communiste C.G.I.L. qui compte quatre millions trois cent mille inscrits. Il s'agit d'assemblées unitaires organisées par les fédérations C.G.I.L., C.I.S.I.L. (d'origine chrétienne) et U.I.L. (socialiste), assemblées essentiellement du secteur public.

Les syndicats italiens estiment qu'aujourd'hui, que les services essentiels doivent être assurés sans faille et reconnaître aisément que la grève est une arme qui a perdu de son efficacité en Italie, où elle a été trop utilisée ces dernières années. En 1974, le nombre d'heures de grève avait chuté de 55 %, mais s'élevait encore à cinquante-cinq millions.

M. Mariani a encore expliqué que le mouvement ouvrier italien était « mûr » et conscient de la nécessité de limiter le recours à la grève. Mais

il a affirmé que la grève est un « droit imprescriptible des travailleurs ». C'est pourquoi les centrales C.G.I.L., C.I.S.I.L. et U.I.L. sont hostiles à une « intervention législative limitant le droit de grève », préférant une auto-discipline syndicale.

La question du droit de grève en Italie a déjà été évoquée par les dirigeants syndicaux. M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., l'homme de la « scolarité » du virage — syndicale, s'est notamment prononcé en faveur d'une discipline rigoureuse librement acceptée par les travailleurs. Les grandes centrales veulent donc faire prendre conscience aux Italiens des dangers de la grève utilisée sans discernement.

Ce choix présente un risque : les syndicats autonomes, bien implantés dans les chemins de fer, les douanes ou l'aviation civile, multiplient les grèves éphémères pour des augmentations de salaires. Ne risquent-ils pas d'attirer à eux la clientèle des grandes centrales, qui jettent soudain trop moût leurs combattives fédérations C.G.I.L., C.I.S.I.L. et U.I.L. des années 70 ?

(Interim.)

## LA CHINE AURAIT PROPOSÉ AU JAPON DE DOUBLER LES ÉCHANGES ENTRE LES DEUX PAYS

La Chine a proposé au Japon de porter le commerce entre les deux pays à 40 milliards de dollars pendant les huit prochaines années, soit le double de ce qui était prévu dans le traité de commerce bilatéral signé en février dernier (1), annonce le quotidien japonais *Asahi Shimbun* citant des sources gouvernementales.

Selon le quotidien, cette proposition chinoise sera discutée à la mi-septembre lors de la visite à Pékin du ministre japonais du Commerce international et de l'Industrie et un projet d'accord serait élaboré l'occasion de la visite prévue de M. Teng Hsiang-ping à Tokyo, pour l'échange des

instruments de ratification du traité de paix et d'amitié signé le 12 août dernier.

Les besoins technologiques de la Chine pour réaliser un important programme de développement et l'accroissement de sa production pétrolière expliquent, selon le quotidien, cette démarche de Pékin. Ainsi la Chine porterait de 30 à 50 millions de tonnes ses exportations de pétrole entre 1983 et 1985 tandis qu'elle importerait des usines (notamment pour la production d'énergie) et du matériel de forage.

(1) Voir Le Monde des 12 octobre et 4 décembre 1977, 10 février, 16 et 28 mars 1978.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. --	Rep. + ou Dép. --	Rep. + ou Dép. --	Rep. + ou Dép. --	Rep. + ou Dép. --	Rep. + ou Dép. --
\$ E.-U. ...	4,3450	4,3500	- 00	- 48	- 136	- 105	- 325	- 280
\$ Can. ...	3,7700	3,7675	- 70	- 30	- 140	- 100	- 330	- 255
Yen (100) ...	2,2150	2,2250	+ 39	+ 129	+ 133	+ 293	+ 523	+ 535
D.M. ...	2,1900	2,1950	+ 55	+ 90	+ 130	+ 109	+ 433	+ 490
Florin ...	2,6200	2,6250	+ 15	+ 45	+ 125	+ 85	+ 195	+ 195
F.B. (100) ...	12,0700	12,0750	+ 20	+ 50	+ 120	+ 90	+ 310	+ 310
F.S. ...	2,6900	2,6750	+ 125	+ 155	+ 260	+ 305	+ 850	+ 925
L. (1 000) ...	3,2900	3,2150	- 365	- 310	- 745	- 660	- 1885	- 1738
S. ...	8,4400	8,4550	- 390	- 320	- 615	- 315	- 1055	- 1045

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/14	3/5/9	3/14	3/5/9	3/14	3/5/9	3/6/16	3/15/19
\$ E.-U. ...	2/3/4	2/3/4	9/7/16	9/11/16	8/3/4	9/1/8	9/1/19	9/7/19
Fr. S. ...	4/7/8	4/7/8	4/9/16	4/15/16	5/2/8	5/9/16	5/7/8	5/7/8
F.B. (100) ...	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
F.S. ...	1/8	1/8	1/4	1/8	3/8	3/4	1/2	1/2
L. (1 000) ...	18/14	18/14	18/14	18/14	18/14	18/14	18/14	18/14
F. ...	8/14	8/14	11/12	11/12	11/12	11/12	11/12	11/12
Fr. franc. ...	7/8	7/8	7/15/19	9/7/16	8/9/10	9/1/16	1/4	9/3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de séance par une grande banque de la place.

## RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE APPEL D'OFFRES

Le ministre du pétrole et des ressources minières demande aux sociétés internationales et aux sociétés nationales spécialisées dans le raffinage du pétrole et les aspects économiques de lui soumettre des offres pour les types de travaux suivants :

1° Etude analytique de la situation des deux raffineries de Homs et de Banias, au point de vue des procédés adoptés par chaque raffinerie et de la rentabilité de type de procédé choisi.

2° Suggestion de moyens « améliorer l'économie de chaque raffinerie en transformant les procédés en ajoutant de nouveaux procédés ou bien en adoptant de nouvelles conceptions de raffineries.

3° Sur la base de ce qui précède, il est demandé aux soumissionnaires de soumettre une étude du mélange de pétroles bruts le plus économique, à partir des pétroles bruts sur lesquels les deux raffineries sont conçues pour travailler ou de tout autre mélange de pétroles bruts sur lesquels elles peuvent travailler. Cette étude doit tenir compte des prix locaux et internationaux des pétroles bruts, ainsi que des besoins du marché local, qui doivent être convertis par ces procédés.

Il doit s'agir d'une étude comparative, prenant pour point de départ la conception d'origine des deux raffineries, évaluant l'investissement en pétrole brut et le rendement estimé en produits, puis prenant différentes hypothèses d'approvisionnement, les évaluant, estimant le rendement en produits, etc. Le nombre d'hypothèses d'approvisionnement sera suggéré par le soumissionnaire après avoir étudié la situation actuelle des deux raffineries et déclaré par le propriétaire (ministère du pétrole et des ressources minières).

Les informations nécessaires à cette étude peuvent être obtenues auprès du bureau du vice-ministre pour les affaires pétrolières au ministère du pétrole et des ressources minières.

Les conditions suivantes doivent être prises en considération :

1° Assurance préliminaire : 3 % (cinq pour cent de la valeur totale de l'offre).

2° Assurance définitive : 10 % (dix pour cent de la valeur totale de l'offre).

3° Le temps passé pour l'achèvement de l'étude sera pris en considération et une pénalité de 1/1000 (un sur mille) sera infligée au titulaire du contrat pour chaque jour de retard, sans toutefois que cela puisse excéder 50 % de la valeur du contrat.

4° Le dernier jour pour la soumission des offres est le jeudi 19 octobre 1978, à 14 heures. Il ne sera tenu compte d'aucune offre parvenue après ce délai.

5° Le délai de validité de l'offre est de quatre-vingt-dix jours après la date de clôture. Après la date d'expiration, l'offre est considérée comme prolongée pendant quatre-vingt-dix jours supplémentaires et les soumissionnaires n'ont pas sollicité son retrait.

6° Un premier versement égal à 15 % (quinze pour cent) de la valeur totale du contrat sera payé au titulaire du contrat dans les 30 jours de l'entrée en vigueur de celui-ci, contre une garantie bancaire émise par la Banque commerciale de Syrie et relevant à ladite valeur de 15 %.

7° Les soumissionnaires locaux sont tenus de faire certifier qu'ils sont les représentants officiels des sociétés qu'ils représentent et enregistrés au ministère du Commerce.

8° Les prix offerts seront considérés comme définitifs et tout rabais ultérieur ne sera pas accepté.

Le ministre du pétrole et des ressources minières, Issa DARWISH.

# AFFAIRES

## Citroën livra 400 000 transmissions à Chrysler pour 1 milliard de francs indique M. Jean-Paul Parayre

Dans la conférence de presse qu'il a tenue jeudi 31 août à Paris, (Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), M. Jean-Paul Parayre, président du directoire P.S.A. Peugeot-Citroën, a révélé peu de choses que l'on ne savait déjà sur les accords signés le 10 août dernier avec Chrysler Corporation. Il a pourtant indiqué que Citroën venait de passer un contrat avec la firme américaine d'un montant de 1 milliard de francs et portant sur la fourniture par la marque du quai de Javel de quatre cent mille transmissions au nouveau partenaire d'outre-Atlantique.

En fait, M. Parayre s'est surtout attaché, jeudi, à rassurer d'abord ceux qui s'inquiètent en France et Grande-Bretagne des retombées que pourraient avoir l'accord P.S.A.-Chrysler sur l'emploi (« l'éclaircissement du groupe favorise la sécurité de

l'emploi ») ; ensuite, il a répondu aux questions que l'on pouvait se poser sur l'avenir des modèles offerts au public (« aucun modèle ne sera retiré des gammes actuelles de voitures fabriquées par les marques concernées, car la production de ces modèles doit répondre à tous les besoins de la clientèle »).

Le patron de Peugeot n'a pas convaincu les syndicats C.G.T. des trois firmes concernées, qui, dans un communiqué, affirment que « la question de l'emploi est toujours posée ».

Tantôt souriant tantôt tranchant, M. Parayre est apparu, jeudi, comme un homme fort à l'aise sur de lui et confiant dans une entreprise qui fait du groupe P.S.A. Peugeot-Citroën-Chrysler Europe, le quatrième constructeur mondial d'automobiles et le tout premier constructeur européen.

## Un jeune « lion » bien sage

L'œil brun et pétillant, le silhouette mince, le sourire chaleureux sont ceux d'un très jeune homme. Le costume droit impeccable, le raie bien tracée, la ponctuation, ceux d'un élève ourdou, habitué à parler d'égal à égal à des gens beaucoup plus âgés. Devenu à quarante et un ans à peine le plus important patronage de l'industrie automobile européenne, M. Jean-Paul Parayre est sûr et certain un jeune « lion », mais un lion bien sage en vérité. Son ascension fulgurante au sein d'abord de l'administration puis de l'octogonaire firme de Sochaux tient de l'exploit. Elle s'est pourtant faite sans tapage, sans éclat, presque sans grincements de dents.

du rapprochement de Peugeot-Citroën, dont il est l'un des principaux acteurs. Cette occasion permet à la direction de Peugeot d'apprécier toutes les qualités de ce jeune directeur. En avril 1974, un mois avant l'amorce officielle du rapprochement et six mois plus tard, après un bref passage au sein de la banque Vernes et commerciale de Paris, il entra chez Peugeot à la direction des participations industrielles des automobiles Peugeot. Rapidement rattaché à la direction générale, il devient directeur de la division automobile de P.S.A. Peugeot-Citroën, avant d'être nommé, en mars 1977, membre du directoire et, deux mois plus tard, président du directoire de la holding. Coup d'éclat au sein de la firme de Sochaux, accoutumée aux carrières progressives et régulières et dont l'organisation quasi-millitaire permet toute promotion aussi fulgurante.

Fils d'un ingénieur général de la marine, il est né le 6 juillet 1937 à Lorient. A vingt ans, il entre à l'École polytechnique, à vingt-cinq il sort ingénieur de l'École nationale des ponts et chaussées, à vingt-huit il est chef de l'agence du Sud-Est du service études des autoroutes. Sa carrière dans le hauts administratifs débute réellement en juin 1967 lorsqu'il est appelé comme conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chirac, alors secrétaire d'Etat aux affaires sociales. Il suit celui-ci au ministère de l'économie et des finances avant de devenir en juillet 1969 conseiller technique au cabinet de M. François-Xavier Ortoli, ministre du développement industriel et scientifique. Un an et demi plus tard, il est placé par celui-ci à la tête d'une des plus importantes directions techniques de ce ministère : la DIMME (direction de la construction mécanique et électrique et de l'électrotronique).

A ce poste, intéressé de près à l'automobile puisqu'il est directeur de la recherche et développement, les négociations en vue

de l'accord avec la Société Jony et accord avec la Société Jony et accord avec la Société Jony d'Espéranay, spécialisée dans l'industrie de l'alimentation piscicole. Dans cette nouvelle société, M. Jacques Jony conserve une participation minoritaire, tandis que Sanders et la Française des Pétroles S.F. se partagent à parts égales le reste du capital. Toutes les fabrications d'aliments piscicoles de Jony et de Sanders seront regroupées à Espéranay. Ce rapprochement fait de la Société Jony un des trois principaux producteurs d'aliments pour poissons en France, avec une vente de plus de 11 000 tonnes pour un marché d'environ 30 000 tonnes. L'activité d'aliments pour le bétail de la Société Jony sera reprise par les concessionnaires Sanders de la région champenoise.

VERONIQUE MAURUS.

# ÉNERGIE

## La nouvelle politique pétrolière suscite de vives inquiétudes

L'Union des cadres et techniciens du pétrole (U.C.T.), syndicat majoritaire parmi les cadres de l'industrie pétrolière, manifeste « sa stupéfaction et son inquiétude » devant la nouvelle politique pétrolière décidée par le gouvernement. Celle-ci devrait se traduire, selon l'U.C.T., par une « aggravation de la perte d'exploitation du raffinage français ». « Tout un secteur industriel d'importance stratégique risque de se trouver abandonné demain à la concurrence mondiale (...).

libéralisation des prix des produits pétroliers devant s'assurer d'une libéralisation des rabais autorisés notre profession se trouverait quasiment condamnée. »

« Si le gouvernement ne tenait pas compte de nos observations, a précisé M. Thomas, nous envisagerions la mise à pied de tous les employés des stations-service, ce qui représenterait environ cent cinquante mille salariés. Cette mesure extrême serait évidemment dramatique, mais elle serait sans doute moins impopulaire dans l'opinion publique qu'une fermeture de nos pompes. »

Les responsables de la chambre syndicale des concessionnaires et réparateurs d'automobiles (C.S.N.C.R.A.) ont demandé audience à M. Morin. « Nous nous opposerons à une libération des rabais qui aggraverait la concurrence déloyale dont souffrent déjà les détaillants », a déclaré, le 31 août à Lyon, M. Yves Thomas, président départemental de la C.S.N.C.R.A. « Dans la situation actuelle, nous sommes déjà considérablement lésés. Si la

« Du pétrole au Yémen du Nord... D'importants gisements de pétrole ont été découverts en République arabe du Yémen (Nord). Les opérations d'extraction ont déjà commencé dans la région d'Al-Saïfien, dans le centre du pays, a révélé M. Ahmed Rouelini, ministre nord-yéménite de l'information, dans une déclaration publiée le 31 août par le quotidien Al-Biad.

## PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

## SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES RÉGION HAUTE-NORMANDIE

Avis d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'ouvrage de construction de l'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Service National (Centre d'Équipement du Réseau de Transport) du poste de transformation à 400/225 kV ROUEN-Nord sur les communes de GOUTTEVILLE et BERTHOMONT.

Conformément à l'arrêté de M. le Préfet de la Seine-Maritime en date du 11 août 1978, il sera procédé conjointement sur le territoire des communes de GOUTTEVILLE et BERTHOMONT :

— A une enquête sur l'utilité publique du projet de construction du poste à 400/225 kV ROUEN-Nord par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, Service National (Centre d'Équipement du Réseau de Transport) ;

— Une enquête préalable en vue de déterminer exactement les terrains à acquérir pour permettre la réalisation du projet.

M. COLLOTTE, demeurant 12, rue des Foudas-Thélal à MONT-SAINT-AIGNAN, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour ces deux enquêtes.

## ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

A. - Dispositions générales

Les pièces du dossier relatif à l'enquête d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Mairie de GOUTTEVILLE ainsi qu'à la Mairie de BERTHOMONT pendant dix-sept jours consécutifs à partir du 13 septembre 1978 au 30 septembre 1978 inclus, que chacun puisse en prendre connaissance, de 14 h. à 16 h. (sauf dimanches et jours fériés) et copier, éventuellement, ses observations sur le registre ou les adresses par écrit au commissaire-enquêteur.

Pendant les trois derniers jours, les 27, 28 et 29 septembre 1978 de 14 h. à 16 h., le commissaire-enquêteur recevra en personne à la Mairie de GOUTTEVILLE les observations du public.

Une copie des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée dans les Mairies de GOUTTEVILLE et BERTHOMONT, ainsi qu'à la Sous-Préfecture de DIEPPE, pour être communiquée à toute personne physique ou morale concernée qui le demanderait à la Préfecture de ROUEN.

## E. - ETUDE D'IMPACT

Conformément aux dispositions du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, il a été procédé à une étude d'impact qui pourra être consultée aux lieux, dates et heures ci-dessus mentionnées pour les enquêtes, ainsi qu'à la Préfecture de ROUEN, à la Sous-Préfecture de DIEPPE et au Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines de HAUTE-NORMANDIE.

## ENQUÊTE PARCELLAIRE

Les pièces du dossier relatif à l'enquête parcellaire ainsi qu'un registre d'enquête seront également déposés à la Mairie de GOUTTEVILLE et à la Mairie de BERTHOMONT aux jours et heures sus-indiqués.

Les observations sur les limites des biens à exproprier seront consignées par les intéressés sur le registre principal d'enquête parcellaire à la Mairie de GOUTTEVILLE ou sur le registre subsidiaire ouvert dans la commune de BERTHOMONT ou adressées au Maire de l'une ou l'autre de ces communes pour être jointes au registre.

## AVIS

En exécution des articles L. 13-2 et R. 13-15 du Code de l'Expropriation, le public est informé que :

« Les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenus de se faire connaître à l'expropriant dans un délai de huit jours, à défaut de quoi elles seront en vertu des dispositions de l'article R. 13-15 du Code de l'Expropriation, déchues de tous droits à l'indemnité. »

Ces personnes sont, en conséquence, appelées à justifier de leurs droits auprès d'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, Service du Transport, subdivision juridique, 22 et 30, avenue de Wagram, 75006 PARIS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
Sicav Intersélection France

**Payez moins d'impôts en achetant des actions INTERSELECTION FRANCE**

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 1978, Intersélection France vous permet de bénéficier des nouveaux avantages fiscaux prévus par la loi du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises.

Son portefeuille comporte en effet désormais plus de 80 % d'actions françaises.

Vous pouvez donc déduire de votre revenu imposable les sommes nouvelles investies en actions Intersélection France, jusqu'à 5 000 F ou plus si vous avez des enfants à charge (500 F pour chacun des deux premiers et 1 000 F à partir du troisième).

Pour en savoir davantage, consultez "SERVICE 5000" à votre disposition dans tous les guichets de la Société Générale.

1978

LES MARCHÉS FINANCIERS

elle politique de vives inquiétudes

elle politique de vives inquiétudes... L'INDUSTRIE ET DES EN HAUTE-NORMANDE

ETE D'UTILITE PUBLIQUE... AVIS... SOCIÉTÉS DES SOCIÉTÉS

AVIS... SOCIÉTÉS DES SOCIÉTÉS... SOCIÉTÉ GENERALE... SOCIÉTÉ GENERALE

PARIS 31 AOUT

Calmé mais plus résistante... Assez lourde vingt-quatre heures auparavant, la tendance est redevenue faiblement résistante à la Bourse de Paris et ce, malgré la relative maîtrise des échanges.

LONDRES

Peu d'activités, mais assés peu de ventes des cours vendant matin à London Stock Exchange...

NEW-YORK

Après une modeste reprise, les cours ont de nouveau reculé jeudi à Wall Street. Mais cette fois, l'indicateur des industriels s'est établi nettement au-dessous de son niveau précédent...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MITSUBISHI HEAVY INDUSTRIES... Pour préparer la construction d'un pont sur le pont de la construction japonaise...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns for indices: Cote 30, Cote 100, Cote 1000, etc.

VALEURS

Main table of stock values with columns for Valeurs, Cours, Dernier, etc. Includes sections for Valeurs, Valeurs, Valeurs, Valeurs.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data with columns for Valeurs, Précéd., Dernier, etc.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for Valeurs, Précéd., Dernier, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data with columns for Valeurs, Précéd., Dernier, etc.

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IREES
- PARTICIPATION : « Impératif social, nécessité économique », par Philippe Luc-Verbon ; « Le travailleur », par Gabriel Matzeff.
- 3. ETRANGER
- 4. PROCHE-ORIENT
- AMERICAINES
- ASIE
- 5. EUROPE
- DIPLOMATIE
- 6. POLITIQUE
- DEFENSE
- 7. SOCIÉTÉ
- RELIGION
- 8. EDUCATION

**LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME**  
PAGES 9 A 11

— Le bénévolat : About ce qui est le développement, qu'est-ce que c'est ?

— Etats de la table.

— Hippisme.

— Jeux : échecs, bridge, dames, grilles du week-end.

- 12 à 14. CULTURE
- 17. EQUIPEMENT
- 17. SPORTS
- 18 et 20. ECONOMIE

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (15)  
FEUILLETON : Adieu Callisto (3).

Annexes classées (16) :  
Aujourd'hui (17) ; L'été (18) ;  
« Journal officiel » (19) ; Loto (20) ;  
Météorologie (21) ; Mots croisés (22) ; Bourse (23).

**Selon l'hebdomadaire « Le Monde »**

**MONTEDISON POURRAIT FAIRE APPEL A DES CAPITALEUX ARABES**

Après Fiat, la Montedison, deuxième groupe privé italien, va-t-elle devoir faire appel à son tour à des capitaux arabes pour sortir de ses difficultés ? D'après l'hebdomadaire *« Le Monde »*, un groupe financier international représentant les intérêts de pays arabes exportateurs de pétrole, s'approprierait à investir dans le numéro un de la chimie italienne 50 milliards de lire (381 millions de francs) dont 35 milliards (183 millions de francs) pour acquérir 10 % de son capital. L'hebdomadaire précise qu'une banque saoudienne négocie cette prise de participation avec la Mediobanca, établissement de crédit contrôlé par l'Etat italien, qui est membre des syndicats des actionnaires de la Montedison.

L'accord en discussion comporterait des clauses précises sur les achats de pétrole brut par Montedison et sur les ventes de l'entreprise dans certains pays arabes. Au siège milanais de la Montedison, on se refuse à démentir ou à confirmer cette information. A la Bourse de Milan, où la rumeur de cette prise de participation circule depuis plusieurs jours, le cours de l'action Montedison a monté de plus de 10 % en quarante-huit heures.

**LE MEURTRE D'UN JEUNE CAMBRIOLEUR EST REMIS EN LIBERTÉ**

M. Marcel Etoileux, l'ingénieur chimiste qui, dans la nuit du 30 au 31 août, a été d'une belle en plein cœur un jeune cambrioleur, M. Olivier Quinquetton, vingt-trois ans, à Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne (le Monde du 31 août), a été remis en liberté, jeudi 31 août, sur instruction du parquet d'Evry. Aucune information n'a été ouverte pour l'instant. Les trois complices du jeune cambrioleur ont été, le même jour, inculpés de vol et remis en liberté.

● Les procès de la Sonacotra. — Le tribunal de Fontainebleau (Val-d'Oise) s'est déclaré, mercredi 30 août, incompetent pour statuer sur l'action en référé engagée par la Sonacotra contre huit résidents du foyer de Sannois dont elle réclamait l'expulsion. D'autre part, selon la C.F.D.T., six résidents du foyer ADEF de Fontainebleau doivent comparaître devant le tribunal le 6 septembre prochain.

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> septembre 1978 a été tiré à 534 362 exemplaires.

A B C D E F G

## Recevant les membres du corps diplomatique

**Nous voulons continuer à donner au monde une énergie spirituelle nouvelle une espérance ferme déclare le pape**

De notre envoyé spécial

Rome. — Jean Paul II a reçu les membres du corps diplomatique accrédités auprès du Saint-Siège le 31 août, dans la salle du consistoire du palais apostolique. Parlant en français, le pape a rappelé l'œuvre de Paul VI dans le domaine des relations diplomatiques. Puis il a défini le rôle de la diplomatie vaticane.

« Nous n'avons évidemment aucun bien temporel à échanger, et il est, nous le savons, économiquement dans les affaires purement temporelles, techniques et politiques qui relèvent de nos gouvernements. »

Quant aux nonces, « bien loin d'être une survivance du passé, à l'instar de Paul VI, ils témoignent à la fois de notre respect pour le pouvoir temporel légitime et de l'intérêt très vif porté aux causes humaines que ce pouvoir est destiné à promouvoir (...). Mais notre action au service de la communauté internationale se situe aussi — et nous dirions surtout — à un autre plan qu'on pourrait qualifier plus spirituellement de pastoral et qui est propre à l'Eglise. »

« Il s'agit de contribuer, par les documents et engagements du Siège apostolique et de nos collaborateurs dans toute l'Eglise, à déléguer, à former les consciences des chrétiens d'abord, mais aussi des hommes de bonne volonté et de tous les hommes de bonne opinion publique — sur les principes fondamentaux qui garantissent une véritable civilisation et une réelle fraternité entre les peuples : respect du prochain, de sa vie, de sa dignité, souci de son progrès spirituel et social, paix et volonté de réconciliation dans l'édification et l'entretien de la paix. »

« Vos pays, a conclu le pape, cherchent à construire une civilisation moderne avec des efforts incessants et généreux qui ont toute notre sympathie et nos encouragements, tant qu'ils se conforment aux lois morales inscrites par le créateur dans le cœur humain. Or, cette civilisation n'a-t-elle pas besoin d'une énergie spirituelle nouvelle, d'une espérance ferme ? Voilà ce que, avec toute l'Eglise et le suite de notre prédécesseur, nous voulons contribuer à donner au monde. Certes, nous sommes bien petits et bien faibles pour cela. Mais nous avons pour nous l'aide de Dieu. Le Saint-Siège s'y emploiera de toutes ses forces. » — A. W.

## LA « GRÈVE DU ZÈLE » DES AIGUILLEURS DU CIEL

**Le ministre des transports veut négocier avec les contrôleurs aériens « sur des bases solides »**

M. Jean Le Theule, ministre des transports, a confirmé, le 31 août, qu'il n'était « pas hostile à une reprise des négociations » avec les contrôleurs aériens des lignes que ceux-ci se seront remis « normalement » au travail. Le ministre des transports, qui s'est déclaré « très étonné », a indiqué qu'il entendait discuter avec les aiguilleurs du ciel « sur des bases solides ». Il a rejeté l'idée de bons offices, récemment lancée par le syndicat national des pilotes de ligne.

Sur 940 vols programmés à Only et à Roissy, 128 ont été annulés, le 31 août, un des jours de la rentrée des vacances les plus chargés. Les retards au départ et à l'arrivée des deux aéroports parisiens n'ont pas excédé une heure. La situation s'améliore à Londres et à Palma-de-Majorque, qui ont pu résorber les embouteillages de ces derniers jours.

Les organisations de voyageurs estiment qu'environ 10 % de leurs clients ont souffert, plus ou moins directement, de la grève des aiguilleurs du ciel. Les frais supplémentaires supportés par les agences de voyages (restauration, hébergement, animation, transports de remplacement) pour résidents aériens, pour la période du 15 juillet à la mi-septembre, 5 millions de francs. « Aussi, sommes-nous toujours fermement décidé à engager une action légale contre les pouvoirs publics, ce qui permettra de déterminer les responsabilités », a indiqué M. François Binet, président d'AirTourisme.

Depuis la fin du mois de juillet, les grèves successives des aiguilleurs du ciel ont « coûté » plus de 33 millions de francs aux trois compagnies françaises (10 millions à UTA et 10 millions à Air Inter.

## APRÈS LE MEURTRE D'UN TOURISTE ALLEMAND PAR UN DÉSERTEUR EN CORSE

**« Légion assassini »**

De notre correspondant

Bastia. — « Légion assassini. » Deux simples mots qu'il est inutile de traduire en gros caractères d'affiche : c'est le tract largement diffusé dans les rues de Bastia, mercredi 30 août au soir. La « cavale » engagée du légionnaire Léon Lando vient de poser à nouveau le problème de la légion en Corse. D'autres réactions ont suivi. En Balagne, de nombreuses inscriptions hostiles ont fleuri sur les murs et les routes, cependant que les déclarations des partis politiques se multipliaient.

Les sections de Cavé et Il-Roussu du parti socialiste ont réaffirmé « la position constante de leur parti, réclamant la dissolution pure et simple de la légion étrangère, moyen représentatif de colonisation entre les mains du pouvoir central dans un pays qui se veut et se prépare à devenir démocratique et pacifique ». Dans un communiqué commun, les deux fédérations départementales du parti communiste déclarent notamment : « Le parti communiste n'a jamais dévié de la défense de la légion. Il n'intend pas faire ce genre de cadeau à d'autres régions. Le parti communiste demande depuis toujours la dissolution pure et simple de la légion étrangère. C'est aussi maintenant l'urgence de l'immense majorité de la Corse. » Le comité anti-répatriation envisage pour sa part, dans un proche avenir, « une action pour protester contre la présence de ce corps indésirable ».

Pour l'instant, la population est sur ses gardes. Certains habitants n'ont pas hésité à s'armer et à assurer des tours de garde la nuit venue. — T. G.

## PARENTS D'ÉLÈVES

Une année scolaire se prépare avant la rentrée

**RÉVISIONS** 6<sup>e</sup> à Terminales  
5 au 13 septembre  
MATHÉMATIQUE — PHYSIQUE  
centre pédagogique privé  
(6<sup>e</sup>) 325-66-50; (8<sup>e</sup>) 293-68-68; (16<sup>e</sup>) 504-11-11.

**MATH - SECOURS**

## APRÈS LA STAGNATION DU PREMIER TRIMESTRE

**Le pouvoir d'achat ouvrier a fortement augmenté au deuxième trimestre : 2,45 %**

Le pouvoir d'achat des ouvriers français, qui avait pratiquement stagné au premier trimestre (le Monde du 30 mai), a brusquement progressé au deuxième, faisant beaucoup mieux que rattraper le temps perdu. Pour l'ensemble du premier semestre, l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier a été d'environ 2,45 % (2,35 % pour le salaire horaire et 0,30 % de durée de travail supplémentaire). L'an passé, à pareille époque, la progression du pouvoir d'achat du salaire horaire n'avait été que de 0,45 %.

« Ce résultat, qui contredit les pronostics pessimistes faits au printemps par les services officiels aussi bien que par les syndicats, reflète la forte poussée des salaires horaires nominaux d'avril à juin. Ils ont augmenté en trois mois, selon la statistique périodique du ministère du travail, de 5 %, contre 2,2 % au premier trimestre et 3,3 % d'avril à juin 1977. De sorte que, malgré la hausse rapide des prix consécutive aux élections (2,6 % en trois mois), le progrès en pouvoir d'achat a été important. Il faut remonter quatre ans en arrière (deuxième trimestre 1977) pour trouver une hausse dépassant 5 %.

Cette accélération traduit, semble-t-il, trois phénomènes conjugués : un certain retard dans les négociations collectives pris au premier trimestre à l'égard de l'attente du résultat des élections ; un rattrapage important après le scrutin, de nombreux chefs d'entreprise — soulagés par la défaite de la gauche — montrant moins réticents pour signer des accords substantiels ; enfin et peut-être surtout les deux redevances du SMIC intervenus au cours du trimestre (1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> juillet), ce qui est une coïncidence assez exceptionnelle.

L'évolution du deuxième trimestre porte à 2,45 % la hausse du pouvoir d'achat horaire moyen et, compte tenu de la réduction de la durée du travail par rapport à juillet 1977 (-0,4 %), à 12,4 % la hausse du salaire men-

## A Sarcelles

**UN HYPERMARCHÉ RALLYE S'INSTALLE DANS LE CENTRE COMMERCIAL DES FLANADES**

Un hypermarché Rallye de 10 000 mètres carrés de surface de vente ouvra ses portes en février 1978 au centre commercial des Flanades à Sarcelles (Val-d'Oise), dans les locaux laissés vacants, en 1972, par la fermeture du Bon Marché. Une promesse de bail vient en effet d'être signée entre le groupe Rallye et la CIERP (Compagnie immobilière de la région parisienne), filiale de la Caisse des dépôts, propriétaire du centre commercial. Le magasin fonctionnera sur deux niveaux, desservis chacun par un parking de place-pied, tandis qu'une retourne des étals du centre, comportant notamment une zone pâtisseries, sera entreprise par le promoteur en liaison avec la ville de Sarcelles.

L'accord qui vient d'être signé est une tentative pour revitaliser ce centre commercial qui a connu bien des déboires depuis son ouverture en 1972. Outre la fermeture de nombreux magasins, le centre a été, en 1977, le théâtre d'un scandale financier à la suite d'une escroquerie commise aux dépens de la Caisse des dépôts (« le Monde » des 8, 9, 15 et 17-18 avril 1977).

Le groupe Rallye, créé par plusieurs familles de commerçants indépendants, exploite dix hypermarchés (et bientôt un onzième, à Marilly), qui ont réalisé, en 1977, un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, ainsi qu'une petite chaîne de supermarchés (3 unités dans le Finistère).

## Après sa nouvelle hausse

**LE POUVOIR D'ACHAT DU SMIC S'EST ACCRU DE 5,67 % EN UN AN**

Le Journal officiel du 1<sup>er</sup> septembre publie l'arrêté fixant le salaire minimum de croissance (SMIC) à 11,07 F, soit une augmentation de 2 % par rapport au taux horaire établi le 1<sup>er</sup> juillet dernier, à 10,86 F. Le salaire mensuel minimum passe ainsi de 1 887,90 F à 1 926,85 F, pour une durée de travail de quarante heures par semaine.

En un an, le SMIC a augmenté de 15,5 %. Compte tenu de la progression des prix (+ 9,3 %), son pouvoir d'achat s'est accru de 5,67 % en un an. Dans le même temps, le salaire horaire moyen des ouvriers a augmenté de 4,40 % (voir en dernière page).

## M. JACQUES SCHRICKE AMBASSADEUR EN AUTRICHE

M. Jacques Schricke, ambassadeur en République Sud-Africaine depuis 1975, a été nommé ambassadeur en Autriche, en remplacement de M. Georges Gauthier. (Né en 1929, M. Schricke est ancien élève de l'école nationale des langues orientales et de l'ENA, dont il est sorti en 1947. Après avoir servi à l'administration centrale, il a été successivement en poste au haut commissariat en Sarre (1960-1962), à Washington (1963-1966), à Bonn (1966-1969), à Rabat (1969-1974) et à l'OTAN (1974-1978). Jusque'en 1970, il a été secrétaire général de la défense nationale, puis il a passé un an à l'université Harvard. Il revint ensuite à l'administration centrale, responsable des affaires des pactes et du désarmement avant d'être nommé ambassadeur à Pretoria, en mai 1975.)

**Breguet**

**VIVEZ TOUTE L'ANNÉE COMME EN VACANCES!**

Vacances : air pur, calme, liberté des enfants... jardins privés, vous permettent de passer toute votre vie comme en vacances sans renoncer à vos activités parisiennes. Venez visiter nos Domaines situés tout près de Paris.

**BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 500 A 2000 M<sup>2</sup> TOUT PRES DE PARIS.**

Domaine de Bouffémont, à Bouffémont (95870). A 21 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maisons de 121 à 156 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 800 m<sup>2</sup>. Tél. 991.35.55.

Domaine de Louverval, à Louverval (78310). A 28 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 800 à 1500 m<sup>2</sup>. Tél. 962.95.43.

Domaine de Montmorency, à St-Witz (95470). A 25 km de Paris. En bordure de la forêt d'Ermenonville. Maisons de 135 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 700 à 1800 m<sup>2</sup>. Tél. 471.56.55.

Domaine de Gravel, à Gravel (77410). A 24,5 km de Paris. Au calme, à côté d'un merveilleux parc. Maisons de 134 à 290 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 1000 m<sup>2</sup>. Tél. 028.30.08. Fermé le mardi et mercredi.

Domaine du Mont Chauve, à Chelles (77300). A 20 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 800 m<sup>2</sup>. Tél. 021.41.00.

Domaine de Bois le Cru, à Fontainebleau (77340). A 18 km de Paris. Autour d'un parc de 18 ha. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 800 m<sup>2</sup>. Tél. 028.54.53.

Domaine de Fontainebleau, à Fontainebleau (77300). A 18 km de Paris. Autour d'un parc de 18 ha. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 800 m<sup>2</sup>. Tél. 028.54.53.

Domaine des Tempêtes, à Ballainvilliers (91160). A 21 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 1000 m<sup>2</sup>. Tél. 909.89.22.

Domaine de Révillon, à Villiers-sur-Marne (94440). A 18 km de Paris. Dans une campagne verdoyante. Maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>. Terrain 500 à 1000 m<sup>2</sup>. Tél. 953.71.30.

**DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.**

Écrivez ou téléphonez aux Domaines pour recevoir notre luxueuse documentation gratuite

152